

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

VALLOUREC

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 212 154 880 €
Siège social : 27, avenue du Général Leclerc, 92100 Boulogne-Billancourt
552 142 200 R.C.S. Nanterre

A. – Comptes sociaux

I. – Bilan au 31 décembre 2007

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
Actif immobilisé			
Immobilisations incorporelles	79	79	79
Immobilisations corporelles	142	131	131
Titres de participations	1 057 383	1 057 383	1 057 383
Actions propres	14 194	14 194	16 700
Créances, prêts, autres immobilisations financières	21 192		1
Total I	1 092 990	1 071 787	1 074 294
Actif circulant			
Créances d'exploitation	229	1 346	616
Autres créances	6 211	44 729	117 821
Valeurs mobilières de placement	6 105	8 061	9 110
Disponibilités	344	79	40
Ecart de conversion	412		
Total II	13 301	54 215	127 587
Total de l'actif (I + II)	1 106 291	1 126 002	1 201 881

Passif	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
Capitaux propres			
Capital	212 007	212 047	212 155
Primes	210 223	210 258	64 345
Ecart de réévaluation	636	634	634
Réserves	82 612	79 950	79 954
Report à nouveau	143 238	44 344	47 116
Acompte sur dividende	-41 322	-103 319	-210 292
Résultat de l'exercice	14 145	172 068	553 894
Total I	621 539	615 982	747 806
Provisions pour risques et charges	319	1 067	2 314
Dettes financières	462 394	470 718	410 762
Dettes d'exploitation	2 055	4 180	4 112

Autres dettes	19 572	34 055	36 887
Ecarts de conversion	412		
Total II	484 752	510 020	454 075
Total du passif (I + II)	1 106 291	1 126 002	1 201 881

II. – Comptes de résultat de la société Vallourec

(En milliers d'euros.)

	2005	2006	2007
Chiffre d'affaires			1
Reprises sur provisions, transferts de charges	402	1 097	9
Autres produits	1 512	2 015	1 433
Services extérieurs	-9 283	-7 998	-10 068
Impôts taxes et versements assimilés	-93	-103	-70
Charges de personnel	-788	-991	-419
Autres charges d'exploitation	-390	-585	-643
Dotations aux amortissements et aux provisions	-27	-1 066	-1 257
Résultat d'exploitation	-8 667	-7 631	-11 014
Produits financiers	22 357	184 138	559 825
De participations	4 830	181 490	554 407
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	13	13	
Autres intérêts et produits assimilés	256	850	1 841
Reprises sur provisions et transferts de charges financières	15 389		
Différences positives de change	4	890	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 865	895	3 577
Charges financières	-10 158	-18 094	-17 929
Dotations financières aux amortissements et aux provisions	-136		
Intérêts et charges assimilées	-10 012	-16 618	-17 924
Différences négatives de change	-10	-1 476	-5
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Résultat financier	12 199	166 044	541 896
Résultat courant avant impôt	3 532	158 413	530 882
Produits exceptionnels	754	423	2 443
Charges exceptionnelles	-172	-2	-1 429
Résultat exceptionnel	582	421	1 014
Impôts sur les bénéfices	10 031	13 234	21 998
Résultat	14 145	172 068	553 894

III. – Projet d'affectation du résultat soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 juin 2008

Origine	
Prélèvement sur les primes d'émission, de fusion, d'apport	29 542 285,86 €
Résultat de l'exercice	553 894 374,14 €
	583 436 660,00 €
Affectations	

Dividendes	583 425 920,00 €
Réserve légale	10 740,00 €
	583 436 660,00 €

IV. – Annexe aux comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2007

(En milliers d'euros - M€) sauf indications contraires

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2007 dont le total est de 1 201,9 millions d'euros et au compte de résultat dégagant un bénéfice de 553,9 millions d'euros.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

La société Vallourec établit des comptes consolidés.

1. – Faits caractéristiques, méthode d'évaluation, comparabilité des comptes

Les méthodes d'évaluation et de présentation retenues pour établir les comptes de l'exercice sont demeurées inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent.

2. – Principes comptables

Les comptes annuels sont établis conformément à la réglementation française en vigueur (Règlement 99-3) en application des principes fondamentaux (image fidèle, comparabilité, continuité d'activité, régularité, sincérité, prudence, permanence des méthodes).

Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation légale en 1977 et 1978.

Les constructions sont amorties suivant le mode linéaire sur une durée de 40 années pour les ensembles immobiliers affectés à des opérations non professionnelles.

Titres de Participations

La valeur brute des participations est constituée du coût d'achat hors frais accessoires et du montant des augmentations de capital.

Les titres acquis en devises sont enregistrés au prix d'acquisition converti en euro au cours du jour de l'opération.

Les provisions pour dépréciation des participations sont normalement calculées par référence à la valeur d'usage qui tient compte de différents critères tels : le montant de la situation nette consolidée, la rentabilité, le cours de bourse, les perspectives d'évolution de la Société ...

Actions propres

Leur valeur comptable est la valeur la plus basse entre le coût d'acquisition et la valeur actuelle des titres (soit le cours moyen du dernier mois) ; ils suivent les règles d'évaluation et de présentation des titres immobilisés.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les créances sont éventuellement dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés ponctuelles de recouvrement. Celles-ci sont alors évaluées créance par créance.

Valeurs mobilières de placement

Les titres de placement sont évalués au coût de revient d'acquisition majoré des revenus courus de la période, ou à la valeur de marché si celle-ci est inférieure.

Conversion des opérations en monnaies étrangères et instruments financiers

Les charges ou produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les créances, disponibilités et dettes en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Les pertes latentes résultant de la conversion en euros sont évaluées en tenant compte des couvertures à terme et enregistrées en provision pour risque de change.

La Société utilise divers instruments financiers pour réduire ses risques de taux de change et d'intérêt. Toutes les positions sont prises au moyen d'instruments négociés, soit sur des marchés organisés, soit de gré à gré, et sont évaluées à leur valeur de marché, en hors bilan, à chaque arrêté.

Provisions pour risques et charges

Pension de retraite

Les pensions sont assurées par un organisme extérieur et la Société n'a donc pas d'engagement à ce titre.

Indemnités de départ en retraite

Les engagements au titre des indemnités de départ à la retraite du personnel en activité sont évalués sur la base d'un calcul actuariel et font l'objet d'une provision au passif du bilan.

L'hypothèse d'un départ volontaire dans 100 % des cas est retenue.

Les hypothèses actuarielles varient suivant les spécificités des régimes en vigueur dans la Société et selon la convention collective applicable.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 5,15 % (inflation incluse) ;
- taux d'inflation de 2 % ;
- taux de rotation du personnel variable selon l'âge et la catégorie ;
- table de mortalité générationnelle INSEE 2000/2002.

Les écarts actuariels générés à partir de l'exercice 2004 sont amortis selon la règle du corridor sur la durée d'activité résiduelle moyenne des salariés.

Autres provisions

L'ensemble des litiges (techniques, fiscaux ...) et risques ont été inscrits en provisions à hauteur du risque estimé probable à la clôture de l'exercice.

Stock-options

Les options de souscriptions d'actions Vallourec exercées en 2007, qui avaient été autorisées par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2000, ont conduit à une augmentation de capital et de la prime d'émission de la société Vallourec en contrepartie de la libération des fonds par les souscripteurs.

Produits et charges exceptionnels

D'une manière générale, les produits et charges exceptionnels enregistrent les éléments extraordinaires, c'est à dire ceux qui ne représentent pas de lien avec l'activité courante de l'entreprise.

3. – Notes relatives aux postes de bilan

3.1. – Mouvements de l'actif immobilisé

Mouvements des valeurs de l'actif immobilisé

	31/12/2006	Entrée Dotation	Sortie Reprise	31/12/2007	Dont écart de réévaluation	Dont entreprises liées
Immobilisations incorporelles	79			79		
Marques	79			79		
Immobilisations corporelles	131			131	23	
Terrains	131			131	23	
Constructions	172			172		
Amortissement Constructions	-172			-172		
Titres de participations	1 057 383			1 057 383	611	1 057 383
Titres de participations	1 057 794			1 057 794	611	1 057 794
Provisions Titres de participations	-411			-411		-411
Actions propres	14 194	12 278	-9 772	16 700		
Créances, prêts, autres						
Créances rattachées						
Prêts						
Totaux	1 071 787	12 278	-9 772	1 074 293	634	1 057 383

Actions propres

Attributions en faveur de membres du personnel, dirigeants ou mandataires sociaux du Groupe (cf. § 3.5)

Les actions propres acquises le 5 juillet 2001 dans le cadre des opérations financières liées à l'augmentation de capital réservée aux salariés, sont affectées à des opérations d'attribution en faveur de certains membres du personnel, dirigeants ou mandataires sociaux du Groupe.

- Plan d'options d'achats d'actions du 11 juin 2003,
- Plan d'attribution d'actions gratuites (PAGA) du 16 janvier 2006,
- Plan d'attribution d'actions gratuites (PAGA) du 3 mai 2007.

Les actions propres s'élevaient à 14 194 M€ au 31 décembre 2006.

En 2007, Vallourec a cédé 928 616 actions pour un montant de 9 772 M€ correspondant à l'exercice de 928 616 options d'achat d'actions du plan d'option d'achats d'actions du 11 juin 2003, dont le point de départ de l'exercice des options était le 11 juin 2007.

Contrat de liquidité

Vallourec a signé en janvier 2007 avec le Crédit Agricole Cheuvreux un contrat de liquidité. Il se situe dans le cadre de l'autorisation générale annuelle de rachat d'actions délivrée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 1er juin 2006. Pour la mise en oeuvre de ce contrat, 45 millions d'euros peuvent être affectés au compte de liquidité, dont 20 millions d'euros dans une première tranche.

Le montant investi au 31 décembre en actions propres s'élevait à 12 278 M€.

3.2. – Valeurs mobilières de placement

	31/12/2006	31/12/2007	Evaluation 31/12/ 07	Plus-value latente
Sicav et Fonds commun de placement	8 061	9 110	9 178	68
Total	8 061	9 110	9 178	68

Au cours de l'année 2007, une centralisation de la gestion des trésoreries euro et dollar des principales sociétés européennes et une centralisation des opérations de couverture de change des ventes en dollars ont été mises en place au niveau de Vallourec & Mannesmann Tubes (V & M Tubes). Vallourec a adhéré à cette centralisation de trésorerie.

La trésorerie est placée dans des OPCVM monétaires sans risques. Par ailleurs Vallourec ne réalise des transactions financières qu'avec des établissements financiers de premier plan.

3.3. – Etat des créances et dettes

Actif au 31/12/2007	Valeur brute	Dont produits à recevoir	Dont entreprises liées	Valeur brute - 1 an	Valeur brute + 1 an
Créances, prêts, autres immobilisations financières					
Créances d'exploitation	616			616	
Créances clients et comptes rattachés					
Autres créances d'exploitation	616			616	

Autres créances	117 821		117 821	117 821
Avance trésorerie intergroupe	70 177		70 177	70 177
Créances diverses	47 644		47 644	47 644
Totaux	118 437		117 821	118 437

Prêts accordés au cours de l'exercice : 0 M€.

Prêts remboursés au cours de l'exercice : 0 M€.

Créances représentées par des effets de commerce : néant.

Passif au 31/12/2007	Valeur brute	Dont charges à payer	Dont entreprises liées	- 1 an	+ 1 an	+ 5 ans
Dettes financières	410 762	696		150 707	37	260 018
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	410 695	695		150 695		260 000
Emprunts et dettes financières divers	67	1		12	37	18
Dettes d'exploitation	4 112	2 633	933	4 112		
Dettes fournisseurs	3 912	2 506	933	3 912		
Dettes fiscales et sociales	200	127		200		
Autres dettes	36 887	4	7 683	36 887		
Dettes fiscales (impôts sociétés)	21 649			21 649		
Autres dettes divers	15 238	4	7 683	15 238		
Totaux	451 761	3 333	8 616	191 706	37	260 018

Emprunts souscrits au cours de l'exercice : 0 M€

Emprunts remboursés au cours de l'exercice : 13 M€.

Dettes représentées par des effets de commerce : néant.

Les charges à payer des « Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit » représentent les intérêts courus à fin d'année.

3.4. – Ecart de conversion sur les dettes et les créances libellées en monnaies étrangères : néant

3.5. – Capitaux propres

La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :

	Nombre d'actions	Capital	Résultat de l'exercice	Primes et Réserves	Capitaux propres
Situation au 31/12/2005	10 600 332	212 007	14 145	395 387	621 539
Affectation du résultat 2005			-14 145	14 145	
Division par 5 de la valeur nominale	42 401 328				
Souscription options	10 210	40		36	76
Ecart de réévaluation				-2	-2
Dividende distribué				-74 380	-74 380
Acompte sur dividende				-103 319	-103 319
Résultat 2006			172 068		172 068
Variation	42 411 538	40	157 923	-163 520	-5 557
Situation au 31/12/2006	53 011 870	212 047	172 068	231 867	615 982
Affectation du résultat 2006			-172 068	172 068	
Souscription options	26 850	108		94	202
Ecart de réévaluation					
Dividende distribué				-211 980	-211 980
Acompte sur dividende				-210 292	-210 292
Résultat 2007			553 894		553 894
Variation	26 850	108	381 826	-250 110	131 824
Situation au 31/12/2007	53 038 720	212 155	553 894	-18 243	747 806

Le capital de Vallourec est composé de 53 038 720 actions ordinaires au nominal de 4 € entièrement libérées au 31 décembre 2007 contre 53 011 870 actions au nominal de 4 € au 31 décembre 2006.

La réserve affectée à la contrepartie de la valeur comptable des actions propres (483 529 actions), s'élève à 16 700 M€.

Cette variation de 26 850 actions s'analyse par l'exercice des options de souscription d'actions exercées en 2007 qui ont conduit à la création de 26 850 actions nouvelles (contre 10 210 actions en 2006), soit une augmentation de 202 M€ prime incluse.

En 2006, la division par 5 de la valeur nominale le 18 juillet 2006 a conduit à la création de 42 401 328 actions de plus.

Actionnariat salariés

Options de souscription d'actions – attribution du 15 juin 2000

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2000 a autorisé (1ère résolution) le Directoire à attribuer des options de souscription, pendant une durée de cinq ans et dans la limite de 4 % du capital social de Vallourec, aux dirigeants et / ou aux membres du personnel des sociétés du Groupe.

Dans le cadre de cette autorisation une première tranche d'options a été attribuée le 15 juin 2000. Ses principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

Tous les chiffres ont été recalculés pour tenir compte de la division par 5 du nominal de l'action au 18 juillet 2006 et de la multiplication par 5 consécutive du nombre d'actions.

	Plan
Date d'Assemblée	15 juin 2000
Date du Directoire	15 juin 2000
Nombre total d'options attribuées	892 500
Ajustement du nombre d'options suite à l'augmentation de capital du 13 juillet 2005	1 090
Point de départ d'exercice des options	15 juin 2004
Date d'expiration	14 juin 2007

	2006	2007
Dont nombre d'options attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre)	102 500	82 500
Nombre de dirigeants concernés	7	6
Prix d'exercice (*)	7,60 €	7,60 €
Prix d'exercice ajusté après l'augmentation de capital du 13 juillet 2005	7,49 €	7,49 €
Nombre d'options annulées depuis l'attribution (**)	33 750	33 750
Nombre d'options non exercées		3 810
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre (1 option = 1 action)	829 180	856 030
(dont nombre d'actions souscrites par les membres du Comité Exécutif)	102 500	82 500
Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31 décembre	30 660	
(dont nombre d'options susceptibles d'être exercées par les membres du Comité Exécutif)	0	0

(*) Moyenne des 20 derniers cours des 20 séances ayant précédé la date d'attribution, sans rabais.

(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

Options d'achat d'actions - attribution du 15 juin 2003

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2000 a également autorisé (2ème résolution) le Directoire, pendant une durée de cinq ans et dans la limite de 10 % du capital social, à attribuer des options d'achat portant sur des actions anciennes qui seraient préalablement acquises en Bourse dans le cadre des autorisations de rachat d'actions données par l'Assemblée.

Dans le cadre de cette autorisation les options (1 option = 1 action) ont été attribuées le 11 juin 2003 (cf §3.1).

Ses principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

	Plan
Date d'Assemblée	15 juin 2000
Date du Directoire	15 juin 2003
Nombre total d'actions pouvant être achetées	965 000
Ajustement du nombre d'options suite à l'augmentation de capital du 13 juillet 2005	14 480
Point de départ d'exercice des options	11 juin 2007
Date d'expiration	10 juin 2010

	2006	2007
--	-------------	-------------

Dont nombre d'options attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre)	195 000	175 000
Ajustement du nombre d'options suite à l'augmentation de capital	2 965	2 660
Nombre de dirigeants concernés	7	6
Prix d'exercice (*)	10,73 €	10,73 €
Prix d'exercice ajusté après l'augmentation de capital du 13 juillet 2005	10,57 €	10,57 €
Nombre d'options annulées depuis l'attribution (**)	13 750	13 750
Nombre d'options exercées depuis l'attribution		928 616
Nombre d'actions pouvant être achetées au 31 décembre	965 730	37 114

(*) Moyenne des 20 derniers cours des 20 séances ayant précédé la date d'attribution, sans rabais.
(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

Plan d'Attribution Gratuite d'Actions (PAGA) du 16 janvier 2006

Le Directoire de la société Vallourec a mis en place lors de sa réunion du 16 janvier 2006 un Plan d'Attribution Gratuite d'Actions (PAGA) approuvé par le Conseil de Surveillance.

Un nombre théorique d'actions gratuites Vallourec a été attribué par le Directoire le 16 janvier 2006 (148 000 après multiplication par 5 du nombre d'actions le 18 juillet 2006). L'attribution définitive (en nombre) sera fonction de la performance du RBE (Résultat Brut d'Exploitation) consolidé, réalisée par le Groupe Vallourec en 2006 et 2007. Elle se fera par application d'un coefficient multiplicateur K, représentatif de cette performance, au nombre théorique d'actions attribué par le Directoire le 16 janvier 2006, K pouvant varier entre 0 et 1,33.

Le coefficient K est calculé pour chacune des 2 années 2006 et 2007 et est appliqué sur une moitié de l'attribution théorique initiale au titre de chaque année, la somme du résultat de l'application de chacun des coefficients 2006 et 2007 représentant l'attribution définitive acquise au bénéficiaire le 16 janvier 2008. K est égal à 1,33 en 2006 et 1,23 en 2007.

Le cours de l'action au 16 janvier 2006 est de 93,3 € (après division par 5 du nominal de l'action - voir ci-dessus).

	2006	2007
Nombre théorique initial d'actions attribuées, si K=1	148 000	148 000
Nombre d'actions annulées depuis l'attribution (**)	350	350
Nombre théorique d'actions attribuées au 31 décembre, si K=1	147 650	147 650
Dont nombre théorique d'actions attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre) si K=1	36 000	32 500
Nombre de dirigeants concernés	7	7

(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

La provision comptabilisée relative à ce plan s'élève le 31 décembre 2007 à 1 939,8 M€ (contre 1 035,8 M€ au 31 décembre 2006 (cf § 3.6)).

Plan d'Attribution Gratuite d'Actions (PAGA) du 3 mai 2007

Le Directoire de la société Vallourec a mis en place lors de sa réunion du 3 mai 2007 un Plan d'Attribution Gratuite d'Actions (PAGA) approuvé par le Conseil de Surveillance.

Un nombre théorique d'actions gratuites Vallourec a été attribué par le Directoire le 3 mai 2007 (111 000 actions). L'attribution définitive (en nombre) sera acquise par tiers en 2009, 2010, 2011 et sera fonction pour chaque tiers de la performance du RBE (Résultat Brut d'Exploitation) consolidé, réalisée par le Groupe Vallourec en 2008, 2009 et 2010. Elle se fera par application d'un coefficient multiplicateur K, représentatif de cette performance, au nombre théorique d'actions attribué par le Directoire le 3 mai 2007, K pouvant varier entre 0 et 1,33.

Le coefficient K est calculé pour chacune des années concernées et est appliqué sur le tiers de l'attribution théorique initiale au titre de chaque année, la somme du résultat de l'application de chacun des coefficients 2008, 2009 et 2010 représentant l'attribution définitive acquise au bénéficiaire.

Le cours de l'action au 3 mai 2007 était de 198,5 €.

	2007
Nombre théorique initial d'actions attribuées, si K=1	111 000
Nombre d'actions annulées (**)	600
Nombre théorique d'actions attribuées au 31 décembre, si K=1	110 400
Dont nombre théorique d'actions attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre) si K=1	8 400
Nombre de dirigeants concernés	7

(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

La provision comptabilisée relative à ce plan s'élève pour 2007 à 324,6 M€ (cf § 3.6).

Options de souscription d'actions - Attribution du 3 septembre 2007

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 juin 2007 a autorisé (7ème résolution) le Directoire à attribuer des options de souscription d'actions.

Dans le cadre de cette autorisation des options ont été attribuées le 3 septembre 2007. Ses principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

	Plan
--	------

Date d'Assemblée	6 juin 2007
Date du Directoire	3 septembre 2007
Nombre total d'options attribuées	147 300
Point de départ d'exercice des options	3 septembre 2011
Date d'expiration	3 septembre 2014

	2007
Dont nombre d'options attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre)	56 500
Nombre de dirigeants concernés	7
Prix d'exercice (*)	190,6
Nombre d'options annulées depuis l'attribution (**)	-
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre (1 option = 1 action)	-
(dont nombre d'actions souscrites par les membres du Comité Exécutif)	-
Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31 décembre	0
(dont nombre d'options susceptibles d'être exercées par les membres du Comité Exécutif)	56 500

(*) 95 % de la moyenne des 20 séances ayant précédé la date d'attribution.
(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

3.6. – Provisions pour risques et charges

La variation des provisions pour risques et charges s'analyse comme suit :

	31/12/2006	Dotations	Reprises utilisées	Reprises sans objet	31/12/2007
Provisions pour risques et charges					0
Provisions pour départ à la retraite	22	28			50
Provisions médailles du travail	9			-9	0
Provisions attributions d'actions gratuites	1 036	1 228			2 264
Autres provisions pour charges					0
Totaux	1 067	1 256	0	-9	2 314

Les litiges sont inscrits en provision à hauteur du risque estimé probable à la clôture de chaque exercice en application du règlement CRC 2000-06 sur les passifs.

Une dotation aux provisions pour attribution d'actions gratuites (plans 2006 et 2007) a été constituée au titre de 2007 pour un montant de 1 228 M€ (cf § 3.5).

Provisions pour départ à la retraite

L'engagement total pour départ en retraite calculé au 31 décembre 2007 est de 64 M€.

La provision inscrite au bilan s'élève à 50 M€. Le montant des pertes actuarielles non comptabilisées est donc de 14 M€. Les engagements non reconnus au bilan correspondent à des changements ou non-réalisation d'hypothèses dont l'effet est amorti dans le temps selon le principe du « corridor ».

Les principales modifications par rapport aux évaluations de l'exercice précédent portent sur la base de salaire utilisée dans le calcul des indemnités et le changement du taux d'actualisation.

3.7. – Dettes financières

En 2003, la Société a contracté un emprunt de 150 millions d'euros, d'une durée de 5 ans (échéance septembre 2008) auprès du Crédit Agricole. Afin de convertir cette dette à taux variable en une dette à taux fixe, Vallourec a mis en place des instruments de couverture (swaps). Le contrat du crédit prévoit que le Groupe doit respecter un ratio d'endettement net consolidé sur les fonds propres consolidés inférieur à 75 %.

En mars 2005, une facilité de 460 millions d'euros a été mise à la disposition de Vallourec par un syndicat de banques pour une durée de 7 ans pour l'acquisition des 45 % des titres V & M Tubes.

Cette facilité prévoit le respect d'un ratio de dettes financières nettes consolidées sur fonds propres consolidés inférieur ou égal à 75 % calculé au 31 décembre de chaque année et pour la première fois au 31 décembre 2005. Un changement de contrôle de Vallourec pourrait provoquer le remboursement du crédit sur décision de la majorité des deux tiers des banques participantes. Il est aussi prévu que le crédit deviendrait immédiatement exigible si le Groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (« cross default »), ou s'il advenait un événement significatif emportant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe de sa capacité à rembourser sa dette.

Au 31 décembre 2005, une tranche de 260 millions d'euros a été tirée sur 7 ans.

Information sur les risques de taux d'intérêt

Vallourec a eu recours à des instruments de couverture (swaps) pour couvrir sa dette à taux variable en un intérêt à taux fixe.

La valorisation à la juste valeur des opérations de couverture de taux d'intérêt (swaps et cap) sur la dette financière de 410 millions d'euros s'élève à 9,3 millions d'euros au 31 décembre 2007.

4. – Notes relatives aux postes du compte de résultat

Produits d'exploitation

La société facture des redevances au titre de l'utilisation de sa marque. Ce produit est inclus dans la ligne « Autres produits d'exploitation » et s'élève à 1 393 M€.

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

Charges financières : 1 546 M€.

Produits financiers : 556 128 M€.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de l'exercice s'élève à 1 014 M€.

Il intègre les résultats liés aux cessions d'actions propres réalisées dans le cadre du contrat de liquidité pour un montant de 971 M€ et de la levée des options d'achat d'actions du plan d'achat d'action 2003 pour un montant de 43 M€ (cf. § 3.5).

5. – Autres informations

Ventilation l'effectif moyen

L'effectif de la société est constitué par les quatre mandataires sociaux (membre du Directoire).

Fiscalité

Intégration fiscale

La société a opté depuis le 1er janvier 1988 pour le régime d'intégration fiscale constitué dans les conditions prévues à l'article 223A du CGI. Le renouvellement de cette convention est automatique depuis 1999 et est prolongé de 5 ans en 5 ans.

En 2007, le périmètre du groupe fiscal inclut Vallourec, Assurval, Interfit, Starval, MPS, Vallourec Composants Automobiles Hautmont, Valti, Valtimet, Valsept, Sopreneuf, Valinox Nucléaire, Vallourec & Mannesmann Tubes, Vam Drilling France, V&M France, V&M Oil & Gas France, V&M One, V&M Services.

La convention d'intégration conduit les filiales du groupe fiscal à constater une charge d'impôt équivalente à celle qu'elles supporteraient en l'absence d'intégration fiscale.

L'économie d'impôt résultant de l'imputation sur le résultat d'ensemble des déficits générés par les filiales, c'est-à-dire par les sociétés qui versent leur impôt à Vallourec, n'est pas constatée en profit mais figure en autres dettes.

Les profits éventuels résultant de l'intégration fiscale qui reviennent à Vallourec correspondent principalement à l'imputation sur le résultat d'ensemble des déficits générés par Vallourec elle-même et des reports déficitaires définitivement acquis à Vallourec.

Au titre de l'exercice 2007 :

Le montant du profit d'impôt inscrit au compte de résultat est de	21 998 M€
Il se décompose en	
Une charge d'impôt propre à Vallourec pour	- 2 035 M€
Un produit d'impôt du groupe intégré pour	24 033 M€

Au 31 décembre 2007, l'économie constatée par Vallourec pour faire face à l'impôt, qui peut devenir exigible pour le Groupe si les sociétés concernées redeviennent bénéficiaires avant que leurs déficits ne soient tombés en non-valeur, s'élève à 6 840 M€.

Le groupe fiscal Vallourec est bénéficiaire et n'a plus de déficit reportable à fin 2007.

Le montant des déficits propres à la société Vallourec imputables sur le résultat d'ensemble s'élèvent à 30 801 M€.

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

Nature des différences temporaires	Montant 31/12/2007 (base)
Accroissement	0
Allègements	
Provision pour retraite	50
Provision pour congés payés	28
Provision contribution sociale de solidarité	2
Plus values latentes sur OPVCM	68

Ventilation de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net
Courant	530 881		530 881
Exceptionnel	1 015		1 015
Sous total	531 896	0	531 896
Résultat lié à l'intégration fiscale		21 998	21 998
Total Vallourec	531 896	21 998	553 894

Le résultat d'intégration fiscale correspond principalement au déficit généré par la société Vallourec, tête de groupe fiscal, qui constitue une économie d'impôt réalisée de l'exercice.

Rémunérations des membres des organes d'administration et de direction

Organes d'administration

Les jetons de présence versés au cours de l'exercice se sont élevés à 394 M€.

Organes de direction

Cette information n'est pas communiquée car elle n'est pas pertinente au regard de la situation patrimoniale et financière et du résultat de la seule société Vallourec.

Engagement hors bilan

Les engagements sont les suivants :

Indemnité Départ en Retraite : 14 M€ (perte actuarielle)

Il n'existe pas de dettes garanties par des sûretés réelles.

V. – Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2007

(En milliers d'euros.)

Sociétés	Capital (M€)	Autres capitaux propres avant affectation du résultat (M€)	Quote-part du capital détenu (%)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (M€)	Montant des cautions et avals donnés par la société (M€)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (M€)	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos (M€)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (M€)
				Brute (M€)	Nette (M)					
A) Filiales et participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de Vallourec (soit 2 120 M€)										
Filiales (50 % au moins)										
Société Française										
Vallourec & Mannesmann Tubes	492 584	1 155 119	100,00	1 056 403	1 056 403	-		35	923 631	552 680
130, rue de Silly										
92100 Boulogne-Billancourt										
411 373 525 RCS Nanterre										
B) Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations										
I. Filiales (50 % au moins)										
a) Sociétés françaises				54	40					224
b) Sociétés étrangères				1 338	941					1 486
II. Participations (10 à 50 %)										
a) Sociétés françaises				-	-					-
b) Sociétés étrangères				-	-					17

VI. – Résultats financiers des cinq derniers exercices

(En euros.)	2003	2004	2005	2006	2007
Capital					
Capital social	194 604 520	197 399 120	212 006 640	212 047 480	212 154 880
Nombre d'actions ordinaires existantes	9 730 226	9 869 956	10 600 332	53 011 870	53 038 720
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droits de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer					

Par conversion d'obligations					
Par exercice de droits de souscription.	171 750	32 020	8 174	30 660	147 300
Par remboursement d'obligations					
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes					
Résultat avant impôt, participation des salariés, amortissements & provisions	71 129 582	-58 687 367	-11 515 957	158 527 985	533 353 776
Impôt sur les bénéfices	-3 192 803	-5 827 453	-10 031 246	-13 234 248	-21 788 285
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements & provisions	56 780 396	30 064 061	14 144 934	172 068 021	553 894 374
Résultat distribué	15 568 362	31 583 859	118 723 718	318 071 220	583 425 920
Résultat par action					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant amortissements & provisions	7,64	-5,36	-0,14	3,24	10,47
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements & provisions	5,84	3,05	1,33	3,25	10,44
Dividende attribué à chaque action existante	1,60	3,20	11,20	6,00	11,00
Personnel					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	5	5	5	5	
Montant de la masse salariale de l'exercice	530 257	594 460	573 987	732 844	353 485
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, oeuvres sociales, etc.)	217 987	188 462	214 024	258 138	65 419

VII. – Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux

	Deloitte			
	Montant (HT)		%	
	2007	2006	2007	2006
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Emetteur	171	100	13 %	14 %
Filiales intégrées globalement	1 033	608	77 %	86 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
Emetteur	38		3 %	0 %
Filiales intégrées globalement	99		7 %	0 %
Sous-total	1 341	708	100 %	100 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social			0 %	0 %
Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)			0 %	0 %
Sous-total	-	-	0 %	0 %
Total	1 341	708	100 %	100 %

	KPMG			
	Montant (HT)		%	
	2007	2006	2007	2006
Audit				

Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Emetteur	171	100	17 %	0 %
Filiales intégrées globalement	540	339	53 %	89 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
Emetteur	59		6 %	0 %
Filiales intégrées globalement	244	7	24 %	9 %
Sous-total	1 014	446	100 %	98 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social	-	46	0 %	0 %
Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)			0 %	2 %
Sous-total	-	46	0 %	2 %
Total	1 014	493	100 %	100 %

	Autres			
	Montant (HT)		%	
	2007	2006	2007	2006
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Emetteur			0 %	0 %
Filiales intégrées globalement	73	394	59 %	72 %
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
Emetteur			0 %	0 %
Filiales intégrées globalement		31	0 %	6 %
Sous-total	73	425	59 %	78 %
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social	50	121	41 %	22 %
Autres (à préciser si > 10 % des honoraires d'audit)			0 %	0 %
Sous-total	50	121	41 %	22 %
Total	123	546	100 %	100 %

B. – Comptes consolidés du Groupe Vallourec

I. – Bilan consolidé au 31 décembre 2007

(En milliers d'euros - M€.)

Actif		31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles nettes	Note 1	21 201	20 486	21 714
Ecarts d'acquisition	Note 1	91 018	87 312	79 900
Immobilisations corporelles brutes	Note 2	1 669 871	1 686 614	2 002 421
moins : amortissements cumulés	Note 2	-749 953	-689 892	-736 458
Immobilisations corporelles nettes	Note 2	919 918	996 722	1 265 963
Titres mis en équivalence	Note 3	48 191	54 998	55 044
Autres actifs non courants	Note 4	31 494	39 469	43 006
Impôts différés - actif	Note 5	45 094	19 260	26 545
Total		1 156 916	1 218 247	1 492 172
Actifs courants				

Stocks et en cours	Note 6	861 171	1 039 275	1 168 754
Clients et comptes rattachés	Note 7	906 178	1 002 728	1 048 622
Instruments dérivés - actif	Note 8	1 846	91 043	158 148
Autres actifs courants	Note 9	116 885	111 928	142 753
Trésorerie	Note 10	541 278	889 323	912 478
Total		2 427 358	3 134 297	3 430 755
Actifs destinés à être cédés	Note 11		175 578	0
Total de l'actif		3 584 274	4 528 122	4 922 927

Passif		31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
Capitaux propres	Note 12			
Capital		212 007	212 047	212 155
Primes		206 533	206 568	60 655
Réserves consolidées		492 743	764 937	1 418 786
Réserves, instruments financiers		-42 883	42 725	70 026
Réserves de conversion		63 072	634	-24 038
Résultat de la période		472 985	917 005	986 205
Actions propres		-13 514	-13 514	-16 020
Capitaux propres - part du Groupe		1 390 943	2 130 402	2 707 769
Intérêts minoritaires	Note 14	112 153	92 819	81 892
Total capitaux propres		1 503 096	2 223 221	2 789 661
Passifs non courants				
Emprunts et dettes financières	Note 15	469 627	467 428	337 247
Engagements envers le personnel	Note 17	209 750	195 241	168 243
Autres provisions	Note 16	4 307	3 577	6 882
Impôts différés - passif	Note 5	53 245	75 057	101 802
Autres passifs long terme		736	0	441
Total		737 665	741 303	614 615
Passifs courants				
Provisions pour risques et charges	Note 16	66 484	77 520	80 105
Emprunts et concours bancaires courants	Note 15	276 337	380 461	332 841
Fournisseurs		496 605	602 344	671 900
Instruments dérivés - passif	Note 8	102 301	26 147	28 110
Dettes d'impôt		102 529	135 843	112 933
Autres passifs courants	Note 18	299 257	263 401	292 762
Total		1 343 513	1 485 716	1 518 651
Passifs destinés à être cédés	Note 11		77 882	0
Total du passif		3 584 274	4 528 122	4 922 927

II. – Compte de résultat consolidé

(En milliers d'euros - M€.)

		2005	2006	2007
Chiffre d'affaires	Note 21	4 307 405	5 541 801	6 140 521
Production stockée		147 778	190 499	97 721
Autres produits de l'activité	Note 22	24 046	29 193	35 215
Achats consommés		-1 699 321	-2 000 945	-2 265 607
Impôts et taxes	Note 23	-52 965	-58 760	-56 250

Charges de personnel	Note 24	-716 424	-812 694	-827 040
Autres charges d'exploitation	Note 25	-948 460	-1 220 479	-1 339 775
Dotations aux provisions nettes des reprises	Note 26	-1 496	-3 182	-34 003
Résultat brut d'exploitation		1 060 563	1 665 433	1 750 782
Dotations aux amortissements	Note 27	-99 195	-114 329	-117 973
Dépréciation d'actifs et d'écarts d'acquisition	Note 28	173	-1 499	-21 169
Cessions d'actifs et frais de restructuration	Note 28	3 725	-4 770	10 933
Résultat d'exploitation		965 266	1 544 835	1 622 573
Produits financiers		19 327	34 130	36 304
Charges d'intérêt		-23 637	-36 747	-40 619
Coût financier net		-4 310	-2 617	-4 315
Autres charges et produits financiers		-13 433	6 294	-14 936
Autres charges d'actualisation		-8 846	-10 296	-9 757
Résultat financier	Note 29	-26 589	-6 619	-29 008
Résultat avant impôt		938 677	1 538 216	1 593 565
Impôts sur les bénéfices	Note 30	-307 450	-544 789	-575 344
Résultat des sociétés mises en équivalence	Note 3	1 162	5 868	6 242
Résultat net des activités poursuivies		632 389	999 295	1 024 463
Résultat des activités abandonnées		0	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé		632 389	999 295	1 024 463
Part des minoritaires		159 404	82 290	38 258
Part du Groupe (a)		472 985	917 005	986 205
Part du Groupe :				
Résultat net par action (b)	Note 13	9,5	17,8	18,9
Résultat net dilué par action	Note 13	9,4	17,4	18,8

a) En 2005, la réalisation de l'opération d'acquisition des intérêts minoritaires dans V & M Tubes et ses filiales, a été constatée par Vallourec à la date de transfert juridique des titres au bilan. En raison de la proximité de cette date avec le 30 juin, les intérêts minoritaires achetés ont été intégrés dans le résultat du groupe Vallourec à compter du 1er juillet 2005 (cf. B - Périmètre de consolidation). Si l'acquisition des 45 % d'intérêts minoritaires dans la société V&M Tubes avait été effective au 1er janvier 2005, le résultat net part du Groupe Vallourec de l'année 2005 aurait été de 576,7 millions d'euros pour un résultat net de l'ensemble consolidé quasiment inchangé. b) Le résultat par action tient compte de la multiplication par 5 du nombre d'actions le 18 juillet 2006 (voir Note 12).

Tableau de variation des capitaux propres, part du Groupe

	Capital	Primes	Réserves conso- lidées	Réserves de conversion	Réserves - variations de juste valeur des instruments de couverture -nettes d'impôt	Actions propres	Résultat net de la période
Situation au 31 décembre 2004	197 399	97 428	399 889	-13 195		-13 686	145 024
Incidence de la première application des IAS 32/39			-409		21 939		
Ecart entre intérêts minoritaires à acquérir et dette (« put option »)			30				
Capitaux propres retraités au 1er janvier 2005	197 399	97 428	399 510	-13 195	21 939	-13 686	145 024
Variation des écarts de conversion			17	75 962	-17		
Instruments financiers					-47 954		

Incidence rachat 45 % V & M Tubes			1 947					-3 506
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres			1 964	75 962	-47 971			-3 506
Résultat 2005 avant variations de périmètre								477 708
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période			1 964	75 962	-47 971			474 202
Résultat 2004			145 024					-145 024
Dividendes distribués			-30 721					
A compte sur dividendes distribués par Vallourec			-41 322					
Augmentation de capital et primes	14 608	109 105						
Variation des actions propres			525			172		
Instruments financiers rachetés aux minoritaires de V & M Tubes			16 851		-16 851			
Paiements en actions			912					-912
Autres variations de périmètre				305				-305
Autres variations								
Situation au 31 décembre 2005	212 007	206 533	492 743	63 072	-42 883	-13 514		472 985
Variation des écarts de conversion				-62 438				
Instruments financiers					85 672			
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				-62 438	85 672			
Résultat 2006								925 196
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période				-62 438	85 672			925 196
Résultat 2005			472 985					-472 985
Augmentation de capital et primes	40	35						
Dividendes distribués			-74 380					
A compte sur dividendes distribués par Vallourec			-103 318					
Paiements en actions			8 127					-8 127
Incidences de rachats de minoritaires (1)			-31 392					
Autres variations de périmètre			172		-64			-64
Situation au 31 décembre 2006	212 047	206 568	764 937	634	42 725	-13 514		917 005
Variation des écarts de conversion				-24 672				
Instruments financiers					27 301			
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				-24 672	27 301			
Résultat 2007								998 717
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période				-24 672	27 301			998 717
Résultat 2006			917 005					-917 005
Variation de capital et primes	108	94						
Variation des actions propres			664			-2 506		

Dividendes distribués		-146 007	-65 973				
A compte sur dividendes distribués par Vallourec			-210 292				
Paievements en actions			12 512				-12 512
Incidences de rachats de minoritaires							
Autres et variations de périmètre			-67				
Situation au 31 décembre 2007	212 155	60 655	1 418 786	-24 038	70 026	-16 020	986 205

(1) En 2006 les incidences de rachat de minoritaires correspondent aux augmentations de pourcentages de contrôle dans les sociétés Valtimet (-29 032 M€) et CST Valinox (- 2 360 M€) conformément aux principes retenus par le Groupe (cf. paragraphe 2.9 des principes et méthodes comptables).

Tableau de variation des intérêts minoritaires

(En milliers d'euros - M€.)

	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Réserves - variations de juste valeur des instruments de couverture - nettes d'impôt	Résultat net de la période	Intérêts minoritaires
Situation au 31 décembre 2004	395 566	-16 104		120 219	499 681
Résultat 2004	120 219			-120 219	
Incidence de la première application des IAS 32/39	655		17 439		18 094
Reclassement des intérêts minoritaires vers dettes dans le cadre de l'IAS 32	-426 233	10 374	-15 421		-431 280
Capitaux propres retraités au 1er janvier 2005	90 207	-5 730	2 018		86 495
Variation des écarts de conversion		56 642			56 642
Instruments financiers			-34 431		-34 431
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		56 642	-34 431		22 211
Résultat 2005				159 404	159 404
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période		56 642	-34 431	159 404	181 615
Dividendes distribués	-42 620				-42 620
Reclassement des intérêts minoritaires vers dettes dans le cadre de l'IAS 32 - mouvements	-101 783	-43 820	32 273		-113 330
Autres variations	-7				-7
Situation au 31 décembre 2005	-54 203	7 092	-140	159 404	112 153
Variation des écarts de conversion		-10 849			-10 849
Instruments financiers			117		117
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		-10 849	117		-10 732
Résultat 2006				82 290	82 290
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période		-10 849	117	82 290	71 558
Résultat 2005	159 404			-159 404	
Dividendes distribués	-61 095				-61 095
Variations de périmètre et autres (1)	-29 797				-29 797
Situation au 31 décembre 2006	14 309	-3 757	-23	82 290	92 819
Variation des écarts de conversion		-7 119			-7 119
Instruments financiers			94		94

Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		-7 119	94		-7 025
Résultat 2007				38 258	38 258
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période		-7 119	94	38 258	31 233
Résultat 2006	82 290			-82 290	
Dividendes distribués	-42 148				-42 148
Variations de périmètre et autres	-12				-12
Situation au 31 décembre 2007	54 439	-10 876	71	38 258	81 892

(1) En 2006, les variations de périmètre représentent principalement la cession des intérêts des minoritaires dans la société Valtimet au Groupe Vallourec à hauteur de 43,7 %.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En milliers d'euros - M€.)

		2005	2006	2007
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)		632 389	999 295	1 024 465
Dotations nettes aux amortissements et provisions		99 762	138 403	181 409
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		6 156	1 329	5 076
Charges et produits calculés liés aux stocks-options et assimilés		912	8 127	12 513
Plus ou moins-values de cessions		-2 636	892	-7 834
Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-1 162	-5 868	-6 242
Dividendes (sociétés non consolidées)		-938	-1 900	-1 825
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		734 483	1 140 278	1 207 562
Coût de l'endettement financier net		4 310	2 617	4 315
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		307 450	544 789	575 344
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		1 046 243	1 687 684	1 787 221
Intérêts versés		-22 884	-36 799	-41 089
Impôts payés		-237 609	-565 926	-586 123
Intérêts encaissés		19 515	34 128	36 304
Capacité d'autofinancement		805 265	1 119 087	1 196 313
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		-279 200	-282 754	-214 367
Flux nets de trésorerie générés par l'activité (1)		526 065	836 333	981 946
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-188 561	-281 517	-437 713
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		6 665	8 377	11 757
Incidence des acquisitions (variations de périmètre)	Note 1	-651 245	-110 324	-3 618
Trésorerie des filiales acquises (variation de périmètre)			16 023	-250
Incidence des cessions (variations de périmètre)		41 228	16 508	133 066

Trésorerie des filiales cédées (variation de périmètre)		-6 062	1 525	8 472
Autres flux liés aux opérations d'investissement		1 169	4 007	5 944
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (2)		-796 806	-345 401	-282 342
Augmentation et diminution des fonds propres		122 802	173	0
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		911	75	201
Dividendes versés au cours de l'exercice				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-72 043	-177 698	-422 272
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées		-41 610	-61 399	-42 849
Mouvements sur actions propres		0	0	-1 841
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		461 921	49 034	92 728
Remboursements d'emprunts		-170 323	-64 161	-41 250
Autres flux liés aux opérations de financement		-1 249	669	-23 867
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement (3)		300 409	-253 307	-439 150
Incidence de la variation des taux de change (4)		11 696	-12 007	-6 591
Incidence des actifs et passifs classés au bilan en disponible à la vente (5)			12 132	0
Variation de la trésorerie (1+2+3+4+5)		41 364	237 750	253 863
Trésorerie nette à l'ouverture		264 472	305 836	543 586
Trésorerie nette à la clôture		305 836	543 586	797 450
Variation		41 364	237 750	253 864

Tableau de variation de l'endettement net		31/12/2006	Variation	31/12/2007
année 2007				
Trésorerie brute (1)	Note 10	890 368	22 110	912 478
Solde débiteurs et concours bancaires courants (2)	Note 15	358 914	-243 886	115 028
Incidence des actifs et passifs CT classés au bilan en disponible à la vente (3)	Note 15	12 132	-12 132	0
Trésorerie (4) = (1) - (2) + (3)		543 586	253 864	797 450
Endettement financier brut (5)	Note 15	502 202	52 858	555 060
Incidence des actifs et passifs MLT classés au bilan en disponible à la vente (6)	Note 15	-49	49	0
Endettement financier net = (5) + (6) - (4)		-41 433	-200 957	-242 390

Tableau de variation de l'endettement net année 2006		31/12/2005	Variation	31/12/2006
Trésorerie brute (1)	Note 10	541 278	349 090	890 368
Solde débiteurs et concours bancaires courants (2)	Note 15	235 442	123 472	358 914
Incidence des actifs et passifs CT classés au bilan en disponible à la vente (3)	Note 15		12 132	12 132
Trésorerie (4) = (1) - (2) + (3)		305 836	237 750	543 586

Endettement financier brut (5)	Note 15	510 521	-8 319	502 202
Incidence des actifs et passifs MLT classés au bilan en disponible à la vente (6)	Note 15		-49	-49
Endettement financier net = (5) + (6) - (4)		204 685	-246 118	-41 433

Tableau de variation de l'endettement net année 2005	31/12/2004	Variation	31/12/2005
Trésorerie brute (1)	484 969	56 309	541 278
Solde débiteurs et concours bancaires courants (2)	220 497	14 945	235 442
Trésorerie (3) = (1) - (2)	264 472	41 364	305 836
Endettement financier brut (4)	209 932	300 589	510 521
Endettement financier net (4) - (3)	-54 540	259 225	204 685

III. – Annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007

(En milliers d'euros (M€) sauf indications contraires)

A. – Principes de consolidation

1. – Bases de préparation et de présentation des comptes

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire de Vallourec le 3 mars 2008. En application du règlement n° 1606/2002 de la Commission Européenne adopté le 19 juillet 2002 pour l'ensemble des sociétés cotées de l'Union Européenne, les états financiers consolidés de la société Vallourec sont établis dans le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), sur la base des normes et interprétations applicables au 31 décembre 2007 et sont disponibles sur le site Internet de la Société www.vallourec.com. Les principes comptables et méthodes d'évaluation sont appliqués de façon constante sur les périodes présentées.

Conformément aux dispositions transitoires contenues dans IFRS 1, IAS 32 et IAS 39, le Groupe Vallourec a choisi de n'appliquer les normes IAS 32 et 39 qu'à compter du 1er janvier 2005.

Les nouvelles normes IFRS entrées en vigueur à compter du 1er janvier 2007 n'ont pas entraîné de modification des méthodes de comptabilisation et d'évaluation. Ces nouvelles normes ne portent que sur la nature des informations à fournir :

- IFRS 7 – Instruments financiers. Cette norme exige la publication d'informations permettant au lecteur des états financiers d'évaluer l'importance des instruments financiers au sein des états financiers du Groupe ainsi que la nature et l'ampleur des risques pouvant découler de l'utilisation des instruments financiers. Une grande partie de cette information était déjà donnée au 31 décembre 2006 (tableau de synthèse des instruments financiers, informations sur les effets en résultats ou en capitaux propres, gestion des risques), mais elle a été étoffée en 2007 pour répondre aux exigences de la norme ;
- IAS 1 – Amendement de la norme sur les informations à fournir sur le capital. Cette information est donnée dans la note 12 sur le capital.

Les interprétations de l'IFRIC suivantes et applicables à compter du 1er janvier 2007 :

- IFRIC 7 – Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 ;
- IFRIC 8 – Champs d'application d'IFRS 2 ;
- IFRIC 9 – Réévaluation des dérivés incorporés ;
- IFRIC 10 – Information financière intermédiaire de pertes de valeur ;

n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes du Groupe.

Le Groupe n'applique par anticipation aucune des normes ou interprétations adoptées par l'Union Européenne qui ne seront d'application obligatoire qu'en 2008 ou 2009, en particulier la norme IFRS 8 « Secteur opérationnels » applicable le 1er janvier 2009, le groupe continuant à communiquer au 31 décembre 2007 selon la norme IAS 14 « Information sectorielle » comme décrit dans le chapitre 3.

2. – Principes et méthodes comptables

2.1. – Principes généraux d'évaluation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis selon le principe du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur ainsi que ceux des actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat (cf. § 2.18). La valeur comptable des actifs et des passifs qui font l'objet de couvertures est ajustée pour tenir compte des variations de juste valeur par rapport au cours de clôture.

2.2. – Recours à des estimations

L'établissement d'états financiers dans le référentiel IFRS conduit la Direction de Vallourec à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter de ces estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Les comptes et informations sujets à des estimations significatives concernent notamment les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les écarts d'acquisition, les actifs financiers, les instruments financiers dérivés, les stocks et en-cours, les provisions pour risques et charges et les impôts différés.

2.3. – Consolidation des filiales contrôlées

Les comptes consolidés du Groupe Vallourec comprennent les comptes de Vallourec et de ses filiales couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre 2007.

Les filiales contrôlées sont intégrées globalement à partir de la date de prise de contrôle. Elles cessent de l'être lorsque le contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Une filiale est contrôlée lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, sa politique financière et opérationnelle afin d'obtenir les avantages liés à l'activité.

Les comptes consolidés incluent 100 % des actifs, passifs, produits et charges de la filiale. Les capitaux propres et le résultat sont scindés entre la part détenue par le Groupe et celle des actionnaires minoritaires.

Les résultats des sociétés acquises sont inclus dans le compte de résultat à compter des dates effectives d'acquisition. Ceux des sociétés cédées sont pris en compte jusqu'à la cession.

L'impact sur le compte de résultat et le bilan des flux de transactions commerciales et financières intra-groupe est éliminé.

2.4. – Consolidation des filiales sous contrôle conjoint

Les participations du Groupe dans des entreprises contrôlées conjointement sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Une filiale est considérée sous contrôle conjoint lorsqu'il y a partage de l'activité économique de la société en vertu d'un accord contractuel entre les parties, et lorsque les décisions stratégiques, financières et opérationnelles requièrent l'accord unanime de tous les actionnaires.

Les comptes consolidés incluent, ligne à ligne, la fraction représentative des intérêts de l'entreprise (ou des) détentrice(s) des titres dans chacun des postes de l'actif, du passif, des produits et des charges.

2.5. – Participations dans les entreprises associées

Les participations du Groupe dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les sociétés associées sont des entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable en matière de politique opérationnelle et financière sans en détenir le contrôle.

La valeur au bilan des titres mis en équivalence comprend le coût d'acquisition des titres (y compris l'écart d'acquisition) augmenté ou diminué des variations de la quote-part du Groupe dans l'actif net de la société associée à compter de la date d'acquisition. Le compte de résultat reflète la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise associée.

2.6. – Conversion des monnaies étrangères

2.6.1. – Conversion des états financiers en devises des filiales

Les actifs et passifs des filiales étrangères y compris les écarts d'acquisition sont convertis aux cours officiels de change à la date de clôture de la période. Les comptes de résultat des filiales étrangères sont convertis au cours de change moyen pondéré de la période.

Les écarts de change résultant de la conversion sont inscrits dans les capitaux propres, et sous la rubrique spécifique « Réserves de conversion » en ce qui concerne la part Groupe.

Toutefois, conformément à l'option autorisée par IFRS 1 « Première adoption des IFRS », le Groupe Vallourec a choisi de reclasser au poste « Réserves consolidées », les « Réserves de conversion » accumulées au 1er janvier 2004 résultant du mécanisme de conversion des comptes des filiales étrangères. Lors de la cession d'une filiale étrangère, les écarts de change accumulés au compte « Réserves de conversion » depuis le 1er janvier 2004 sont affectés en compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

2.6.2. – Conversion des transactions en devises

Les opérations en devises sont converties dans la monnaie fonctionnelle de la société. Elles sont converties au cours spot de l'instrument de couverture lorsque la transaction fait l'objet d'une opération de couverture (cf. § 2.18.4). En l'absence de couverture, les opérations en devises sont converties au taux de change en vigueur à la date de l'opération.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis à la date de clôture au taux de change en vigueur à cette date. Les écarts de change constatés par rapport au cours d'enregistrement initial des transactions concourent au résultat financier.

2.7. – Immobilisations corporelles

2.7.1. – Evaluation au coût net d'amortissements et de dépréciation

Hormis le cas où elles sont acquises lors d'une acquisition de société, les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. A chaque arrêté, le coût d'acquisition est diminué de l'amortissement cumulé et des provisions pour dépréciation déterminées selon IAS 36 « Dépréciation d'actifs » (cf. § 2.11).

Les coûts des emprunts servant à financer les actifs sur une longue période de mise en service ou de fabrication ne sont pas incorporés dans le coût d'entrée des immobilisations : ils sont comptabilisés en charges de la période.

2.7.2. – Approche par composants

Les principaux composants d'une immobilisation présentant une durée d'utilité inférieure à celle de l'immobilisation principale (fours, équipements industriels lourds...), sont identifiés par les services techniques, afin d'être amortis sur leur durée d'utilité propre.

Lors du remplacement du composant, la dépense (soit le coût du nouveau composant) est immobilisée à condition que des avantages économiques futurs soient toujours attendus de l'actif principal.

L'approche par composants est également appliquée aux dépenses de grandes révisions, planifiées et d'une périodicité supérieure à un an. Ces dépenses sont identifiées comme une composante du prix d'acquisition de l'immobilisation et amorties sur la période séparant deux révisions.

2.7.3. – Frais d'entretien et de réparation

Les frais d'entretien et de réparation récurrents ne répondant pas aux critères de l'approche par composants sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

2.7.4. – Amortissements

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire et sur les durées d'utilité indiquées ci-après. Les terrains ne sont pas amortis.

Principales catégories d'immobilisations	Amortissement
	linéaire durée d'utilité
Constructions	
Bâtiments administratifs et commerciaux	40
Bâtiments industriels / Ouvrages d'infrastructure	30
Agencements et aménagements	10

Installations techniques, matériel et outillage	
Nouvelle installation industrielle	25
Equipements de production spécifiques	20
Equipements de production standard	10
Autres (automates...)	5
Autres immobilisations corporelles	
Matériel de transport	5
Matériel et mobilier de bureau	10
Matériel informatique	3

2.7.5. – Immobilisations acquises dans le cadre d'une acquisition d'entreprises

Les immobilisations acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont évaluées à la juste valeur à la date d'acquisition. Elles sont amorties selon le mode linéaire et sur la durée d'utilité résiduelle à la date d'acquisition.

2.7.6. – Dépréciation

Les immobilisations corporelles sont testées pour dépréciation dans le cadre des modalités de IAS 36 « Dépréciation d'actifs » (cf. § 2.11 ci-après).

2.8. – Contrats de location

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, transférant au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisées à l'actif du bilan à la juste valeur du bien loué ou pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location si celle-ci est inférieure. La dette correspondante est inscrite dans les passifs financiers.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette de manière à obtenir un taux périodique constant sur le solde de l'emprunt figurant au passif.

Les actifs objets d'un contrat de location-financement sont amortis sur la plus courte de leur durée d'utilité conforme aux règles du Groupe (cf. § 2.7) et de la durée du contrat. Ils sont testés pour dépréciation conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs » (cf. § 2.11).

Les contrats de location dans lesquels le bailleur conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont des locations simples. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés dans les charges linéairement sur la durée du contrat.

2.9. – Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la part non affectée à des postes du bilan de la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du Groupe dans les actifs et passifs, y compris les passifs éventuels, acquis évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Cette évaluation à la juste valeur est réalisée, pour les acquisitions significatives, par des experts indépendants.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. Les modalités du test visent à s'assurer que la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle est affecté ou rattaché l'écart d'acquisition est au moins égale à sa valeur nette comptable (cf. § 2.11 Perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles). Si une perte de valeur est constatée, une provision de caractère irréversible est constatée dans le résultat d'exploitation, sur une ligne spécifique.

Conformément aux mesures transitoires autorisées par IFRS 1 « Première adoption des IFRS », les acquisitions et regroupements d'entreprises comptabilisés avant le 1er janvier 2004 n'ont pas été retraités, et les écarts d'acquisition comptabilisés à cette date, ont été inscrits dans le bilan d'ouverture du 1er janvier 2004 pour leur montant net d'amortissement devenant leur nouvelle valeur comptable en IFRS.

En l'absence de dispositions spécifiques de IFRS 3, le Groupe a opté pour la comptabilisation dans les capitaux propres de la différence entre le prix payé et la quote-part de minoritaires rachetée dans des sociétés préalablement contrôlées.

2.10. – Immobilisations incorporelles

2.10.1. – Frais de recherche et de développement

Conformément à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement sont immobilisés comme des actifs incorporels dès lors que l'entreprise peut notamment démontrer :

- son intention, sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- sa capacité de mesurer de manière fiable le coût de cet actif pendant sa phase de développement ;
- sa capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle.

Une revue des principaux projets de recherche et développement est effectuée sur la base des informations disponibles auprès des services centraux coordonnant les études, pour recenser et analyser les projets en cours entrés le cas échéant en phase de développement selon IAS 38.

Il ressort qu'au cours de l'année 2007, de même qu'en 2006 et 2005, aucun projet d'envergure répondant à la phase de développement n'a été identifié. Les efforts de développement engagés par le Groupe, notamment dans ses activités liées au pétrole, à l'automobile et à l'énergie, en vue de la conception de produits, de processus de fabrication nouveaux ou améliorés, ne rentrent que très tardivement dans l'étape où ils sont des actifs éligibles aux critères de IAS 38. La démonstration d'avantages économiques futurs supplémentaires à long terme et pouvant être nettement différenciés des dépenses concourant au simple maintien ou à la mise à niveau de l'outil de production et des produits en vue de préserver l'avantage technologique et concurrentiel du Groupe est extrêmement difficile à démontrer.

En conséquence, le Groupe a considéré approprié de ne pas activer de coûts de développement dans les comptes du 31 décembre 2007, 2006 et 2005.

2.10.2. – Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût. Elles comprennent essentiellement des brevets et marques qui sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité.

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition d'une activité sont enregistrées séparément de l'écart d'acquisition si leur juste valeur peut être évaluée de façon fiable lors de la phase de reconnaissance initiale des actifs et passifs. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation par l'entreprise lorsqu'elles ont une durée de vie finie. Dans le cas d'une durée de vie indéterminée, elles ne sont pas amorties.

2.10.3. – Dépréciation

Les immobilisations incorporelles sont testées pour dépréciation dans le cadre des modalités de IAS 36 « Dépréciation d'actifs » (cf. § 2.11).

2.11. – Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Le test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéterminée, c'est à dire essentiellement les écarts d'acquisition dans le cas du Groupe Vallourec.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par rapport aux flux futurs nets de trésorerie actualisés qui seront générés par les actifs testés. L'actualisation est réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe, intégrant une prime de risque du marché et une prime de risque spécifique du secteur. Ce taux est également ajusté le cas échéant d'une prime de risque pour tenir compte de la zone géographique considérée.

Lorsque la valeur recouvrable (valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité) est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée sur une ligne spécifique dans le résultat d'exploitation. Lorsqu'une UGT contient un écart d'acquisition, la perte de valeur réduit en priorité l'écart d'acquisition, avant qu'une dépréciation ne soit constatée le cas échéant sur les autres immobilisations de l'UGT.

Toutefois, dans certains cas, l'apparition de facteurs de pertes de valeurs propres à certains actifs (liés à des facteurs internes ou à des événements ou décisions remettant en cause la poursuite d'exploitation d'un site par exemple) peut être de nature à motiver un test et justifier une dépréciation de ces actifs indépendamment de l'UGT à laquelle ils étaient jusque là rattachés.

Les principales UGT retenues dans la configuration et l'organisation actuelle du Groupe sont V & M Europe, V & M do BRASIL, V & S do BRASIL, V & M North America et l'UGT regroupant les activités Inox. Les entités non rattachées à ces UGT sont testées sur la base de leurs cash flows propres.

2.12. – Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, le cas échéant des provisions pour dépréciation sont constituées.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le coût des stocks de matières premières, marchandises et autres approvisionnements est composé du prix d'achat hors taxes déduction faite des rabais, remises et ristournes obtenus, majoré des frais accessoires sur achats (transport, frais de déchargement, frais de douane, commissions sur achats ...). Ces stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Le coût des en-cours de production de biens, des produits intermédiaires et finis, est constitué du prix de revient, frais financiers exclus. Les coûts de revient incluent les matières premières, fournitures et main d'oeuvre de production et les frais généraux industriels directs et indirects affectables aux processus de transformation et de production, sur la base d'un niveau d'activité normal. Les coûts administratifs et généraux sont exclus de cette valorisation.

2.13. – Actifs destinés à être cédés et activités abandonnées

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et passifs associés est considéré comme destiné à la vente, conformément à IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », lorsque :

- il est disponible en vue de sa vente immédiate dans son état actuel ;
- la vente est hautement probable. Ceci est le cas lorsque la direction est engagée dans un plan actif de cession et de recherche d'un acquéreur, à un prix raisonnable, dont la réalisation doit être effective dans un délai d'un an maximum.

Les actifs, groupes d'actifs ou activités destinés à être cédés sont évalués au plus bas de la valeur comptable et de leur juste valeur (prix de cession estimé), net des coûts relatifs à la cession. Ils sont présentés sur une ligne spécifique à l'actif et au passif du bilan.

Seules les branches complètes d'activités abandonnées sont présentées distinctement au compte de résultat.

2.14. – Provisions

Une provision est comptabilisée lorsque, à la date de clôture de la période, le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques futurs sera nécessaire pour éteindre cette obligation.

Les provisions sont actualisées si l'effet de la valeur temps est significatif (par exemple dans le cas de provisions pour risques environnementaux ou pour remise en état de sites). L'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est alors comptabilisée en charges financières.

Dans le cadre d'une restructuration, une provision ne peut être constituée que si la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillés ou d'un début d'exécution à la clôture de la période.

Les litiges (techniques, garanties, contrôles fiscaux) sont provisionnés dès lors qu'une obligation du Groupe envers un tiers existe à la clôture. La provision est évaluée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

2.15. – Engagements de retraite et assimilés

En vertu d'obligations légales ou d'usages, le Groupe participe à des régimes de retraite complémentaires ou autres avantages long terme au profit des salariés. Le Groupe offre ces avantages à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre de régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes. Les contributions versées aux régimes sont enregistrées en charges de période. Le cas échéant, les contributions restant à acquitter au titre de l'exercice sont provisionnées.

Les engagements de retraite et assimilés résultant de régimes à prestations définies font l'objet d'une provision évaluée sur la base d'un calcul actuariel réalisé au moins une fois par an par des actuaires indépendants. La méthode des unités de crédits projetées est appliquée : chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation envers les salariés.

Les calculs intègrent les spécificités des différents régimes ainsi que les hypothèses de date de départ à la retraite, d'évolution de carrière et d'augmentation des salaires, la probabilité du salarié d'être encore présent dans le Groupe à l'âge de la retraite (taux de rotation du personnel, tables de mortalité...).

L'obligation est actualisée sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

L'obligation est présentée au bilan, nette, le cas échéant, des actifs de régime évalués à leur juste valeur.

Des gains et des pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèse ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou les actifs financiers de régimes. Ces écarts sont reconnus en résultat selon la méthode du corridor définie dans IAS 19 « Avantages du personnel ». Ils sont amortis sur la durée résiduelle d'activité attendue des salariés pour la part excédant de plus de 10 % la plus grande des valeurs suivantes :

- la valeur actualisée de l'obligation à la clôture ;
- la juste valeur des actifs de régime à la clôture.

Dans le cadre de l'établissement du bilan d'ouverture en IFRS au 1er janvier 2004, le Groupe Vallourec a utilisé l'option de IFRS 1, de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels à cette date en réduction des capitaux propres.

Les charges nettes de retraite et avantages assimilés sont comptabilisées dans le résultat d'exploitation, sauf pour la charge d'actualisation des droits et les produits liés au rendement des actifs de régimes, enregistrés en résultat financier.

Lorsque les avantages du régime sont améliorés, la quote-part des avantages complémentaires relatifs aux services passés rendus par les membres du personnel, est comptabilisée en charge selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Si les droits à prestation sont acquis, le coût des avantages est comptabilisé immédiatement dans le compte de résultat.

Les principaux engagements de retraite et assimilés concernent les filiales françaises du Groupe ainsi que celles implantées en Allemagne, au Royaume Uni, aux Etats-Unis et au Brésil.

Les autres engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision sont :

- pour les filiales françaises et étrangères, le versement de primes à l'occasion de la remise des médailles du travail ;
- pour certaines filiales implantées aux Etats-Unis d'Amérique, la couverture des frais médicaux.

2.16. – Paiements en actions

La norme IFRS 2 « Paiements en actions » requiert l'évaluation et la comptabilisation des avantages résultant des plans d'options et d'attributions d'actions gratuites qui équivalent à une rémunération des bénéficiaires : ils sont comptabilisés en charges de personnel et étalés sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur l'évaluation initiale de l'option. Le nombre d'options pris en compte pour valoriser le plan est ajusté à chaque clôture pour tenir compte de la probabilité de présence des bénéficiaires à la fin de la période d'indisponibilité des droits.

- Certains dirigeants et salariés bénéficient de plans d'options d'achat ou de souscription d'actions, leur conférant le droit d'acheter une action existante ou de souscrire à une augmentation de capital à un prix convenu.

Les options sont évaluées à la date d'octroi, selon le modèle Black & Scholes.

Par application des mesures transitoires spécifiquement prévues par IFRS 1 et IFRS 2, le Groupe a choisi de comptabiliser uniquement les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1er janvier 2005. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés, tant que les options ne sont pas exercées.

Le Groupe a fait procéder à une valorisation rétrospective, à la date d'octroi, de l'unique plan d'options d'achat d'actions entrant dans le périmètre de IFRS 2 au 1er janvier 2005,

- Certains dirigeants et salariés bénéficient de plans d'attributions d'actions gratuites (PAGA) dans lesquels les conditions d'acquisition des droits sont liées à des conditions de performance consolidée (croissance du résultat brut d'exploitation). Ces plans ont été évalués selon un modèle de type binomial de projection de cours.

2.17. – Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Les produits de cession de ces titres sont imputés directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les plus ou moins-values n'affectent pas le résultat consolidé.

2.18. – Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent les actifs et passifs financiers ainsi que les instruments dérivés.

La présentation des instruments financiers est définie par les normes IAS 32 et IFRS 7. L'évaluation et la comptabilisation des instruments financiers sont régies par la norme IAS 39.

Conformément aux dispositions transitoires contenues dans IFRS 1, IAS 32 et IAS 39, le Groupe Vallourec a choisi de n'appliquer les normes IAS 32 et 39 qu'à compter du 1er janvier 2005.

Les principales conséquences à compter du 1er janvier 2005 ont porté essentiellement sur le traitement selon IAS 39 des contrats de couverture conclus par le Groupe au regard de ses opérations commerciales d'achats et de ventes en devises. Les variations de juste valeur des instruments dérivés sont systématiquement comptabilisées dans les comptes. Les variations de juste valeur des instruments couverts sont également enregistrées à chaque clôture (cf. § ci-après 2.18.4 Instruments dérivés et comptabilité de couverture).

En outre, conformément à IAS 32, la vente d'un put à un actionnaire minoritaire d'une entreprise sous contrôle exclusif donne lieu à la constatation d'un passif financier à hauteur de la juste valeur actualisée du montant du rachat estimé. Dans l'attente d'une position normative ou d'une interprétation, le Groupe comptabilise ce passif financier par prélèvement sur le montant des intérêts minoritaires et par prélèvement sur les capitaux propres – part du Groupe, pour la partie de la dette excédant ces intérêts minoritaires. Ce traitement comptable pourrait être modifié à l'avenir par une norme ou bien une interprétation.

2.18.1. – Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent :

- des actifs financiers non courants : autres titres de participation et créances rattachées, des prêts de participation à l'effort construction, des cautions ;
- des actifs financiers courants incluant les créances clients et les autres créances d'exploitation, des instruments financiers dérivés court terme, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (valeurs mobilières de placement).

Evaluation initiale

L'évaluation initiale des actifs financiers non dérivés s'effectue à leur juste valeur à la date de la transaction majorée des coûts de transaction exceptée pour la catégorie d'actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat.

Dans la plupart des cas, la juste valeur à la date de la transaction est le coût historique soit le coût d'acquisition de l'actif.

Classification et évaluation lors des arrêts comptables

Les actifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés selon IAS 39 dans l'une des quatre catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Evaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Actifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat	Juste valeur	Variation de juste valeur en résultat
Actifs détenus jusqu'à leur échéance	Coût amorti	Non applicable
Prêts et créances	Coût amorti	Non applicable

Actifs disponibles à la vente	Principe général : juste valeur	Variation de juste valeur en capitaux propres Non applicable
	Mais	
	Coût amorti pour les instruments de capitaux propres détenus dont la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable (actions non cotées sur un marché actif notamment)	

Actifs financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction c'est à dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de dégager un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Chez Vallourec, les actifs concernés sont tous les actifs de trésorerie (valeurs mobilières de placement, disponibilités...).

Les valeurs mobilières de placement (Sicav, FCP...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier. Par conséquent, elles ne sont soumises à aucun test de dépréciation. Les justes valeurs sont déterminées principalement par référence aux cotations du marché.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Il s'agit d'actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables, à échéance fixée, que l'entreprise a l'intention et la capacité de garder jusqu'à l'échéance, autres que des créances et des prêts et autres que les actifs financiers désignés par l'entreprise dans les deux autres catégories (évalués en juste valeur par le résultat, disponibles à la vente).

Dans le Groupe Vallourec, les seuls actifs concernés sont les dépôts de garantie et cautions.

Prêts et créances

Ils correspondent à la plupart des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables non cotés sur un marché actif.

Dans le groupe Vallourec, cette catégorie regroupe :

- les créances rattachées, les prêts longs termes et les prêts de participation à l'effort de construction ;
- les créances clients et autres créances d'exploitation.

Le coût amorti des créances à court terme telles les créances clients équivaut le plus souvent à leur coût historique.

Les prêts aux salariés sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliqué aux flux de trésorerie attendus jusqu'à la date d'échéance des prêts (le taux d'intérêt des contrats pouvant être inférieur).

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont ceux notamment qui n'ont pas été classés dans l'une des trois autres catégories.

Dans le Groupe Vallourec, on retrouve notamment dans cette catégorie les autres placements en titres de capitaux propres. Il s'agit en général de titres non cotés dont la juste valeur ne peut être estimée de manière fiable. Ils sont enregistrés à leur coût et font l'objet d'un test de dépréciation lors de l'arrêté des comptes consolidés.

Test de dépréciation des actifs financiers

Les actifs évalués au coût amorti et les actifs disponibles à la vente valorisés à leur coût doivent faire l'objet à chaque clôture d'un test de dépréciation s'il existe un indicateur de perte de valeur tel que :

- des difficultés financières importantes, une forte probabilité de faillite ou de restructuration de la contrepartie ;
- un risque élevé de non recouvrement des créances ;
- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, de facilités non initialement prévues ;
- une rupture de contrat effective telle que le défaut de paiement d'une échéance (intérêt, principal ou les deux) ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier concerné.

Pour les actifs évalués au coût amorti, le montant de la dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus compte tenu de la situation de la contrepartie, déterminés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier.

La perte de valeur ainsi déterminée est comptabilisée en résultat financier sur la période.

En ce qui concerne les « Actifs détenus jusqu'à l'échéance » et les « Prêts et créances », si au cours des exercices suivants, les conditions ayant généré la perte de valeur disparaissent, la dépréciation doit être reprise, sans toutefois que la valeur nette comptable devienne supérieure au coût amorti à la date de la reprise.

En ce qui concerne les autres titres de participation non cotés classés dans les « Actifs disponibles à la vente » dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable, aucune dépréciation comptabilisée en compte de résultat ne peut être reprise sur les périodes ultérieures, même en cas d'appréciation de la valeur des titres.

2.18.2. – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste « Trésorerie » du bilan est constitué des liquidités en compte courant bancaire et des parts d'OPCVM de trésorerie mobilisables à court terme. Le tableau de flux de trésorerie est effectué sur la base de la trésorerie définie ci-dessus, nette des découverts et des concours bancaires courants.

L'endettement net mentionné dans ce même tableau correspond à l'ensemble des dettes financières diminuées de la trésorerie.

2.18.3. – Passifs financiers

Les passifs financiers du Groupe comprennent des emprunts bancaires portant intérêts et des instruments dérivés.

Les emprunts sont ventilés en passifs courants pour la part devant être remboursée dans les 12 mois après la clôture et en passifs non courants pour les échéances dues à plus de 12 mois.

Les emprunts produisant intérêts sont initialement enregistrés au coût historique diminué des coûts de transaction associés. De tels coûts (frais et primes d'émission des emprunts) sont pris en compte dans le calcul du coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils sont constatés dans le résultat financier de manière actuarielle sur la durée de vie du passif.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture (cf. ci-après), les passifs financiers sont ensuite évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts à taux variables pour lesquels des contrats de swaps de taux d'intérêt sont contractés font l'objet d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur des contrats de swaps, liées aux évolutions de taux d'intérêt, sont comptabilisées en capitaux propres dans la mesure de leur efficacité. A défaut, elles sont comptabilisées en résultat financier.

2.18.4. – Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Exposition du Groupe aux risques de change sur les transactions commerciales

En dehors de la couverture de certains passifs financiers (cf. § 2.18.3), le Groupe est essentiellement engagé dans des contrats de couverture en vue de contrôler son exposition aux risques de change induits par les prises de commandes et ventes réalisées par certaines filiales dans d'autres monnaies que leur monnaie de fonctionnement. Notamment, une part significative du chiffre d'affaires de Vallourec est facturée par les sociétés européennes en dollars US. Les fluctuations de change entre l'euro et le dollar peuvent modifier à ce titre la marge opérationnelle du Groupe.

Le Groupe gère son exposition au risque de change en mettant en place des couvertures sur la base de prévisions de prises de commandes des clients régulièrement mises à jour. Les créances et produits d'exploitation qui seront générés par les commandes sont de ce fait couverts par des instruments financiers qui sont principalement des ventes à terme de devises.

Dans une moindre mesure, le Groupe peut être amené à conclure des achats à terme de devises pour couvrir des engagements d'achats en devises.

Evaluation et présentation des instruments dérivés

Les variations de valeurs des instruments dérivés par rapport à leur date de mise en place sont évaluées à chaque clôture.

La juste valeur des contrats à terme en devises est calculée à partir des conditions et données du marché. Couvrant des opérations commerciales, ces dérivés sont présentés au bilan dans les actifs et passifs courants.

Comptabilisation des opérations de couverture

Les opérations de couverture sur les opérations commerciales rentrent dans la catégorie des couvertures de flux de trésorerie.

Le Groupe n'applique la comptabilité de couverture que dans le strict respect des critères de IAS 39 :

- documentation de la relation de couverture : nature du sous-jacent couvert, durée de la couverture, instrument de couverture utilisé, taux spot de la couverture, points de terme ... ;
- réalisation du test d'efficacité à la mise en place de l'instrument dérivé et actualisation du test au minimum à chaque fin de trimestre, pour les couvertures de flux de trésorerie.

La comptabilisation des opérations de couverture au sein du Groupe est la suivante.

A la clôture, la variation de l'instrument de couverture par rapport à sa date de mise en place est évaluée à sa juste valeur et comptabilisée au bilan dans des comptes d'instruments dérivés actif ou passif. Sont distinguées :

- la variation de valeur intrinsèque de l'instrument de couverture (différence entre le cours spot à la date de mise en place de la couverture et le cours spot à la date de valorisation, c'est à dire à la clôture) ;
- si la couverture est efficace et tant que le chiffre d'affaires (ou l'achat) couvert n'est pas comptabilisé, les variations de valeur intrinsèque sont comptabilisées dans les capitaux propres, conformément aux principes de comptabilisation des couvertures de flux de trésorerie futurs (« cash-flow hedge ») ;
- si l'instrument de couverture n'est pas efficace (cas rare compte tenu des procédures mises en place par le Groupe), la variation de valeur intrinsèque de l'instrument dérivé est enregistrée dans le résultat financier ;
- la variation de la valeur temps (report / déport). Cette variation est systématiquement comptabilisée en résultat financier, cette composante n'étant pas intégrée dans la relation de couverture.

Le chiffre d'affaires (l'achat), correspondant aux prévisions (ordres d'achat) couvertes, est enregistré au cours spot du contrat de couverture (il s'agit du cours spot à la date de mise en place). La créance client (la dette fournisseur) est enregistrée initialement à ce même cours spot.

A chaque arrêté, les créances clients et dettes fournisseurs en devises couvertes sont évaluées et comptabilisées au cours de la devise à la date de clôture.

La différence par rapport au cours d'enregistrement initial (cours spot à la date de mise en place de la couverture) ou au cours de la dernière clôture constitue un écart de change (perte ou gain) comptabilisé dans le résultat financier de la période.

A partir du moment où l'élément couvert (la créance ou la dette en devise) est enregistré au bilan, la variation de valeur intrinsèque de l'instrument de couverture précédemment constatée dans les capitaux propres est recyclée en résultat financier. Les variations de valeurs de l'instrument de couverture et du sous-jacent impactent alors symétriquement le résultat financier.

2.19. – Impôts sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé.

Conformément à IAS 12, des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode bilantielle du report variable, pour les différences temporelles existant à la clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable, ainsi que sur les déficits fiscaux, dans les conditions énoncées ci-après.

Les principales natures d'impôts différés comptabilisés sont :

- les impôts différés actifs long terme (provisions pour retraite des sociétés françaises) qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible ;
- les impôts différés actifs sur des éléments court terme récurrents (provision pour congés payés...) ou non récurrents (participation des salariés, provisions pour risques et charges non déductibles fiscalement ...) lorsqu'il existe une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible ;
- les impôts différés liés à l'annulation d'écritures passées uniquement pour des raisons fiscales dans les comptes locaux (provisions réglementées...) ainsi qu'aux retraitements d'homogénéisation des comptes sociaux ou de consolidation ;
- les déficits reportables, les moins-values à long terme ne sont activés que pour les sociétés et les groupes fiscaux qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible.

Les taux utilisés pour calculer les impôts différés sont les taux d'imposition dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date d'arrêté des comptes.

Les impôts différés ne sont jamais actualisés.

Au bilan, les actifs et passifs d'impôt se rapportant à une même entité fiscale (par exemple groupe d'intégration fiscale) sont présentés de façon compensée.

L'impôt différé et exigible est comptabilisé comme un produit ou une charge au compte de résultat sauf s'il se rapporte à une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement dans les capitaux propres (cf. notamment comptabilisation des instruments de couverture § 2.18.4).

Les impôts différés sont présentés sur des rubriques spécifiques du bilan incluses dans les actifs non courants et les passifs non courants.

Les impôts différés actifs nets ne sont activés que pour les sociétés et les groupes fiscaux qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible examinée à chaque date de clôture.

2.20. – Chiffre d'affaires

Les produits résultant de la vente de marchandises sont constatés au compte de résultat lorsque les conditions suivantes sont satisfaites :

- les principaux risques et avantages liés au droit de propriété sont transférés à l'acheteur ;
- le vendeur ne conserve ni participation à la gestion, telle qu'elle incombe généralement au propriétaire, ni contrôle effectif sur les biens cédés ;
- il est probable que les avantages économiques résultant de la vente bénéficieront à l'entreprise ;
- le montant du produit et les coûts engagés (ou devant l'être) dans le cadre de la vente peuvent être mesurés de manière fiable.

Les produits résultant de prestations de services sont constatés au compte de résultat au prorata de l'état d'avancement de l'opération à la clôture.

Aucun produit n'est constaté s'il existe des incertitudes significatives quant au recouvrement de la contrepartie due ou des frais connexes, ou s'il est possible que les marchandises soient retournées (ex : buy back ou clause de retour).

Dans le cas de vente avec clause de réserve de propriété, la vente est comptabilisée à la livraison du bien si les risques et les avantages ont été transférés à l'acquéreur (la clause de réserve de propriété ayant pour principal objet de protéger le vendeur contre les risques de recouvrement).

Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, qui résulte de l'accord passé entre l'entreprise et le client, déduction faite de toute remise commerciale ou rabais pour quantités consentis.

Se reporter aux § 2.6.2 et 2.18.4 pour les modalités de comptabilisation du chiffre d'affaires en devises étrangères.

2. 21. – Détermination du résultat d'exploitation

La présentation du compte de résultat observe une classification par nature des charges.

Le résultat d'exploitation est obtenu par différence des charges et produits avant impôt autres que ceux de nature financière, autres que ceux liés aux résultats des sociétés mises en équivalence, et hors résultat des activités arrêtées ou en cours de cession.

La « Participation des salariés » est intégrée dans les charges de personnel.

La « taxe allemande » (« Gewerbesteuer ») est comptabilisée en impôt sur les bénéfices.

Le résultat brut d'exploitation est un indicateur important pour le Groupe, qui permet de mesurer la performance récurrente du Groupe. Il est obtenu en partant du résultat d'exploitation avant amortissements et en extrayant certains produits et charges d'exploitation qui présentent un caractère inhabituel ou rare dans leur réalisation, à savoir :

- les dépréciations d'écarts d'acquisition et d'immobilisations constatées dans le cadre des tests de dépréciation selon IAS 36 (cf. § 2.11) ;
- les charges de restructuration ou liées à des mesures d'adaptation des effectifs de montants significatifs, concernant des événements ou des décisions d'envergure ;
- les plus-values ou moins-values de cessions ;
- les charges et produits qui résulteraient d'un litige d'une matérialité très significative, d'opérations de déploiement ou de capital majeures (frais d'intégration d'une nouvelle activité...).

2.22. – Résultat par action

Le résultat net par action est calculé en divisant le résultat net consolidé du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

Le résultat net dilué par action est calculé en tenant compte de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires (options, actions gratuites) et selon la méthode du « rachat d'actions » définie dans IAS 33 « Résultat par action ».

3. – Information sectorielle

Compte-tenu de la structure fondamentale d'organisation et de gestion du Groupe Vallourec, le premier niveau d'information sectorielle retenu conformément aux prescriptions de la norme IAS 14 « Information sectorielle » s'articule autour des deux secteurs d'activité suivants :

- le secteur « Tubes sans soudure » qui regroupe l'ensemble des entités détenant les outils de production et de commercialisation dédiés à l'activité principale du Groupe de réalisation de tubes sans soudure en aciers au carbone et alliés laminés à chaud, soit lisses, soit filetés pour le pétrole ou le gaz. Cette activité se caractérise par une forte intégration du processus de fabrication depuis l'élaboration de l'acier et le laminage à chaud, jusqu'aux stades de parachèvement finaux qui permettent d'obtenir des produits s'adressant à des marchés variés (pétrole et gaz, énergie électrique, chimie et pétrochimie, automobile et mécanique ...)
- le secteur « Automobile, Speciality Products ». Ce secteur inclut en premier lieu des activités de transformation et d'usinage spécifiques (production notamment de tubes de précision et de composants pour l'automobile), présentant des similitudes en termes de risques et de performance, du fait de leurs cycles d'activité. Ce secteur intègre également des activités diverses, telles que la production de tubes inoxydables et de produits forgés, dont les caractéristiques sont très différentes des précédentes, mais qui ne sont pas présentées à part du fait de leur poids relatif peu élevé, comme l'y autorise IAS 14.

Le deuxième niveau d'information sectorielle est géographique et distingue cinq secteurs géographiques déterminés sur la base d'une analyse des risques et avantages spécifiques qui y sont attachés. Ces cinq secteurs sont les suivants :

- l'Union Européenne ;
- l'Amérique du Nord et Centrale (Etats-Unis, Mexique, Canada) ;
- l'Amérique du Sud (Brésil) ;
- l'Asie ;
- le Reste du Monde (Moyen-Orient principalement).

Secteurs d'activité

La Note 31 présente, pour chaque secteur d'activité, des informations sur les produits et les résultats ainsi que certaines informations relatives aux actifs et aux passifs et aux investissements pour les exercices 2007, 2006 et 2005.

Secteurs géographiques

La Note 31 présente, par secteur géographique, des informations sur le chiffre d'affaires (par zones géographiques d'implantation des clients), les investissements ainsi que certaines informations relatives aux actifs (par zones d'implantation) pour les exercices 2007, 2006 et 2005.

B – Périmètre de consolidation

	% intérêt	% intérêt	% intérêt	% contrôle
Sociétés intégrées globalement	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007	31/12/2007
Cerec	100,0	-	-	-
Changzhou Valinox Great Wall – Chine	33,8	62,5	62,5	100,0
CST Valinox Ltd – Inde	-	71,3	85,6	90,1
Changzhou Carex Valinox Components – Chine	-	70,7	70,7	100,0
Escofier Technologie	100,0	-	-	-
Interfit	100,0	100,0	100,0	100,0
VAM Drilling USA (anciennement Omsco Inc) – Etats-Unis	100,0	100,0	100,0	100,0
Setval (fusion au 1er janvier 2006 avec V & M Tubes)	100,0	-	-	-
VAM Drilling France (anciennement SMFI)	-	100,0	100,0	100,0
Spécitubes	100,0	-	-	-
Valinox Asia	33,8	62,5	62,5	65,8
Valinox Nucléaire	100,0	100,0	100,0	100,0

Vallourec	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Composants Automobiles Hautmont	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Composants Automobiles Vitry	100,0	100,0	-	-
Vallourec & Mannesmann Holdings Inc – Etats-Unis	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Inc – Etats-Unis	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Industries Inc – Etats-Unis	100,0	100,0	100,0	100,0
V & M Beijing – Chine	-	-	100,0	100,0
Vallourec & Mannesmann Changzhou CO LTD – Chine	100,0	100,0	100,0	100,0
V & M Deutschland GmbH – Allemagne	100,0	100,0	100,0	100,0
V & M France	100,0	100,0	100,0	100,0
V & M do Brasil SA – Brésil	99,4	99,4	99,4	99,4
V & M Florestal Ltda – Brésil	99,4	99,4	99,4	100,0
V & M Mineração Ltda – Brésil	99,4	99,4	99,4	100,0
V & M One	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec & Mannesmann RUS – Russie	-	-	100,0	100,0
V & M Services	100,0	100,0	100,0	100,0
V & M STAR – Etats-Unis	80,5	80,5	80,5	80,5
Vallourec & Mannesmann Tubes	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec & Mannesmann Tubes Corporation – Etats-Unis	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Mannesmann Oil & Gas France	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Mannesmann Oil & Gas Nederland – Pays-Bas	-	-	100,0	100,0
VMOG Nigéria Ltd – Nigéria	-	-	100,0	100,0
VMOG Freezezone Nigéria Ltd – Nigéria	-	-	100,0	100,0
Vallourec Mannesmann Oil & GAS UK – Royaume-Uni	100,0	100,0	100,0	100,0
Vallourec Mannesmann Oil & Gas Germany – Allemagne				
(Fusion au 1er janvier 2007 avec V & M Deutschland GmbH)	100,0	100,0	-	-
Vallourec Précision Etirage	100,0	100,0	-	-
Vallourec Précision Soudage	100,0	100,0	-	-
Vallourec Tubes Canada Inc – Canada	100,0	100,0	100,0	100,0
Valti	100,0	100,0	100,0	100,0
Valti GmbH – Allemagne	100,0	100,0	100,0	100,0
Valtimet SAS	51,3	95,0	95,0	95,0
Valtimet Inc – Etats-Unis	51,3	95,0	95,0	100,0
ValTubes (fusion au 1er janvier 2006 avec V & M Tubes)	100,0	-	-	-
VAM Canada (ex VAM PC) – Canada	100,0	100,0	100,0	100,0
VAM Far East – Singapour	51,0	51,0	51,0	51,0
VAM Field Services Angola – Angola	-	-	100,0	100,0
VAM Field Services Beijing – Chine	-	51,0	51,0	51,0
VAM Mexico (ex Prinver Peisa) – Mexique	100,0	100,0	100,0	100,0
VAM USA (ex VAM PTS) – Etats-Unis	51,0	51,0	51,0	51,0
Sociétés intégrées proportionnellement				

VAM Changzhou Oil & Gas premium Equipments Co, Ltd – Chine	-	100,0	51,0	50,0
VAM Holding Hong Kong Limited – Hong Kong	-	100,0	51,0	50,0
Vallourec & Sumitomo Tubos do Brasil Ltda – Brésil	-	-	56,0	50,0
Sociétés mises en équivalence				
HKM – Allemagne	20,0	20,0	20,0	20,0
Pacific Tubular Limited – Jersey	24,8	24,8	24,8	24,8
Poongsan Valinox – Corée	25,6	47,5	47,5	50,0
PT Citra Tubindo – Indonésie	25,0	25,0	25,0	25,0
Tubos Soldados Atlantico – Brésil	20,6	24,6	24,6	24,7
Xian Baotimet Valinox Tubes – Chine	-	37,1	37,1	49,0

Le Groupe ne contrôle pas de société ad-hoc.

2007

Salzgitter et Vallourec ont signé l'accord définitif concernant la vente de Vallourec Précision Etirage (VPE) et de l'usine de tubes laminés à chaud de Zeithain (Saxe) qui avait été annoncé le 13 décembre 2006. La cession a pris effet le 2 juillet 2007. VPE, spécialisée dans la fabrication de tubes de précision étirés à froid, a réalisé sur les 6 premiers mois de l'année 2007 un chiffre d'affaires de 124,2 millions d'euros. VPE et l'usine de Zeithain employaient 1 561 personnes. Les actifs et passifs concernés étaient présentés en actifs destinés à être cédés fin 2006 (Note 11).

— Le 19 juillet 2007, Vallourec et Sumitomo Metals ont signé un contrat de co-entreprise définissant la structure du capital de l'entité qui construira et gèrera, au Brésil, une nouvelle tuberie intégrée haut de gamme.

— La co-entreprise, Vallourec & Sumitomo Tubos do Brasil Ltda, est détenue à 56 % par Vallourec et 44 % par Sumitomo Metals. Les deux actionnaires disposent du même nombre de représentants au comité exécutif. Le montant total des investissements est estimé à environ 1,6 milliards de USD, soit 890 millions de USD pour la part de Vallourec.

— La société Vallourec & Sumitomo Tubos do Brasil Ltda est intégrée proportionnellement dans les comptes du Groupe.

— Le 19 novembre 2007, Vallourec a ouvert le capital de son usine chinoise de filetage pour tubes sans soudure (VAM Changzhou Oil & Gas premium Equipments Co, Ltd) à Sumitomo en lui cédant 49 % de la société VAM Holding Hong Kong, société holding contrôlant à 100 % la société basée en Chine.

— Les sociétés VAM Holding Hong Kong et VAM Changzhou Oil & Gas premium Equipments Co sont intégrées proportionnellement dans les comptes du Groupe.

— Le 11 décembre 2007 Vallourec a cédé, à ArcelorMittal, les sociétés Vallourec Précision Soudage (VPS) et Vallourec Composants Automobiles Vitry (VCAV).

VPS emploie 320 personnes pour un chiffre d'affaires annuel d'environ 100 millions d'euros et VCAV 230 personnes pour un chiffre d'affaires annuel d'environ 45 millions d'euros.

Ces changements de périmètre n'ont pas eu d'impact significatif sur les données consolidées du Groupe.

Vallourec a annoncé le 30 octobre 2007 avoir conclu un accord avec Grant Prideco concernant l'acquisition des sociétés Atlas Bradford® Premium Threading & Services, TCA® et Tube-Alloy™ pour un montant de 800 millions de dollars.

Cet accord, qui permettra à Vallourec de se renforcer sur le marché OCTG Premium (tubes pour la consolidation et l'exploitation des puits de pétrole et de gaz) Nord-Américain est soumis aux autorisations réglementaires habituelles.

2006

L'acquisition par V & M Tubes de la société VAM Drilling France (anc. SMFI), implantée à Cosne-sur-Loire, en France, est venue compléter l'activité produits de forage du Groupe.

— L'acquisition par Valtimet de 75 % de la société CST Valinox Ltd (anc. CST Ltd), située à Hyderabad en Inde. La société est spécialisée dans les tubes pour circuits de refroidissement de centrales électriques destinés au marché indien.

— Les cessions de Spécitubes, leader européen des tubes destinés à l'aéronautique à la société allemande Pfalz-Flugzeugwerke GmbH, d'Escofier Technologie à un groupe de cadres de la société et de Cerec, numéro un français de l'emboutissage et du formage des fonds en acier, à la société Eureka Metal Srl, filiale du groupe familial italien Calvi Holding Srl.

— La création de la société VAM Changzhou Oil & Gas Premium Equipments Co, Ltd filiale contrôlée à 100 % par V & M TUBES, exploitant une usine de filetage de tubes en acier sans soudure pour l'équipement de puits de pétrole et gaz (casing et tubing).

— L'acquisition le 28 décembre 2006 de la participation de 43,7 % dans Valtimet à Timet (groupe américain) pour 75 millions de dollars US. Valtimet est une co-entreprise créée en 1997 et contrôlée à 51,3 % par Vallourec. La participation de Vallourec dans Valtimet est ainsi portée à 95 % du capital, les 5 % restant étant détenus par Sumitomo Corp. et Sumitomo Metal Industries, partenaires de longue date de Vallourec. L'écart d'acquisition dégagé lors de cette opération (29 millions d'euros) a été imputé en réduction des capitaux propres (paragraphe 2.9).

— Le 31 décembre 2006 a été finalisée la restructuration interne du groupe Vallourec visant à rationaliser l'organisation et l'organigramme après les opérations ayant permis à Vallourec de détenir la totalité des titres de V&M Tubes et qui a consisté en :

— L'apport par Setval de ses activités exercées au CEV (Centre d'Etudes de Vallourec) situé à Aulnoye-Aymeries (Nord) et au CTIV (Centre de Traitement Informatique de Vallourec) situé à Saint-Saulve (Nord) à V&M France avec effet rétroactif au 1er janvier 2006 ;

— La fusion de Setval et de ValTubes avec V&M Tubes avec effet rétroactif au 1er janvier 2006.

Ces changements de périmètre n'ont pas eu d'impact significatif sur les données consolidées du Groupe.

Le 13 décembre 2006, Vallourec a annoncé l'accord préliminaire concernant la cession à Salzgitter de sa filiale VPE et de l'usine de tubes laminés à chaud de Zeithain (Saxe).

2005

Début 2005, Vallourec a cédé à Benteler Automotive sa filiale Vallourec do Brasil Autopeças Ltda, spécialisée dans l'assemblage de trains arrière pour l'automobile, sa filiale Vallourec Argentina à l'un de ses dirigeants.

— Le 23 juin 2005, Vallourec a acquis la totalité des participations dans V & M Tubes (1), détenues par Mannesmannröhren-Werke GmbH, filiale à 100 % de Salzgitter AG. Le prix d'acquisition fixé pour cette transaction s'est élevé à 545 millions d'euros.

(1) L'acquisition par Vallourec des 45 % de V & M Tubes a rendu caduc l'accord de co-entreprise signé entre Vallourec et Mannesmannröhren-Werke GmbH en 1997, en particulier sur les clauses sur le changement de contrôle (cf. Chapitre 5 note 33 du rapport annuel 2004.)

A l'issue de cette opération Vallourec contrôle directement 100 % de V & M Tubes et indirectement 100 % des sociétés V & M Deutschland GmbH et V & M Tubes Corp.

Par ailleurs Vallourec a cédé 10 % des actions de l'aciérie HKM (Allemagne) pour un montant de 22 millions d'euros à Mannesmannröhren-Werke GmbH. A l'issue de cette cession V & M Tubes conserve une participation de 20 % dans HKM, mise en équivalence.

Impacts comptables

La réalisation de l'opération d'acquisition des intérêts minoritaires dans V & M Tubes et ses filiales, a été constatée par Vallourec à la date de transfert juridique des titres au bilan le 23 juin 2005. En raison de la proximité de cette date avec le 30 juin, les intérêts minoritaires achetés ont été intégrés dans le résultat du groupe Vallourec à compter du 1er juillet 2005. Si l'acquisition avait été effective au 1er janvier 2005, le résultat net part du Groupe Vallourec aurait été de 576,7 millions d'euros en 2005 au lieu de 473,0 millions d'euros pour un résultat net de l'ensemble consolidé quasiment inchangé.

— La société V & M changzhou Co LTD, filiale de V & M Tubes, a été créée pour investir dans une nouvelle construction d'usine en Chine, spécialisée dans la finition à froid de tubes en acier allié sans soudure de grands diamètres pour centrales électriques produits en Allemagne.

— La société VAM Drilling USA (anc. OMSCO Inc. – Etats-Unis), a été créée afin d'acquérir la division Omsco de ShawCor Ltd (Canada), basée à Houston (et spécialisée dans la fabrication des tubes de forage en acier adaptés aux besoins de l'industrie du pétrole et du gaz, incluant des tiges de forage, des tiges lourdes (« heavy weight drill pipe » et « drill collars ») ainsi que d'autres accessoires de forage.

C. – Notes aux états financiers

(En milliers d'euros – M€.)

Note 1. – Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

	Concessions, brevets, licences et autres droits	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Écarts d'acquisition
Valeurs brutes				
Au 31/12/2004	26 631	12 288	38 919	47 336
Acquisitions	1 486	2 808	4 294	
Acquisitions par VAM DRILLING USA (anc. Omsco inc.)	1 014	8 809	9 823	38 064
Cessions	-566	-17	-583	
Effet des variations de change	1 672	853	2 525	5 735
Autres variations	416	167	583	-117
Au 31/12/2005	30 653	24 908	55 561	91 018
Acquisitions	1 630	1 138	2 768	
Cessions		-18	-18	
Effet des variations de change	-579	-1 656	-2 235	-8 306
Variations de périmètre	2 788	5 655	8 443	4 967
Autres variations	511	-725	-214	-367
Au 31/12/2006	35 003	29 302	64 305	87 312
Acquisitions	5 232	3 887	9 119	
Cessions	-833	-1 344	-2 177	
Effet des variations de change	230	-1 426	-1 196	-7 412
Variations de périmètre	-617	-397	-1 014	
Autres variations	1 996	-30	1 966	
Au 31/12/2007	41 011	29 992	71 003	79 900
Amortissements et pertes de valeur				
Au 31/12/2004	-18 737	-9 333	-28 070	
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-2 765	-2 312	-5 077	
Pertes de valeur (dotations nettes de reprises)	21		21	
Cessions	566	17	583	
Effet de la variation de change	-1 229	-654	-1 883	
Autres variations	101	-35	66	
Au 31/12/2005	-22 043	-12 317	-34 360	
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-3 050	-8 724	-11 774	
Pertes de valeur (dotations nettes de reprises)	21		21	

Cessions				
Effet des variations de change	355	711	1 066	
Variations de périmètre	103	383	486	
Autres variations	184	558	742	
Au 31/12/2006	-24 430	-19 389	-43 819	
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-4 123	-3 228	-7 351	
Pertes de valeur (dotations nettes de reprises)	-29	-1 162	-1 191	
Cessions	126	1 363	1 489	
Effet des variations de change	-250	821	571	
Variations de périmètre	615	427	1 042	
Autres variations	-30		-30	
Au 31/12/2007	-28 121	-21 168	-49 289	
Valeurs nettes				
Au 31/12/2005	8 610	12 591	21 201	91 018
Au 31/12/2006	10 573	9 913	20 486	87 312
Au 31/12/2007	12 890	8 824	21 714	79 900

Immobilisations incorporelles : elles comprennent principalement :

— le droit pour V & M Tubes de bénéficier du contrat d'approvisionnement en ronds à tubes produits par HKM. Ce droit a été immobilisé en 1997 pour un montant de 12 381 M€. Il est amorti sur la durée du contrat (12 ans). La valeur résiduelle de ce droit s'élève à 1 804 M€ au 31 décembre 2007 (respectivement 2 836 M€ au 31 décembre 2006 et 3 868 M€ au 31 décembre 2005).

— les actifs incorporels valorisés par voie d'expertise indépendante lors de l'acquisition des actifs par la société VAM Drilling USA (anc. Omsco inc.) intervenue le 1er octobre 2005 s'élèvent à 9 823 M€. Ils sont amortis sur une durée maximale de 10 ans.

— en 2006, les variations de périmètre de 8 443 M€ correspondent principalement à l'acquisition des actifs de la société VAM Drilling France (anc. SMFI) intervenue le 21 mars 2006.

— en 2007, la perte de valeur correspond à un impairment constaté sur la marque Omsco acquise en 2005.

Écarts d'acquisition : Analyse des valeurs nettes

Unité génératrice de trésorerie (UGT) (cf. § 2.11 Principes de consolidation)	V&M do Brasil V & M do Brasil 2000	V&M North America		
		V & M Star 2002	VAM Drilling USA (anc. Omsco inc.) 2005	V & M Tubes Corporation
Entités				
Date d'acquisition				
Au 31/12/2005	2 918	39 555	38 350	1 067
Au 31/12/2006	2 918	35 430	34 002	956
Au 31/12/2007	2 918	31 698	30 419	855

Unité génératrice de trésorerie (UGT) (cf. § 2.11 Principes de consolidation)	Speciality products CST 2006	V&M Europe		
		V & M Deutschland GmbH 1997	VAM Drilling France (anc. SMFI) 2006	Total
Entités				
Date d'acquisition				
Au 31/12/2005	n/a	9 128	n/a	91 018
Au 31/12/2006	1 666	9 128	3 212	87 312
Au 31/12/2007	1 670	9 128	3 212	79 900

La totalité des prix d'acquisition ont fait l'objet de paiement en trésorerie en 2005 et 2006.

Les écarts d'acquisition des sociétés VAM Drilling France (anc. SMFI) et CST représentent la différence constatée entre le prix d'acquisition et la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs identifiables. La révision, dans le délai d'un an après l'acquisition, de l'estimation de la provision pour risques environnementaux de la société VAM Drilling France (anc. SMFI) a réduit l'écart d'acquisition constaté à l'origine.

Les écarts d'acquisition sont testés au niveau des UGT (unités génératrices de trésorerie) telles que définies dans la configuration et l'organisation actuelle du Groupe. Les tests de dépréciation et la détermination de la valeur d'utilité des UGT sont effectués selon la méthode DCF « discounted cash flows » (cf. paragraphe 2.11 des principes et méthodes comptables).

Les principaux écarts d'acquisition (V & M Star et VAM Drilling USA -anc. Omsco Inc.) figurent dans les actifs incorporels des sociétés américaines. Les variations de valeur en euros des écarts d'acquisition sont dues aux variations des cours de change Euro/USD. Au 31 décembre 2007, leur valeur comptable a fait l'objet d'une comparaison avec sa valeur d'utilité définie comme la somme des flux futurs de trésorerie actualisés, issus des dernières prévisions sur une période de 5 ans. Celles-ci ont été établies en tenant compte des variations cycliques affectant à la fois les prix de vente, les volumes

et les coûts des matières premières. L'extrapolation des prévisions de la dernière année, projetée à l'infini, a été déterminée en appliquant un taux de croissance de 1 %, taux identique à celui retenu pour la réalisation des tests de l'exercice précédent. L'actualisation a été réalisée à un taux correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe, intégrant une prime de risque du marché et une prime de risque spécifique du secteur. Un taux de 9 % a été retenu en 2007 (9 % en 2006 et 8,6 % en 2005).

La comparaison des valeurs comptables des actifs comptables des UGT, avec les flux de trésorerie actualisés correspondants, calculés en utilisant ces hypothèses, n'a abouti à aucune dépréciation des écarts d'acquisition au 31 décembre 2007.

Note 2. – Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels et outillages industriels	Immobilisations corporelles en cours	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs brutes						
Au 31/12/2004	48 223	190 400	1 003 845	38 791	85 235	1 366 494
Acquisitions	6 101	6 611	90 593	64 328	20 491	188 124
Acquisitions par VAM Drilling USA (anc. Omsco inc.)	241	2 572	16 574	179	305	19 872
Cessions	-180	-4 096	-16 808		-5 035	-26 119
Effet des variations de change	7 868	10 400	67 882	9 473	11 719	107 342
Variations de périmètre	-632	-2 787	-9 420	-35	-632	-13 506
Autres variations	-91	4 145	70 057	-43 997	-2 450	27 664
Au 31/12/2005	61 530	207 245	1 222 723	68 739	109 633	1 669 871
Acquisitions	2 512	8 512	91 476	140 121	39 779	282 400
Cessions	-220	-193	-18 308	-10	-1 138	-19 869
Effet des variations de change	-1 638	-5 523	-33 574	-2 800	-3 389	-46 924
Variations de périmètre	-107	-4 550	-22 468	483	-1 405	-28 047
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	-3 987	-23 185	-131 826	-2 599	-8 576	-170 173
Autres variations	203	26 862	82 140	-103 090	-6 759	-644
Au 31/12/2006	58 293	209 168	1 190 163	100 844	128 145	1 686 614
Acquisitions	3 269	29 312	114 068	245 098	44 008	435 755
Cessions	-12	-1 051	-17 512	-63	-1 786	-20 424
Effet des variations de change	1 705	-1 920	-10 296	-1 801	1 445	-10 867
Variations de périmètre	-816	-11 240	-59 014	-5 855	-6 398	-83 323
Autres variations	1 854	16 351	100 178	-128 355	4 638	-5 334
Au 31/12/2007	64 293	240 620	1 317 587	209 868	170 052	2 002 421
Amortissements et pertes de valeur						
Au 31/12/2004	-8 307	-86 338	-495 725	-40	-42 574	-632 984
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-2 217	-8 449	-75 477		-7 999	-94 142
Pertes de valeur			-765			-765
Reprises de pertes de valeur			865	48		913
Cessions		1 935	12 475		1 529	15 939
Effet des variations de change	-2 177	-3 095	-21 292	-3	-2 457	-29 024
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice		465	4 136		424	5 025
Autres variations	124	-832	-17 978	-97	3 868	-14 915
Au 31/12/2005	-12 577	-96 314	-593 761	-92	-47 209	-749 953
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-2 321	-9 188	-82 046		-9 000	-102 555
Pertes de valeur			-1 529	9		-1 520
Reprises de pertes de valeur						
Cessions		136	11 094		887	12 117
Effet des variations de change	486	1 402	9 338	2	908	12 136

Variations de périmètre	32	4 240	18 217		1 337	23 826
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	193	15 941	93 804		6 303	116 241
Autres variations	1		-164		-21	-184
Au 31/12/2006	-14 186	-83 783	-545 047	-81	-46 795	-689 892
Dotations nettes aux amortissements de l'exercice	-2 389	-9 701	-89 534		-8 998	-110 622
Pertes de valeur		-1 519	-13 559	-4 690	-290	-20 058
Reprises de pertes de valeur			11	70		81
Cessions	1	671	13 202		1 459	15 333
Effet des variations de change	-687	593	2 840	-4	-2	2 740
Variations de périmètre	18	6 037	61 311	4 706	2 658	74 730
Autres variations (1)	1	-6	-8 738	-1	-26	-8 770
Au 31/12/2007	-17 242	-87 708	-579 514		-51 994	-736 458
Valeurs nettes						
Au 31/12/2005	48 953	110 931	628 962	68 647	62 424	919 918
Au 31/12/2006	44 107	125 385	645 116	100 763	81 350	996 722
Au 31/12/2007	47 051	152 912	738 073	209 868	118 058	1 265 963

(1) Les actifs des sociétés V.P.S. et V.C.A.V. avaient été évalués à leur valeur probable de réalisation fin 2006. Une provision pour risques et charges avait été dotée fin 2006 à hauteur de 8 679 M€. Au 30 juin 2007, les actifs des sociétés VPS et VCAV destinés à être cédés ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 20 058 M€, la provision constatée en 2006 ayant été reclassée en dépréciation des immobilisations. Les variations de périmètre correspondent principalement à la cession de ces deux sociétés réalisée en décembre 2007.

En 2006, les variations de périmètre concernent les cessions des sociétés Escofier Technologie, Spécitubes et Cerec ainsi que l'acquisition des participations dans les sociétés VAM Drilling France (anc. SMFI) et CST Valinox Ltd (Inde).

Investissements

Investissements industriels (incorporels et corporels)	2005	2006	2007
Europe	96 946	156 956	278 536
Amérique du Nord et Mexique	44 777	42 676	57 147
Amérique du Sud	73 867	59 192	93 665
Asie	6 523	26 344	15 398
Autres			53
Total	222 113	285 168	444 799

2005

Dans le secteur d'activité V & M Tubes, les investissements destinés à augmenter les capacités de production ont été réalisés au Brésil en 2005 avec la poursuite des modifications des installations existantes de laminage et de finition démarrées l'année précédente.

D'importants moyens ont par ailleurs été affectés aux installations de finitions de tubes destinés au marché de l'énergie et du pétrole. Ainsi, la demande du marché chinois en tubes pour chaudières a conduit le Groupe à décider l'implantation d'une usine dans l'est de la Chine et de mettre en place les moyens de fabrication pour la finition de ces produits. Cet investissement se situe dans la continuité des activités de V & M Deutschland. Les travaux de génie civil ont commencé en décembre 2005.

Dans le domaine des aciers inox, la capacité de production de tubes condenseurs a été augmentée en Chine.

Les investissements de renouvellement et de maintenance des grosses installations se sont poursuivis en visant une disponibilité des installations en période de forte activité.

2006

Les investissements les plus importants en 2006 concernent les augmentations de capacité des équipements de traitement thermique et les augmentations de capacité de production des produits filetés destinés au marché de l'énergie.

En France, V & M France a engagé un important projet de modernisation de la coulée continue, augmentant par ailleurs la capacité sans arrêt de la production. Un équipement de traitement thermique est en cours d'installation en Allemagne, celui-ci est dédié au marché pétrole et gaz, en particulier aux casing et line pipe.

D'importants moyens ont été affectés aux Etats-Unis où V & M Star a installé des fours de traitement thermique, ainsi qu'un banc hydrotester.

Le projet de construction d'une usine de filetage et de finition pour tubes pétrole et gaz à Changzhou, en Chine, a été lancé. Le bâtiment est en cours de construction et les équipements en commande. Le démarrage de la production est prévue mi-2007.

Dans le domaine des tubes étirés, la division Auto et Industrie s'est dotée de moyens nouveaux pour répondre à la demande du marché et produire des pièces « air bag » et des pièces « Add-on » destinées à un constructeur automobile français.

Par ailleurs, il convient de noter que le Groupe a poursuivi le remplacement de machines anciennes devenues incapables de répondre aux nouvelles normes demandées par les clients et dont les coûts de maintenance et d'exploitation sont élevés, une large part des dépenses concerne ainsi la modernisation des moyens de fabrication et l'amélioration de la productivité en général.

2007

Les importants investissements réalisés en 2007 visent principalement à augmenter les capacités de production des usines en particulier de laminage, d'usinage, de filetages et de traitement thermique.

En Europe, la phase de conception, de planification et de construction de la nouvelle coulée continue courbe de l'aciérie électrique de Saint-Saulve a pris fin en décembre avec la première coulée réalisée. La mise en route de l'installation est progressive.

Au Brésil, V & M do Brasil a construit et mis en oeuvre une usine pilote de production de charbon de bois à Pareopeba. Il s'agit de développer une technologie plus performante et de se donner les moyens d'être en conformité avec les règles environnementales.

Vallourec & Sumitomo Tubos do Brasil Ltda, co-entreprise avec Sumitomo, a commencé à engager des dépenses pour la construction d'une nouvelle tuberie haut de gamme, intégrant une aciérie, un laminoir et des lignes de filetages. Elle est basée au Brésil dans l'état du Minas Gerais.

Aux Etats-Unis, à Houston, la construction d'une nouvelle usine destinée à produire des tubes filetés a été démarrée ; l'installation des nouvelles machines aura lieu en 2008.

Dans le domaine des produits Drills, la division a poursuivi ses augmentations de capacité de Drill Pipes en particulier les tubes Heavy Weight, en Europe et aux Etats-Unis.

Tests de dépréciation

Dans le cas particulier de la première adoption des IFRS, et compte-tenu de l'incidence positive sur les capitaux propres du bilan d'ouverture en IFRS au 1er janvier 2004, des modifications de plans d'amortissement (cf. annexe des comptes IFRS 2005 - chapitre D), des tests d'impairment ont été réalisés au niveau des principales entités de reporting (entités juridiques), soit le niveau le plus fin auquel des prévisions de trésorerie sont établies, afin de tester la valeur recouvrable des différents actifs corporels et incorporels (hors goodwill) constituant l'outil de production. Les seules exceptions ont concerné le regroupement des entités suivantes :

— HKM et V & M Deutschland dont les cash flows sont indissociables ;

— V & M do Brasil, V & M Mineração, V & M Florestal dont les cash flows sont fortement intégrés.

Concernant les tests de dépréciation des écarts d'acquisition, se reporter à la Note 1.

Actifs biologiques

La filiale brésilienne V & M Florestal exploite des forêts d'eucalyptus servant à produire le charbon de bois utilisé dans les hauts fourneaux de V & M do Brasil.

Au 31 décembre 2007, la société exploitait environ 184 227 hectares contre 177 413 hectares au 31 décembre 2006 et 177 076 au 31 décembre 2005.

En l'absence de marché de référence pour V & M Florestal qui est totalement intégrée au cycle de production de V & M do Brasil, son principal client, l'évaluation à la juste valeur prescrite par IAS 41 « Agriculture » n'est pas appropriée. Dans de telles conditions et conformément aux dérogations prévues par l'IAS 41, la forêt est inscrite dans les comptes consolidés à sa juste valeur à la date d'acquisition.

Au 31 décembre 2007, les actifs biologiques figurent dans les « autres immobilisations corporelles » pour 18,2 millions d'euros (16,8 en 2006) ; le chiffre d'affaires de V & M Florestal s'élève à 44 millions d'euros en 2007 contre 34,8 millions d'euros en 2006.

Contrats de location

Les montants activés au titre des contrats de location financement sont non significatifs pour le Groupe en 2005, 2006 et 2007.

Note 3. – Titres mis en équivalence

Les principales sociétés mises en équivalence (valeur comptable supérieure à 10 millions d'euros) sont listées ci-dessous.

	HKM Allemagne	PTCitraTubindo Indonésie	Autres	Total
Au 31/12/2004	37 540	10 699	3 816	52 055
Variation de périmètre	-11 264		5	-11 259
Augmentation de capital			3 784	3 784
Effet des variations de change		1 713	1 161	2 874
Dividendes versés	-17	-410		-427
Contribution au résultat de la période	-1 267	1 322	1 107	1 162
Autres variations			2	2
Au 31/12/2005	24 992	13 324	9 875	48 191
Variation de périmètre			4 566	4 566
Augmentation de capital				
Effet des variations de change		-1 557	-449	-2 006
Dividendes versés	-6	-1 104	-511	-1 621
Contribution au résultat de la période	-24	4 400	1 492	5 868
Autres variations				
Au 31/12/2006	24 962	15 063	14 973	54 998
Variation de périmètre				
Augmentation de capital				
Effet des variations de change		-1 693	-456	-2 149
Dividendes versés	-5	-2 942	-1 100	-4 047
Contribution au résultat de la période	-18	4 783	1 477	6 242
Autres variations				
Au 31/12/2007	24 939	15 211	14 894	55 044

En 2006, les variations de périmètre concernent l'acquisition de 4 % complémentaire dans la société Tubos Soldados Atlântico qui a dégagé un écart d'acquisition de 1 576 M€ et la souscription au capital de la société Xian Baotimet Valinox Tubes (cf. paragraphe B - Périmètre de consolidation).

La variation de périmètre en 2005 provient de la cession des 10 % de participation dans HKM. Les augmentations de capital ont bénéficié aux sociétés nouvellement créées Poongsan Valinox en 2004 et Tubos Soldados Atlántico en 2005.

La contribution au résultat consolidé de la société HKM de -1 267 M€ en 2005 diffère de la quote part d'intérêts correspondante du résultat social, du fait de la variation des pourcentages d'intérêt de Vallourec en 2005 (30 % au 1er semestre et 20 % au 2e semestre).

Principales données sociales (milliers d'euros.)		Capitaux propres	Chiffre d'affaires	Résultat net
	2007	60 845	165 756	17 095
	2006	60 251	178 019	16 403
PTCitraTubindo - Indonésie	2005	53 708	84 640	3 638
	2007	124 693	2 166 920	44
	2006	124 810	1 863 875	25
HKM - Allemagne	2005	124 958	1 924 236	30

La contribution au résultat des sociétés mises en équivalence est la suivante :

	2005	2006	2007
PTCitra Tubindo	1 322	4 400	4 783
Pacific Tubular Ltd	-42	74	201
HKM	-1 267	-24	-18
Poongsan Valinox	834	2 425	1 547
Tubos Soldados Atlanticos	315	-833	-525
Xi'an Baotimet Valinox Tubes	n/a	-174	255
Total	1 162	5 868	6 243

Le cours de bourse de l'action de la société PT Citra Tubindo s'élève à 30 000 roupies indonésiennes au 31 décembre 2007 ce qui conduit à une évaluation de la quote-part détenue par le Groupe de 50,6 millions d'euros.

Note 4. – Autres actifs non courants

	Autres placements en titres de capitaux propres	Prêts	Autres immobilisations financières	Total
Au 31/12/2004	2 771	14 459	16 302	33 532
Valeur brute	5 155	11 146	19 301	35 602
Provisions	-2 674	-1 232	-202	-4 108
Au 31/12/2005	2 481	9 914	19 099	31 494
Valeur brute (*)	5 561	7 985	29 886	43 432
Provisions	-2 909	-1 032	-22	-3 963
Au 31/12/2006 (*)	2 652	6 953	29 864	39 469
Valeur brute	5 471	6 701	34 603	46 775
Provisions	-3 135	-602	-32	-3 769
Au 31/12/2007	2 336	6 099	34 571	43 006
(*) Après transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11) de	-20	-992	-48	-1 060

Les prêts sont constitués principalement par les prêts long-terme de participation à l'effort de construction. Ces prêts sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliqué aux flux de trésorerie attendus jusqu'à la date d'échéance des prêts. Au 31 décembre 2007, le taux retenu s'élève à 4,20 % (contre 3,68 % au 31 décembre 2006 et 3,5 % au 31 décembre 2005). La diminution depuis 2006, est la conséquence du remboursement des prêts échus, la contribution à l'effort de construction étant depuis réalisée sous forme de subvention.

Les autres immobilisations financières sont constituées principalement par des dépôts et cautionnements rémunérés versés dans le cadre de contentieux fiscaux au Brésil (17 millions d'euros au 31 décembre 2007 et 16 millions d'euros au 31 décembre 2006 voir aussi Note 16) et de créances fiscales à plus d'un an également au Brésil (14 millions d'euros en 2007 et 10 millions d'euros en 2006).

Echéances des autres actifs non courants	Entre 1 et 5 ans	5 ans et plus	Total
--	---------------------	------------------	-------

Valeurs brutes au 31/12/2005			
Prêts	4 274	6 872	11 146
Autres placements en titres de capitaux propres	188	4 967	5 155
Autres immobilisations financières	16 274	3 027	19 301
Total	20 736	14 866	35 602
Valeurs brutes au 31/12/2006			
Prêts	3 369	4 616	7 985
Autres placements en titres de capitaux propres	174	5 387	5 561
Autres immobilisations financières	26 081	3 805	29 886
Total	29 624	13 808	43 432
Valeurs brutes au 31/12/2007			
Prêts	2 456	4 245	6 701
Autres placements en titres de capitaux propres	428	5 043	5 471
Autres immobilisations financières	32 455	2 148	34 603
Total	35 339	11 436	46 775

Note 5. – Impôts différés

Les principales bases de calcul des impôts différés sont :

- récurrent : les provisions pour congés payés, contribution sociale de solidarité, ... ;
- non récurrent : les provisions réglementées annulées, la participation des salariés, les provisions pour risques et charges non déductibles fiscalement ainsi que les retraitements d'homogénéisation des comptes sociaux ou de consolidation ;
- récurrent long terme : les provisions pour engagements en matière de retraites non déductibles fiscalement.

Sont constatés selon la méthode du report variable :

- les impôts différés actifs long-terme (provisions pour retraite des sociétés françaises), les impôts différés actifs sur éléments récurrents (provision pour congés payés, ...) qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible ;
- les dettes d'impôts différés ;
- les passifs d'impôts résultant des décalages dans le traitement des provisions pour dépréciation des titres entre les groupes fiscaux et la consolidation ;
- les déficits reportables ne sont activés que pour les sociétés et les groupes fiscaux qui présentent une probabilité de recouvrement dans un avenir prévisible.

Les taux utilisés sont les taux de recouvrement connus à la date d'arrêt des comptes.

Les montants d'impôts différés, par entité fiscale, sont présentés en nets au bilan soit à l'actif soit au passif.

Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33 %. La loi sur le financement de la Sécurité sociale n° 99-1140 du 28 décembre 1999 a instauré un complément d'imposition égal à 3,3 % de l'impôt de base dû ; pour les sociétés françaises, le taux légal d'imposition se trouve ainsi majoré de 1,1 % pour être égal à 34,43 %,

La loi de finances rectificative n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 a décidé :

- la diminution de la taxation de toutes les plus et moins values à long terme de 19 % à 15 % à compter de 2005 ;
- la disparition progressive de la taxation des plus values nettes à long terme réalisées sur la cession des titres de participation. Cette taxation a été ramenée à 8 % en 2006 et supprimée à compter de 2007.

En conséquence, les taux d'imposition différée retenus pour les sociétés françaises en 2007 sont de 34,43 % pour les taxations courantes et 0 % pour les plus ou moins-values à long terme.

Les taux d'imposition différée retenus en 2007 sont de 31,6 % pour l'Allemagne (39,9 % en 2006), 34 % pour le Brésil et 38 % pour les Etats-Unis.

La provenance des impôts différés actifs et passifs est la suivante :

Au 31/12/2005	Actifs	Passifs	Net impôts différés passif
Immobilisations	-	94 299	
Autres actifs et passifs	549	-	
Stocks	21 345	-	
Engagements envers le personnel	25 782	-	
Instruments dérivés	35 085	-	
Solde net	82 761	94 299	11 538
Activation des déficits ordinaires	3 387		-3 387
Total	86 148	94 299	8 151

Au 31/12/2006	Actifs	Passifs	Net impôts différés passif
Immobilisations		100 522	
Autres actifs et passifs	9 546		

Stocks	41 000		
Engagements envers le personnel	21 986		
Instruments dérivés		29 371	
Solde net	72 532	129 893	57 361
Activation des déficits ordinaires	1 564		-1 564
Total	74 096	129 893	55 797

Au 31/12/2007	Actifs	Passifs	Net impôts différés passif
Immobilisations		105 958	
Autres actifs et passifs	29 928		
Stocks	33 616		
Engagements envers le personnel	16 222		
Instruments dérivés		50 216	
Solde net	79 766	156 174	76 408
Activation des déficits ordinaires	1 152		-1 152
Total	80 918	156 174	75 256

Les impôts différés du Groupe au 31 décembre 2005, 2006 et au 31 décembre 2007 s'analysent comme suit :

Au 31/12/2005	Valeur brute	Impôt différé correspondant	Impôt différé reconnu	Impôt différé non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	16 349	3 443	3 387	56
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)	10 038	1 578		1 578
Autres actifs d'impôts	115 715	41 707	41 707	-
Total actifs d'impôts	142 102	46 728	45 094	1 634
Passifs d'impôts	-154 487	-53 245	-53 245	-
Total passifs d'impôts		-53 245	-53 245	
Total			-8 151	1 634

Au 31/12/2006	Valeur brute	Impôt différé correspondant	Impôt différé reconnu	Impôt différé non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	8 547	1 767	1 564	203
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)				
Autres actifs d'impôts	287 655	102 651	102 651	
Total actifs d'impôts	296 202	104 418	104 215	203
Passifs d'impôts	445 401	-160 012	-160 012	
Total passifs d'impôts		-160 012	-160 012	
Total			-55 797	203

Au 31/12/2007	Valeur brute	Impôt différé correspondant	Impôt différé reconnu	Impôt différé non reconnu
Reports fiscaux déficitaires	6 720	1 761	1 152	609
Autres crédits d'impôts (moins-values à long terme)				
Autres actifs d'impôts		105 624	105 624	
Total actifs d'impôts	6 720	107 385	106 776	609
Passifs d'impôts		-182 032	-182 032	

Total passifs d'impôts		-182 032	-182 032	
Total			-75 256	609

Les reports fiscaux déficitaires en 2007 concernent principalement la filiale V & M Florestal et se décomposent en 1,3 million de Reals de reports fiscaux déficitaires imposables à 9 % et 9,1 millions de Reals de reports fiscaux déficitaires imposables à 25 %.

Les variations d'impôts différés se décomposent comme suit :

Passif net d'impôt	2005	2006	2007
Solde au 1er janvier	21 272	8 151	55 797
Effet des variations de taux change	-1 518	-2 186	-7 905
Comptabilisé en résultat	10 576	4 943	18 292
Comptabilisé dans les réserves	-22 929	49 227	11 940
Variation de périmètre et autres	750	1 948	-2 868
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-	-6 286	
Solde au 31 décembre	8 151	55 797	75 256

L'information présentée ci-dessus par nature et par provenance ne peut être réconciliée qu'avec les montants nets présentés au bilan.

Note 6. – Stocks et en-cours

	Matières premières et marchandises	Produits en cours de production	Produits intermédiaires et finis	Total
Valeurs brutes				
Au 31/12/2004	312 268	171 944	180 832	665 044
Variations de stocks enregistrées en compte de résultat	81 830	78 110	62 616	222 556
Acquisitions par VAM Drilling USA (anc. Omsco inc.)	22 601	5 631	1 423	29 655
Autres variations de périmètre	-6 725	-151	-501	-7 377
Effet des variations de change	16 141	7 535	16 643	40 319
Autres variations	-30 538			-30 538
Au 31/12/2005	395 577	263 069	261 013	919 659
Variations de stocks enregistrées en compte de résultat	68 068	76 469	114 735	259 272
Variations de périmètre	1 850	-1 303	4 780	5 327
Effet des variations de change	-9 190	-6 103	-8 895	-24 188
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	-29 360	-14 630	-13 321	-57 311
Autres variations	9 629	-14 120	3 413	-1 078
Au 31/12/2006	436 574	303 382	361 725	1 101 681
Variations de stocks enregistrées en compte de résultat	87 677	33 476	64 255	185 408
Variations de périmètre	-18 809	3 764	-10 174	-25 219
Effet des variations de change	-3 045	-9 311	-858	-13 214
Autres variations	-10 211	8 944	2 063	796
Au 31/12/2007	492 186	340 255	417 011	1 249 452
Dépréciation				
Au 31/12/2004	-59 186	-4 934	-7 420	-71 540
Effet des variations de change	-977	-110	-590	-1 677
Dotations	-6 432	-4 000	-5 047	-15 479
Reprises	9 614	907	2 339	12 860
Autres variations	17 348			17 348
Au 31/12/2005	-39 633	-8 137	-10 718	-58 488

Effet des variations de change	347	49	181	577
Dotations	-11 180	-983	-10 945	-23 108
Reprises	7 551	2 190	4 375	14 116
Variations de périmètre	314	72	217	603
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	2 217	738	558	3 513
Autres variations	353	321	-293	381
Au 31/12/2006	-40 031	-5 750	-16 625	-62 406
Effet des variations de change	-48	354	-107	199
Dotations	-13 185	-4 403	-20 305	-37 893
Reprises	7 092	1 118	4 918	13 128
Variations de périmètre	4 893	-169	1 612	6 336
Autres variations	265	-404	77	-62
Au 31/12/2007	-41 014	-9 254	-30 430	-80 698
Valeurs nettes				
Au 31/12/2005	355 944	254 932	250 295	861 171
Au 31/12/2006	396 543	297 632	345 100	1 039 275
Au 31/12/2007	451 172	331 001	386 581	1 168 754

En 2005, les « Autres variations » représentent le montant des stocks reclassés en immobilisations corporelles selon IAS16 (valeur brute 30 millions d'euros et provision 17 millions d'euros).

En 2007, les variations de périmètre correspondent aux cessions des sociétés VPS et VCAV.

Note 7. – Clients et comptes rattachés

	Avances et acomptes versés sur commandes	Créances clients et comptes rattachés (brut) (*)	Provisions pour dépréciation	Total
Au 31/12/2004	4 304	654 611	-19 041	639 874
Incidence IAS 32/39	-	-21 999	-	-21 999
Acquisitions par VAM Drilling USA (anc. Omsco inc.)	61	11 742	-	11 803
Autres variations de périmètre	-221	-5 632	33	-5 820
Effet des variations de change	662	46 198	-423	46 437
Variations des valeurs brutes	3 301	226 867	-	230 168
Dotations aux provisions	-	-	-3 677	-3 677
Reprises de provisions	-	-	9 392	9 392
Au 31/12/2005	8 107	911 787	-13 716	906 178
Variations de périmètre	160	-355	280	85
Effet des variations de change	-227	-22 150	169	-22 208
Variations des valeurs brutes	4 090	163 626	2	167 718
Dotations aux provisions	-	-	-2 457	-2 457
Reprises de provisions	-	-	4 126	4 126
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)		-50 926	212	-50 714
Au 31/12/2006	12 130	1 001 982	-11 384	1 002 728
Variations de périmètre	-1 221	-27 874	344	-28 751
Effet des variations de change	380	-10 238	52	-9 806
Variations des valeurs brutes	15 932	68 395	13	84 340
Dotations aux provisions	-	-	-3 346	-3 346
Reprises de provisions	-	-	3 457	3 457

Au 31/12/2007	27 221	1 032 265	-10 864	1 048 622
(*) Sur les modalités de comptabilisation et d'évaluation cf. principes et méthodes comptables paragraphe 2.18.1.				

L'augmentation des postes « Clients et comptes rattachés » et « Avances et acomptes versés sur commandes » est en ligne avec la croissance de l'activité du Groupe. Les reprises de provisions concernent essentiellement des créances devenues irrécouvrables dans l'exercice et des réévaluations de provisions. En 2007, les variations de périmètre correspondent aux cessions des sociétés VPS et VCAV.

Note 8. – Instruments financiers

Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers du bilan sont présentés et évalués selon les différentes catégories conformes à la norme IAS 39.

8.1. – Incidence des normes IAS32 et IAS 39 sur les capitaux propres et le résultat

Comme précisé au paragraphe 2.18 des principes et méthodes comptables, les principales incidences des normes IAS 32 et 39 concernent la comptabilisation des contrats de couverture conclus par le Groupe au regard des ses opérations commerciales d'achats et de ventes en devises. Le Groupe a également swappé en taux fixe une partie de sa dette en taux variable. Les autres conséquences du passage aux normes IAS 32 et 39 ont eu peu d'impact sur les comptes (évaluation des prêts logements consentis au personnel selon la méthode du taux d'intérêt effectif, valorisation à leur juste valeur des valeurs mobilières de placement).

Pour ce qui concerne les couvertures de change, la relation de couverture s'appuie sur le cours spot des devises. La partie report / déport des instruments dérivés est systématiquement considérée comme non efficace et est passée en compte de résultat (résultat financier). Les créances et dettes en devises ont été revalorisées au cours spot du 31 décembre.

Les instruments de couverture passent d'une position nette active de 65,9 millions d'euros au 31 décembre 2006 à 130 millions d'euros au 31 décembre 2007. Cette évolution est due principalement à la couverture des opérations commerciales conclues en USD par les filiales européennes. La poursuite de la revalorisation de l'Euro contre l'USD en 2007 a généré une variation de 37,5 millions d'euros provenant des couvertures affectées aux prévisions de ventes et d'achats en devise et de 25 millions d'euros sur les couvertures adossées aux créances et aux dettes.

Compte tenu de l'efficacité des couvertures selon les critères de IAS 39, l'incidence à noter au compte de résultat concerne principalement le report/déport qui se traduit par une perte de 17,5 millions d'euros sur l'exercice 2007 (Note 29).

Les instruments financiers à caractère spéculatif restent exceptionnels et s'expliquent par la non efficacité d'une relation de couverture au regard de la norme IAS 39. Leurs variations de valeur n'impactent pas le résultat de change de manière significative.

Postes du bilan concernés	Au 01/01/2006	Au 31/12/2006	Variations en 2006		
			Total	Dont réserves	Dont résultat
1- Instruments dérivés comptabilisés au bilan cf. Note 9 au bilan (1)					
Variations de valeur intrinsèque des ventes à terme de devises et achats à terme (2) liées aux carnets de commandes et offres commerciales	-66 993	60 407	127 400	125 888	1 512
Variations de valeur intrinsèque des ventes à terme de devises (et achats à terme) liés aux créances clients (et aux dettes commerciales (2))	-21 721	21 596	43 317	9	43 308
Comptabilisation du report/déport	-11 145	-23 131	-11 986	-9	-11 977
Comptabilisation des variations de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	-1 398	7 632	9 030	9 030	
Variations de valeurs liées aux dérivés non qualifiés	802	-580	-1 382	25	-1 407
Sous-total instruments dérivés	-100 455	65 924	166 379	134 943	31 436
Reclassement en actifs et passifs destinés à être cédés		-1 028			
Dont instruments dérivés - actifs	1 846	92 367			
Reclassement en actifs destinés à être cédés		-1 324			
Dont instruments dérivés - passifs	102 301	26 443			
Reclassement en passifs destinés à être cédés		-296			
2 - Créances clients (dettes fournisseurs (2)) couvertes en devises - écart de conversion					
Evaluation au cours de change à la date de clôture	20 280	-16 816	-37 096		-37 096
Incidences des opérations de couverture	-80 175	49 108	129 283	134 943	-5 660

3 - Evaluation des prêts constructions au taux d'intérêt effectif	-3 660	-3 515	145		145
4 - Evaluation des VMP à juste valeur	34	121	87		87
5 - Impôts différés (sur couvertures de change et taux d'intérêt)	28 861	-22 706	-51 567	-49 227	-2 340
Total	-54 940	23 008	77 948	85 716	-7 768
Contrepartie - cf. tableau de variation des capitaux propres					
Réserves de réévaluation des instruments financiers	-43 023	42 702		85 725	
Dont part Groupe	-42 883	42 725		85 608	
Dont part des minoritaires	-140	-23		117	
Autres réserves de consolidation	290	-11 926		-12 216	
Résultat	-12 207	-7 768		12 207	-7 768
Total	-54 940	23 008		85 716	-7 768

(1) Présentation compensée sur ce tableau : + = position actif, - = position passif.

(2) Montants non significatifs par rapport aux ventes.

Postes du bilan concernés	Au 31/12/2006	Au 31/12/2007	Variations en 2007		
			Total	Dont réserves	Dont résultat
1- Instruments dérivés comptabilisés au bilan cf. Note 9 au bilan (1)					
Variations de valeur intrinsèque des ventes à terme de devises et achats à terme (2) liées aux carnets de commandes et offres commerciales	60 407	97 958	37 551	37 896	-345
Variations de valeur intrinsèque des ventes à terme de devises (et achats à terme) liés aux créances clients (et aux dettes commerciales (2))	21 596	46 598	25 002		25 002
Variations de valeur intrinsèque des couvertures d'achats de matières premières et énergie liées aux carnets de commandes et offres commerciales		-249	-249	-249	
Variations de valeur intrinsèque des couvertures d'achats de matières premières et énergie liées aux dettes commerciales					
Comptabilisation du report/déport	-23 131	-17 918	5 213		5 213
Options d'achat USD liées à l'acquisition des activités OCTG premium de Grant Prideco		408	408		408
Comptabilisation des variations de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	7 632	9 337	1 705	1 705	
Variations de valeurs liées aux dérivés non qualifiés	-580	-6 097	-5 517		-5 517
Sous-total instruments dérivés	65 924	130 037	64 113	39 352	24 761
Reclassement en actifs et passifs destinés à être cédés	-1 028				
Dont instruments dérivés - actifs	92 367	158 148			
Reclassement en actifs destinés à être cédés	-1 324				
Dont instruments dérivés - passifs	26 443	28 110			
Reclassement en passifs destinés à être cédés	-296				

2 - Créances clients (dettes fournisseurs (2)) couvertes en devises - écart de conversion					
Evaluation au cours de change à la date de clôture	-16 816	-45 273	-28 457		-28 457
Incidences des opérations de couverture	49 108	84 764	35 656	39 352	-3 696
3 - Evaluation des prêts constructions au taux d'intérêt effectif	-3 515	-1 671	1 844		1 844
4 - Evaluation des VMP à juste valeur	121	693	572		572
5 - Impôts différés (sur couvertures de change et taux d'intérêt)	-22 706	-34 170	-11 464	-11 939	475
Total	23 008	49 616	26 608	27 413	-805
Contrepartie - cf. tableau de variation des capitaux propres					
Réserves de réévaluation des instruments financiers	42 702	70 097		27 395	
Dont part Groupe	42 725	70 026		27 301	
Dont part des minoritaires	-23	71		94	
Autres réserves de consolidation	-11 926	-19 676		-7 750	
Résultat	-7 768	-805		7 768	-805
Total	23 008	49 616		27 413	-805

(1) Présentation compensée sur ce tableau : + = position actif, - = position passif.

(2) Montants non significatifs par rapport aux ventes.

La variation de juste valeur des instruments financiers de couverture du risque de change qui impactait les capitaux propres au 31 décembre 2006 était de 60 407 K€.

Au 31 décembre 2007, compte tenu de l'échéancier du carnet de commandes du groupe, environ 94 % de cette variation de juste valeur a été transférée des capitaux propres vers le résultat, sur le poste perte ou profit de change du groupe. Ce montant matérialise l'impact des variations de valeur des couvertures de change sur le carnet de commandes et les offres commerciales au 31 décembre 2006 qui ont été soit totalement ou partiellement dénouées, soit transformées en créances au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2007.

Cet impact a été calculé pour les couvertures en dollar US qui représentent 91 % des variations de juste valeur des couvertures impactant les capitaux propres au 31 décembre 2006.

Compte tenu de la première application de la norme IAS 39 soit le 1er janvier 2005 et de l'adaptation du système d'information sur les exercices 2005 et 2006, le groupe n'a pas estimé nécessaire de fournir ces données en ce qui concerne l'exercice 2005 à 2006, le coût d'obtention de ces informations étant excessif au regard de la pertinence de l'information produite.

8.2. – Information sur la nature et l'étendue du risque de marché et la manière dont il est géré par le groupe

Les risques de marché sont composés des risques de taux, de change, de crédit et du risque actions. Le risque de liquidité est abordé en Note 15.

Risques de taux d'intérêt

La gestion du financement long terme et moyen terme de la zone euros est regroupée autour de la Société Vallourec et de la sous-holding V&M Tubes.

Total de la dette

31/12/2007 (en millions d'euros.)	Emprunt obligataire	Autres emprunts	Liquidités
Taux fixe	-	481,0	-
Taux variable	-	189,0	912,4
Total	-	670,0	912,4

Une partie de la dette financière (410 millions d'euros) a été swappée par Vallourec S.A. à taux fixe : 150 millions d'euros (échéance : septembre 2008) ont été swappés à 4,05 % et 260 millions d'euros (échéance : mars 2012) ont été swappés à 3,55 % hors spread.

Le Groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur sa dette à taux variable.

La dette financière exposée à une variation des taux d'intérêts à taux variable se situe à environ 189 millions d'euros (environ 28,2 % de la dette brute totale) au 31 décembre 2007.

L'impact d'une hausse des taux d'intérêt de 1 % appliquée aux taux courts de la zone euro, aux taux brésiliens et aux taux monétaires américains se traduirait par une hausse de 1,9 million d'euros de la charge financière annuelle du Groupe sur la base d'une hypothèse d'une totale stabilité de la dette financière et à taux de change constant. Cet impact n'a pas tenu compte du risque de taux sur les liquidités du fait qu'une partie d'entre elles sera utilisée dans le cadre de l'acquisition des activités OCTG premium de Grant Prideco.

Par ailleurs, selon nos simulations, l'impact d'une hausse ou d'une baisse des taux d'intérêts de 1 % appliquée à l'ensemble des courbes de taux d'intérêts, aurait un impact sur la valorisation des swaps en place au 31 décembre 2007 (au niveau de la Société Vallourec) de plus ou moins 9,5 millions d'euros.

Risques de change

Risque de conversion

Les actifs, passifs, produits et charges des filiales sont exprimés en différentes devises. Les comptes du Groupe sont présentés en euros. Les actifs, passifs, produits et charges libellés dans des monnaies autres que l'euro doivent être convertis en euros au taux applicable afin d'être intégrés dans ces comptes.

Si l'euro s'apprécie (ou diminue) par rapport à une autre monnaie, la valeur en euros des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges initialement comptabilisés dans cette autre devise diminuera (ou augmentera). Ainsi, les variations de valeur de l'euro peuvent avoir un impact sur la valeur en euros des éléments d'actif et de passif, les produits et les charges non libellés en euros, même si la valeur de ces éléments n'a pas changé dans leur monnaie d'origine.

En 2007, environ 38,4 % du résultat net part du Groupe était généré par des filiales qui établissent des comptes en devises (principalement en dollars US et en reals brésiliens). Une variation de 10 % des parités aurait eu un impact sur le résultat net part du Groupe d'environ 38 millions d'euros.

Par ailleurs, la sensibilité du Groupe au risque de change long terme est reflétée par l'évolution historique des réserves de conversion imputées dans les capitaux propres (-24 millions d'euros au 31 décembre 2007) qui, au cours des deux derniers exercices, a été essentiellement liée à l'évolution du dollar US et du real brésilien :

Réserve de conversion - part du Groupe	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
USD	20 001	-26 847	-72 572
GBP	52	897	-4 277
Peso mexicain	2 243	-2 668	-6 006
Real brésilien	39 763	30 795	61 798
Autres	1 013	-1 543	-2 981
	63 072	634	-24 038

Risque de change

Vallourec est soumis à des risques de change en raison de ses expositions commerciales liées à des opérations de ventes conclues par certaines de ses filiales dans d'autres monnaies que leur monnaie de fonctionnement.

La principale devise étrangère traitée est le dollar américain (USD) : une part significative des opérations de Vallourec est facturée par les sociétés européennes du Groupe dans cette devise (30 % du chiffre d'affaires en 2007).

Les fluctuations de change entre l'euro et le dollar US peuvent donc modifier la marge opérationnelle du Groupe. Leur impact est cependant très difficilement quantifiable pour deux raisons :

1. il existe un phénomène d'ajustement, sur les prix de vente libellés en dollar US, qui dépend des conditions de marché dans les différents secteurs d'activité où opère Vallourec,
2. certaines ventes, même si elles sont libellées en euros, sont influencées par le niveau du dollar US. Elles sont donc impactées indirectement et à une échéance plus ou moins lointaine par l'évolution de la devise américaine.

Le Groupe gère activement son exposition au risque de change afin de réduire la sensibilité du résultat à des variations de cours, en mettant en place des couvertures dès la commande et parfois dès l'offre commerciale.

Les commandes, puis les créances, dettes et flux d'exploitation sont ainsi couverts avec des instruments financiers qui sont principalement des ventes et des achats à terme. Le Groupe a parfois recours à des options.

Des annulations de commandes pourraient donc provoquer des annulations de couvertures en place. Ceci pourrait avoir comme conséquence une comptabilisation des gains ou pertes attachés à ces couvertures annulées dans le compte de résultat consolidé.

Nous estimons que l'impact d'une hausse de 10 % de l'ensemble des couvertures mises en place par le Groupe provoquerait une augmentation de 123 millions d'euros de la valeur intrinsèque comptabilisée dans les fonds propres consolidés et qu'une baisse de 10 % provoquerait une diminution de 140 millions d'euros au 31 décembre 2007. L'essentiel de ces montants proviendraient des évolutions du dollar américain contre l'euro.

Vallourec ne couvre pas ses actifs et passifs financiers du bilan consolidé en devises.

Pour être éligible à la comptabilité de couverture au sens de la norme IAS 39, le Groupe Vallourec a développé ses systèmes de gestion de trésorerie et de facturation afin de permettre la traçabilité tout au long de la durée de vie des instruments de couverture au regard des transactions couvertes.

Au 31 décembre 2007, les contrats à terme fermes en cours qui permettent de couvrir les transactions sur achats et ventes en devises portent sur les montants suivants :

Contrats de couverture d'opérations réalisées sur transactions commerciales - Risque de change	2005	2006	2007
Contrat de change à terme : ventes à terme	1 880 606	2 139 929	2 214 256
Contrat de change à terme : achats à terme	61 342	84 674	396 779
Options de change sur ventes		57 778	36 296
Options de change sur achats			249 650
Matières premières et énergie - achats, options			639
Total	1 941 948	2 282 381	2 897 620

Échéances des contrats au 31 décembre 2007

Contrats sur transactions commerciales	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Contrats de change : Ventes à terme	2 214 256	1 922 141	262 115	-
Contrats de change : Achats à terme	396 779	302 666	94 113	-
Options de change sur ventes	36 296	36 296		-
Options de change sur achats	249 650	249 650		
Matières premières et énergie - achats, options	639	639		
Total	2 897 620	2 511 392	356 228	

Les ventes à terme correspondent principalement à des ventes de USD (2 022 millions d'euros sur les 2 214 millions d'euros).

Ces dernières ont été réalisées à un cours moyen à terme EUR/USD de 1,38.

Les couvertures sont généralement réalisées sur une durée moyenne de 12 mois et couvrent principalement les transactions futures hautement probables et les créances en devises.

Au 31 décembre 2007, 88 % des couvertures souscrites par le groupe ont une échéance inférieure à 12 mois. Les couvertures dont l'échéance excéderait dix-huit mois sont exceptionnelles.

Ce constat est représentatif du carnet de commandes du groupe.

Risques de crédit

Vallourec est soumis au risque de crédit au titre de ses actifs financiers non dépréciés dont le non recouvrement pourrait impacter les résultats et la situation financière de la société.

Le groupe a principalement identifié quatre types de créances répondant à ces caractéristiques :

- les prêts 1 % construction octroyés aux salariés du groupe ;
- les dépôts de garantie versés dans le cadre de contentieux fiscaux et les créances fiscales sur le Brésil ;
- les créances clients et comptes rattachés ;
- les dérivés qui ont une juste valeur positive.

1. Prêts 1 % construction : ces prêts ne présentent pas de risque de crédit dans la mesure où l'intégralité du prêt est dépréciée dès lors qu'un retard dans le recouvrement des sommes à recevoir est constaté.

Il est rappelé que ces prêts sont évalués selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliqué aux flux de trésorerie attendus jusqu'à la date d'échéance de ces prêts (le taux d'intérêt des contrats pouvant être inférieur).

2. Dépôts de garantie et créances fiscales sur le Brésil : il n'existe pas de risque particulier sur ces créances puisqu'en cas de dénouement défavorable de ces contentieux, le risque est déjà appréhendé, ces créances faisant l'objet d'une provision, et les fonds déjà versés pour tout ou partie.

3. Créances clients et comptes rattachés : le montant total des créances clients échues depuis plus de 90 jours et non dépréciées représente environ 2,5 % du montant total des créances clients au 31 décembre 2007.

Nous rappelons que la politique du groupe en matière de dépréciation des créances clients est de constater une provision dès lors que des indices de perte de valeur ont été identifiés. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus compte tenu de la situation de la contrepartie, déterminés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de l'instrument financier.

Le groupe considère qu'il n'y a pas lieu de présumer de risque sur ses créances échues depuis moins de 90 jours.

Concernant les créances échues depuis plus de 90 jours, soit environ 2,5 % des créances clients totales au 31 décembre 2007, le groupe considère que le risque est limité compte tenu des procédures existantes en matière de gestion du risque client avec :

- la mise en place de limites de crédit et délégations ;
- l'utilisation d'assurance crédit et le recours à des crédits documentaires ;
- la fiabilité des clients du groupe et l'ancienneté de leurs relations commerciales ;
- de la politique de recouvrement commercial.

Risques actions

Vallourec détenait au 31 décembre 2006, 1 348 745 actions propres acquises le 5 juillet 2001. Au 31 décembre 2007, Vallourec ne détient plus que 420 129 actions propres après exercice de 928 616 actions dans le cadre du plan d'achat d'actions du 11 juin 2003 (Note 17).

Ces titres sont classés en titres immobilisés dans les comptes sociaux de Vallourec pour leur valeur nette comptable et portés en moins des capitaux propres dans les comptes consolidés.

Le Directoire, en coordination avec le Conseil de Surveillance, a décidé d'affecter ces actions auto-détenues de la façon suivante :

- à la couverture des options d'achat d'actions attribuées dans le cadre du plan d'options du 11 juin 2003, soit 928 616 options (1 option = 1 action) affectées en 2007 ;
- à la couverture des actions gratuites attribuées le 16 janvier 2006, dont le quantum définitif ne sera connu qu'en 2008 ;
- à la couverture des actions gratuites attribuées le 3 mai 2007, dont le quantum définitif ne sera connu qu'en 2011 ;
- à hauteur du solde à des opérations futures d'attribution en faveur de certains membres du personnel, dirigeants ou mandataires sociaux du Groupe, selon des modalités à définir en concertation entre le Directoire et le Conseil de Surveillance.

Par ailleurs, Vallourec a mis en place en 2007 un contrat de liquidité auprès de Crédit Agricole Chevreux. Il se situe dans le cadre de l'autorisation générale annuelle de rachat d'actions délivrée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 1er juin 2006 (16ème résolution). Pour la mise en oeuvre de ce contrat, 20 millions d'euros sont affectés au compte de liquidité. Au 31 décembre 2007, Vallourec détenait 63 400 actions pour une valeur de 12,3 millions d'euros.

Classification et évaluation des actifs et passifs financiers

Les montants inscrits au bilan sont détaillés en fonction des modalités de valorisation retenues pour chaque instrument financier.

2007		Catégorie (1)	Valeur nette comptable au 31/12/2007	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par résultat
Actifs						
Autres actifs non courants	Note 4					
Autres placements en titres de capitaux propres		ADV	5 471		5 471	
Prêts		P&C	6 701	6 701		
Autres immobilisations financières		P&C / ADE (2)	34 603	34 603		
Créances clients et comptes rattachés	Note 7	P&C	1 032 065	1 032 265		
Instruments dérivés actifs	Note 8					
Instruments financiers de couverture		CFT	158 148		108 048	50 100
Instruments financiers spéculatifs		AF - JVpR				
Autres actifs courants	Note 9	P&C	142 753	142 753		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 10	AF - JVpR	912 478			912 478
Passif						

Emprunts et dettes financières (3) (5) auprès des établissements de crédit	Note 15	CA-TIE	544 630	544 630		
Autres		CA-TIE	10 430	10 430		
Emprunts et concours bancaires courants (4) (5)	Note 15	CA-TIE	115 028	115 028		
Fournisseurs		CA	671 900	671 900		
Instruments dérivés passifs	Note 8					
Instruments financiers de couverture		CFT	22 614		2 169	20 445
Instruments financiers spéculatifs		PF - JVpR	5 497			5 497
Autres passifs courants	Note 18	CA	292 762	292 762		

2006		Catégorie (1)	Valeur nette comptable au 31/12/2006	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par résultat
Actifs						
Autres actifs non courants	Note 4					
Autres placements en titres de capitaux propres		ADV	5 561		5 561	
Prêts		P&C	7 985	7 985		
Autres immobilisations financières		P&C / ADE (2)	29 886	29 886		
Créances clients et comptes rattachés	Note 7	P&C	1 001 982	1 001 982		
Instruments dérivés actifs	Note 8					
Instruments financiers de couverture		CFT	91 043		66 255	24 788
Instruments financiers spéculatifs		AF - JVpR				
Autres actifs courants	Note 9	P&C	111 928	111 928		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 10	AF - JVpR	889 323			889 323
Passif						
Emprunts et dettes financières (3) (5) auprès des établissements de crédit	Note 15	CA-TIE	494 036	494 036		
Autres		CA-TIE	8 117	8 117		
Emprunts et concours bancaires courants (4) (5)	Note 15	CA-TIE	345 737	345 737		
Fournisseurs		CA	602 344	602 344		
Instruments dérivés passifs	Note 8					
Instruments financiers de couverture		CFT	25 525		519	25 006
Instruments financiers spéculatifs		PF - JVpR	622			622
Autres passifs courants	Note 18	CA	263 401	263 401		

(1) AF - JVpR : Actifs financiers mesurés à leur juste valeur par résultat.

ADE : Actifs détenus jusqu'à leur échéance.

P & C : Prêts et créances.

ADV : Actifs disponibles à la vente.

CFT : Couverture de flux de trésorerie.

PF - JVpR : Passifs financiers mesurés à leur juste valeur par le résultat.

CA : Coût amorti.

CA - TIE : Coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(2) Dans le groupe Vallourec, les seuls actifs concernés sont les dépôts de garantie et cautions.

(3) Les emprunts en passifs non courants comprennent les échéances dues à plus de 12 mois.

(4) Les emprunts devant être remboursés dans les 12 mois sont inscrits en passifs courants.

(5) Les emprunts à taux variables pour lesquels des contrats de swaps de taux d'intérêt sont contractés font l'objet d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur des contrats de swaps, liées aux évolutions de taux d'intérêt, sont comptabilisées en capitaux propres dans la mesure de leur efficacité. A défaut, elles sont comptabilisées en résultat financier.

(6) Concernant les titres de sociétés cotées, l'impact doit être constaté en capitaux propres.

	Créances sur personnel et organismes sociaux	Créances fiscales hors IS	Charges constatées d'avance	Etat, impôt sur les bénéfiques	Autres créances	Total
Au 31/12/2004	6 540	66 388	5 528	44 470	14 261	137 187
Effet des variations de change	171	2 438	595	4 543	1 436	9 183
Autres variations	64	6 673	-690	-45 697	10 165	-29 485
Au 31/12/2005	6 775	75 499	5 433	3 316	25 862	116 885
Effet des variations de change	-22	-201	-262	-266	-336	-1 087
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)	-33	-1 970		-2 171	-9 231	-13 405
Autres variations	1 103	-20 115	1 094	7 538	19 915	9 535
Au 31/12/2006	7 823	53 213	6 265	8 417	36 210	111 928
Effet des variations de change	51	38	-250	248	481	568
Autres variations	-600	10 664	4 102	6 900	9 191	30 257
Au 31/12/2007	7 274	63 915	10 117	15 565	45 882	142 753

En 2005, les variations du poste « Etat, impôt sur les bénéfiques » s'expliquent par la reclassification des acomptes payés en diminution de la dette d'impôt présentée au passif du bilan.

En 2006, les variations du poste « Créances fiscales hors IS » correspondent principalement à des acomptes versés, reclassés en diminution des dettes fiscales correspondantes au passif (Note 18).

Note 10. – Trésorerie

	Valeurs mobilières de placement (brut)	Disponibilités	Total
Au 31/12/2004	348 553	136 416	484 969
Effet des variations de change	27 394	7 071	34 465
Autres variations	24 025	-2 181	21 844
Au 31/12/2005	399 972	141 306	541 278
Effet des variations de change	-6 640	-9 328	-15 968
Autres variations	238 764	126 294	365 058
Sous total	632 096	258 272	890 368
Transfert en actifs destinés à être cédés (Note 11)		-1 045	-1 045
Au 31/12/2006	632 096	257 227	889 323
Effet des variations de change	10 170	-10 362	-192
Autres variations	-4 352	27 699	23 347
Au 31/12/2007	637 914	274 564	912 478

La « Trésorerie » est constituée des liquidités en compte courant bancaire et des valeurs mobilières de placement (parts d'OPCVM, Sicav, FCP de trésorerie à court terme) disponibles immédiatement (non nanties), non risquées et de volatilité négligeable.

Note 11. – Actifs nets destinés à être cédés

Salzgitter et Vallourec ont signé l'accord définitif concernant la vente de Vallourec Précision Etirage (VPE) et de l'usine de tubes laminés à chaud de Zeithain (Saxe) qui avait été annoncé le 13 décembre 2006. VPE, spécialisée dans la fabrication de tubes de précision étirés à froid, a réalisé sur les six premiers mois de l'année 2007 un chiffre d'affaires de 124,2 millions d'euros. VPE et l'usine de Zeithain employaient 1 561 personnes. Les actifs et passifs concernés étaient présentés en actifs destinés à être cédés fin 2006. Ces actifs sont évalués au 31 décembre 2006 à leur valeur nette comptable qui n'est pas inférieure à leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. La cession a pris effet le 2 juillet 2007.

	2006	
Actifs destinés à être cédés		
Immobilisations incorporelles	301	
Immobilisations corporelles	53 932	Note 2
Stocks	53 798	Note 6
Créances clients	50 713	Note 7

Trésorerie	1 045	Notes 4, 8 & 9
Autres actifs	15 789	
Total	175 578	
Passifs destinés à être cédés		
Engagements envers le personnel	11 622	Note 17
Impôts différés	6 286	Note 5
Provisions	2 482	Note 16
Emprunts	13 226	Note 15
Fournisseurs	25 919	
Autres passifs	18 347	Notes 8 & 18
Total	77 882	
Actifs nets destinés à être cédés	97 696	

Par ailleurs, les sociétés VPS et VCAV, dont les actifs nets ont été présentés en actifs destinés à être cédés au 30 septembre 2007, ont été cédés en décembre. Le chiffre d'affaires réalisé par ces sociétés jusqu'à leur cession, s'élevait respectivement à 98 millions d'euros et 42 millions d'euros. Ces cessions de VPE, VPS, VCAV et de l'usine de Zeithain se sont traduites dans le résultat par une perte nette de 15 millions d'euros.

Note 12. – Capitaux propres

Capital

Le capital de Vallourec est composé de 53 038 720 actions ordinaires au nominal de 4 € entièrement libérées au 31 décembre 2007 contre 53 011 870 actions au nominal de 4 € au 31 décembre 2006.

Les options de souscription d'actions exercées à 7,49 € entre le 1er janvier 2007 et le 14 juin 2007 ont conduit à la création de 26 850 actions nouvelles soit une augmentation de 202 milliers d'euros, prime incluse.

Dans le cadre de la gestion de son capital, le Groupe a pour objectif de préserver sa continuité d'exploitation, afin de servir un rendement aux actionnaires, de procurer des avantages aux autres partenaires et de maintenir une structure de capital optimale afin de réduire le coût du capital.

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

Le Groupe utilise différents indicateurs, dont le levier financier (endettement net/capitaux propres), qui fournit aux investisseurs une vision de l'endettement du Groupe comparativement au total des capitaux propres. Ces fonds propres incluent notamment la réserve des variations des valeurs de couvertures des flux de trésorerie et la réserve de conversion des sociétés hors zone euro.

Réserves, instruments financiers

Conformément à l'IAS 39 Instruments financiers, cette réserve est alimentée par deux types d'opérations :

- les opérations de couverture de change efficaces affectées au carnet de commandes et aux offres commerciales. Les variations des valeurs intrinsèques constatées à la clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres ;
- les emprunts à taux variables pour lesquels des contrats de swaps de taux d'intérêt (à taux fixe) ont été contractés. Ils font l'objet d'une comptabilité de couverture de flux de trésorerie. Les variations de juste valeur des contrats de swaps, liées aux évolutions des taux d'intérêt, sont comptabilisées en capitaux propres.

Réserves de conversion

Les réserves de conversion résultent de la conversion des capitaux propres des filiales hors zone euro. Leur variation correspond aux changements de taux des devises sur l'évaluation des capitaux propres et du résultat de ces sociétés. Ces réserves ne sont reprises en résultat qu'en cas de cession de l'entité étrangère.

	USD	GBP	Réal Brésilien	Peso Mexicain	Autres	Total
Au 31/12/2005	20 001	52	39 763	2 243	1 013	63 072
Variations	-46 848	845	-8 968	-4 911	-2 556	-62 438
Au 31/12/2006	-26 847	897	30 795	-2 668	-1 543	634
Variations	-45 725	-5 174	31 003	-3 338	-1 438	-24 672
Au 31/12/2007	-72 572	-4 277	61 798	-6 006	-2 981	-24 038

Il est rappelé que conformément à l'option ouverte par IFRS1 (« Première adoption des IFRS ») le groupe Vallourec, a choisi au 1er janvier 2004 de reclasser au poste « Réserves consolidées » les réserves de conversion accumulées depuis l'entrée des entités étrangères dans le Groupe.

Principaux cours de change utilisés (Euro / Devises) : Conversion des éléments du bilan (taux de clôture) et du compte de résultat (taux moyen)

	USD	GBP	Réal Brésilien	Peso Mexicain
2005				
Taux moyen		1,24	0,68	3,03
Taux clôture		1,18	0,69	2,74
2006				
Taux moyen		1,26	0,68	2,73
Taux clôture		1,32	0,67	2,81
2007				

Taux moyen	1,37	0,68	2,66	14,96
Taux clôture	1,47	0,73	2,60	16,07

Note 13. – Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (ajusté des effets des options dilutives).

Sont présentés, ci-dessous, les résultats et actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action :

Résultat par action	2005 (*)	2006	2007
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le résultat de base par action	472 985	917 005	986 204
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le résultat de base par action	51 042 895	53 005 890	53 034 478
Nombre moyen pondéré d'actions propres pour le résultat de base par action	-1 348 745	-1 348 745	-825 444
Nombre moyen pondéré d'actions pour le résultat de base par action	49 694 150	51 657 145	52 209 034
Résultat par action	9,5	17,8	18,9
Effet de la dilution - options d'achat, de souscription d'actions et actions gratuites	809 555	1 132 572	332 131
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté pour le résultat dilué par action	50 503 705	52 789 717	52 541 165
Résultat dilué par action	9,4	17,4	18,8

Dividendes versés au cours de l'exercice	2005 (*)	2006	2007
Au titre de l'exercice précédent	0,64	1,44	4,00
Au titre d'acompte sur l'exercice en cours	0,80	2,00	4,00

(*) Recalculé pour tenir compte de la division par 5 du nominal des actions effective au 18 juillet 2006 (AGE du 1er juin 2006).

Note 14. – Intérêts minoritaires

	Réserves	Ecart de conversion	Résultat	Total
Au 31/12/2005	-54 343	7 092	159 404	112 153
Au 31/12/2006	14 286	-3 757	82 290	92 819
Au 31/12/2007	54 510	-10 876	38 258	81 892

En 2005 les intérêts minoritaires dans les filiales contrôlées par le groupe Vallourec sont principalement composés des groupes Sumitomo et Timet. Depuis le 31 décembre 2006, après l'acquisition à Timet des 43,7 % dans Valtimet, les intérêts minoritaires concernent essentiellement le groupe Sumitomo.

Note 15. – Emprunts et dettes financières

Risques de liquidité

Vallourec a mis en place un crédit de 150 millions d'euros auprès du Groupe Crédit Agricole en 2003, pour une durée de 5 ans (échéance septembre 2008). Vallourec a eu recours à des instruments de couverture (swaps) pour fixer le taux de cette dette. La documentation du crédit prévoit que le Groupe doit respecter un ratio d'endettement net consolidé sur les fonds propres consolidés inférieur ou égal à 75 %.

En mars 2005, une facilité de 460 millions d'euros a été mise à disposition de Vallourec par un syndicat de banques pour une durée de 7 ans pour l'acquisition de 45 % des titres de V&M Tubes.

Cette facilité de 460 millions d'euros prévoit le respect par Vallourec d'un ratio de dettes financières nettes consolidées sur fonds propres consolidés inférieur ou égal à 75 % calculé au 31 décembre de chaque année et pour la première fois au 31 décembre 2005. Un changement de contrôle de Vallourec pourrait provoquer le remboursement du crédit sur décision de la majorité des deux tiers des banques participantes. Il est aussi prévu que le crédit deviendrait immédiatement exigible si le Groupe venait à faire défaut sur le remboursement d'une de ses dettes financières (« cross default »), ou s'il advenait un événement significatif emportant des conséquences sur l'activité ou la condition financière du Groupe et sa capacité à rembourser sa dette. Par ailleurs, les investissements de V & M do Brasil ont conduit cette filiale à mettre en place plusieurs lignes de financement à moyen terme en 2005 et 2006, libellées en REAL. L' en-cours au 31 décembre 2007 est principalement composé de 163 millions de reals auprès du BNDES, 52 millions de reals auprès du Banco do Nordeste, 49 millions de reals auprès du Banco do Brasil et 45 millions de reals auprès du BDMG.

Au cours des premiers mois de l'exercice 2007, le groupe (V & M Tubes) a négocié cinq lignes bilatérales à moyen terme (5 ans) avec ses banques les plus proches. Chacune de ces lignes d'un montant de 100 M€ comporte des engagements de même nature que ceux pris dans le cadre de la facilité de caisse de 460 M€ décrite ci-dessus.

Au 31 décembre 2007, une tranche de 260 millions d'euros était tirée et figure dans les passifs non courants.

Au 31 décembre 2007, le Groupe respectait ces covenants.

La juste valeur de la dette est équivalente à sa valeur comptable.

Dettes financières - Passifs non courants

	Emprunts auprès des établissements de crédit	Autres emprunts et dettes financières assimilées	Total
Au 31/12/2004	187 221	2 594	189 815
Reclassement des intérêts minoritaires vers dettes dans le cadre de l'IAS 32 - 1/01/2005	-	431 280	431 280
Rachat des minoritaires le 23 juin 2005	-	-436 627	-436 627
Emission de nouveaux emprunts	303 786	147	303 933
Remboursements	-24 245	-741	-24 986
Effet des variations de change	5 629	794	6 423
Autres variations	-3 119	2 908	-211
Au 31/12/2005	469 272	355	469 627
Emission de nouveaux emprunts	21 398	193	21 591
Remboursements	-22 600	-571	-23 171
Reclassements	-5 578	1 791	-3 787
Effet des variations de change	-1 364	-5	-1 369
Variation de périmètre	3 484	1 380	4 864
Autres variations		-300	-300
Sous total	464 612	2 843	467 455
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-26		-26
Au 31/12/2006	464 586	2 843	467 429
Emission de nouveaux emprunts	34 591	133	34 724
Remboursements	-1 876	-1 039	-2 915
Reclassements	-166 146		-166 146
Effet des variations de change	4 204	-3	4 201
Variation de périmètre		-3 713	-3 713
Autres variations		3 667	3 667
Au 31/12/2007	335 359	1 888	337 247

Au 1er janvier 2005 les variations des « Autres emprunts et dettes financières assimilées » s'analysent principalement par le traitement du « put » exerçable par la société Mannesmannröhren – Werke AG dans le cadre de la mise en place des IAS 32 et 39 :

Il a été constaté au 1er janvier 2005 un passif financier à hauteur de la juste valeur actualisée du montant du rachat (431 millions d'euros), valeur tenant compte du prix d'acquisition de 545 millions d'euros qui intégrait le résultat jusqu'à l'acquisition. Cette dette financière a été comptabilisée par prélèvement sur le montant des intérêts minoritaires de V & M Tubes inscrits dans les capitaux propres du bilan IFRS du 31 décembre 2004, et par prélèvement sur les capitaux propres – part du Groupe pour la partie de la dette excédant ces intérêts minoritaires. Les frais directement liés à l'opération ont été également imputés sur les capitaux propres – part du Groupe. Le rachat par Vallourec le 23 juin 2005, des 45 % de V & M Tubes détenus par MRW a mis fin au put (cf. informations relatives au périmètre de consolidation - A). Une charge d'actualisation du put de 5,3 millions figure dans le résultat financier (Note 29).

Dettes financières - Passifs courants

	Concours bancaires	Intérêts courus non échus sur concours bancaires	Emprunts auprès des établissements de crédit (< 1 an)	Intérêts courus non échus sur emprunts auprès des établissements de crédit	Autres emprunts et dettes financières assimilées (< 1an)	Total
Au 31/12/2004	220 430	68	19 302	689	125	240 614
Effet des variations de change	22 769		2 372			25 141
Autres variations	-7 798	-27	16 952	583	872	10 582
Au 31/12/2005	235 401	41	38 626	1 272	997	276 337
Reclassements			5 578			5 578
Effet des variations de change	-4 003		-952	-1	-12	-4 968
Variation de périmètre	-2 174		481			-1 693

Autres variations	129 598	51	-15 512	-19	4 289	118 407
Sous total	358 822	92	28 221	1 252	5 274	393 661
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-13 127	-50	-23			-13 200
Au 31/12/2006	345 695	42	28 198	1 252	5 274	380 461
Reclassements			166 149			166 149
Effet des variations de change	6 400	-1	183		-251	6 331
Variation de périmètre	-17 518	-31		-46	-3618	-21 213
Autres variations	-219 579	20	14 000	-465	7 137	-198 887
Au 31/12/2007	114 998	30	208 530	741	8 542	332 841

Endettement par devise

	USD	EUR	REAL	Autres	Total
Au 31/12/2005 - Mdevise	162 471	562 234	122 875	n/a	n/a
Au 31/12/2005 - M€	137 722	562 234	44 819	1 189	745 964
Au 31/12/2006 - Mdevise	189 346	624 583	191 519	n/a	n/a
Au 31/12/2006 - M€	143 771	624 583	68 098	11 437	847 889
Au 31/12/2007 - Mdevise	78 804	428 800	441 057	n/a	n/a
Au 31/12/2007 - M€	53 532	428 800	169 520	18 236	670 088

Analyse par échéance des emprunts et dettes financières non courants

	> 1 an	> 2 ans	> 3 ans	> 4 ans	5 ans et plus	Total
Au 31/12/2005	4 418	156 096	6 805	6 512	295 796	469 627
Au 31/12/2006	159 433	10 202	9 143	8 576	280 074	467 428
Au 31/12/2007	13 770	17 662	14 621	278 001	13 193	337 247

L'endettement à + 1 an à l'origine par taux

Le tableau ci-dessous regroupe la part courante et non courante des emprunts auprès des établissements de crédit et des autres emprunts et dettes financières assimilées.

	Taux < 3 %	Taux 3 à 6 %	Taux 6 à 10 %	Taux >10 %	Total
Au 31/12/2005	taux < 3 %	taux 3 à 6 %	taux 6 à 10 %	taux >10 %	Total
Taux fixes	1 171	301 351	-	44 818	347 340
Taux variables	161 910		-	-	161 910
Total	163 081	301 351	-	44 818	509 250
Au 31/12/2006	taux < 3 %	taux 3 à 6 %	taux 6 à 10 %	taux >10 %	Total
Taux fixes	2 588	411 280	19 779	10 086	443 733
Taux variables	3 618	7 814	32 448	13 287	57 167
Total	6 206	419 094	52 227	23 373	500 900
Au 31/12/2007	taux < 3 %	taux 3 à 6 %	taux 6 à 10 %	taux >10 %	Total
Taux fixes	1 845	435 959	42 301	788	480 893
Taux variables		6 727	44 713	21 986	73 426
Total	1 845	442 686	87 014	22 774	554 319

L'endettement contracté à un taux supérieur à 6 % provient des sociétés basées au Brésil et en Chine.

Note 16. – Provisions pour risques et charges

Passifs non courants	Provision pour environnement
Au 31/12/2004	3 370
Dotations de l'exercice	363
Utilisations	-

Effet des variations de change	574
Autres	-
Au 31/12/2005	4 307
Dotations de l'exercice	216
Utilisations	-2 056
Effet des variations de change	-107
Autres	1 217
Au 31/12/2006	3 577
Dotations de l'exercice	3 396
Utilisations	-343
Effet des variations de change	252
Autres	
Au 31/12/2007	6 882

Cette provision couvre notamment les coûts de traitement de terrains industriels : l'ensemble des coûts probables a fait l'objet d'une provision. La provision couvre également les coûts de remise en état de la mine au Brésil : elle est dotée au fur et à mesure des volumes de minerais extraits.

Passifs courants	Litiges commerciaux	Commandes en carnet - Perte à terminaison	Mesures d'adaptation	Risques fiscaux (impôts, taxes, contrôles,...)	Autres	Total
Au 31/12/2004	16 242	7 466	12 387	17 719	11 145	64 959
Dotations de l'exercice	9 368	929		14 065	7 485	31 847
Utilisations	-6 630	-5 096	-9 634	-8 856	-4 678	-34 894
Autres reprises	-2 205		-261		-1 098	-3 564
Effet des variations de change	2 194	40		6 125	653	9 012
Autres	-383			6	-499	-876
Au 31/12/2005	18 586	3 339	2 492	29 059	13 008	66 484
Dotations de l'exercice	12 858	5 130	2	9 012	17 723	44 725
Utilisations	-10 231	-1 511	-1 361	-310	-5 306	-18 719
Autres reprises	-2 424		-279	-6 454	-1 859	-11 016
Effet des variations de change	-288	-1		-796	-100	-1 185
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-566	-1 333	-535		-48	-2 482
Autres	-189	-199		626	-525	-287
Au 31/12/2006	17 746	5 425	319	31 137	22 893	77 520
Dotations de l'exercice	20 508	2 266		3 840	10 887	37 501
Utilisations	-13 691	-2 854	-18	-4 507	-6 348	-27 418
Autres reprises	-1 418				-22	-1 440
Effet des variations de change	415	5		2 458	214	3 092
Variations de périmètre	2 259	55			-2 302	12
Autres (1)	-394	-40		2	-8 730	-9 162
Au 31/12/2007	25 425	4 857	301	32 930	16 592	80 105

(1) Se reporter à la Note 2.

Mesures d'adaptation

VPE avait constitué dans ses comptes au 31 décembre 2004 une provision au titre de ses obligations légales et conventionnelles dans le cadre de la fermeture du site de Laigneville. L'essentiel des dépenses a été réalisé en 2005 et 2006. En 2007 VPE a été cédée.

Provision pour risques fiscaux

Cette provision couvre essentiellement des risques consécutifs à des contentieux fiscaux au Brésil qui donnent lieu à versement de dépôts de garantie (voir Note 4).

Autres provisions courantes

Elles sont constituées de provisions diverses au titre de risques sur cessions, des pénalités de retard, de litiges avec des salariés et de divers risques identifiés à la clôture.

Note 17. – Engagements envers le personnel

	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Au 31/12/2005					
Valeur actualisée de l'obligation	171 728	42 665	85 834	21 173	321 400
Retraite	141 524	34 787	85 834	17 885	280 030
Engagements de pré-retraite	16 236	2 811			19 047
Médailles du travail et avantages médicaux	13 968	4 838		3 290	22 096
Juste valeur des actifs du régime		-900	-59 969	-4 045	-64 914
Coût des services passés non reconnus		-3 397			-3 397
Ecarts actuariels	-20 433	-927	-15 875	-5 877	-43 112
Provision	151 295	37 212	9 990	11 253	209 750
Au 31/12/2006					
Valeur actualisée de l'obligation	170 156	42 305	91 900	23 108	327 469
Retraite	141 329	36 285	91 900	19 553	289 067
Engagements de pré-retraite	15 375	964			16 339
Médailles du travail et avantages médicaux	13 452	5 056		3 556	22 064
Juste valeur des actifs du régime		-1 796	-71 830	-6 956	-80 582
Coût des services passés non reconnus		-3 136			-3 136
Ecarts actuariels	-15 110	-2 666	-13 086	-6 027	-36 889
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-4 964	-6 658			-11 622
Provision	150 082	28 049	6 984	10 126	195 241
Au 31/12/2007					
Valeur actualisée de l'obligation	165 106	31 032	85 847	24 008	305 993
Retraite	141 735	27 502	85 847	19 996	275 080
Engagements de pré-retraite	11 207	158			11 365
Médailles du travail et avantages médicaux	12 164	3 372		4 012	19 548
Juste valeur des actifs du régime	-30 000	-2 078	-75 660	-7 906	-115 644
Coût des services passés non reconnus	-291	-2 875			-3 166
Ecarts actuariels	-5 787	-948	-7 902	-4 348	-18 985
Variations de périmètre et autres		45			45
Provision	129 028	25 176	2 285	11 754	168 243

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des obligations des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, compte tenu de la durée des régimes, sont les suivantes :

Principales hypothèses actuarielles	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres
Au 31/12/2005				
Taux d'actualisation	4,25 %	4,00 %	4,75 %	entre 4,00 % et 9,65 %
Rendement à long terme des actifs du régime	n/a	4,00 %	6,50 %	entre 4,00 % et 9,65 %
Augmentation des salaires	2,75 %	2,75 %	4,25 %	entre 1,00 % et 3,50 %
Au 31/12/2006				
Taux d'actualisation	4,50 %	4,25 %	5,25 %	entre 4,00 % et 8,12 %
Rendement à long terme des actifs du régime	n/a	4,50 %	6,50 %	entre 5,00 % et 8,12 %
Augmentation des salaires	2,75 %	2,75 %	4,25 %	entre 3,22 % et 5,10 %
Au 31/12/2007				
Taux d'actualisation	5,36 %	5,15 %	5,75 %	entre 4,00 % et 8,12 %
Rendement à long terme des actifs du régime	5,70 %	4,90 %	6,50 %	entre 5,00 % et 8,12 %
Augmentation des salaires	2,75 %	3,00 %	4,50 %	entre 3,22 % et 3,50 %

En vertu d'usages ou d'obligations légales, le groupe Vallourec participe au financement de régimes de retraite complémentaires ou autres avantages long terme au profit de salariés.

Certains de ces régimes sont à prestations définies et le Groupe a contracté à ce titre un engagement long terme envers des salariés.

Un recensement exhaustif des régimes à prestations définies a été réalisé, en 2003, sur l'ensemble du périmètre du Groupe. Ces régimes n'ont pas fait l'objet de modifications majeures au cours des exercices suivants.

Au 31 décembre 2004, les méthodes d'évaluation des engagements de retraite et assimilés appliqués par le groupe Vallourec selon les prescriptions de la norme IAS 19 « Avantages au personnel » n'avaient fait apparaître aucun écart significatif par rapport aux normes françaises.

Les engagements non reconnus au bilan (principalement gains ou pertes actuariels) correspondent à des changements ou la non-réalisation d'hypothèses dont l'effet est amorti dans le temps selon le principe du « corridor ». Toutefois, dans le cadre de l'établissement du bilan d'ouverture au 1er janvier 2004 en IFRS, le groupe Vallourec a utilisé l'option de comptabiliser l'intégralité des écarts actuariels à cette date en réduction des capitaux propres. Les gains et pertes actuariels non reconnus et significatifs sont donc amortis sur la durée résiduelle d'activité attendue des salariés en retenant la règle du corridor telle que décrite dans la norme IAS 19 (Allemagne : 13 ans, France : 14 ans, Grande-Bretagne : 18 ans). L'amortissement commence dans l'exercice suivant la constatation des gains ou pertes.

Pour les exercices 2005, 2006 et 2007 :

— le montant des versements aux actifs de couverture est de 5 849 M€ en 2005, de 10 761 M€ en 2006 et de 40 053 en 2007 ;

— le rendement constaté des actifs financiers s'élève à 9 278 M€ en 2005, 7 190 M€ en 2006 et à 6 210 en 2007.

Les engagements sont évalués par des actuaires indépendants du Groupe. Les hypothèses retenues tiennent compte des spécificités des régimes et des sociétés concernées.

Au 31 décembre 2007 les écarts d'expérience constatés pour le groupe s'élèvent à 3,5 millions d'euros (10,2 millions d'euros au 31 décembre 2006).

Le Groupe prévoit de verser en 2008 un montant de 20,7 millions d'euros au titre des régimes à prestations définies dont 8,4 millions d'euros en Allemagne, 7 millions d'euros au Royaume-Uni et 4,4 millions au Brésil.

Les régimes qui sont totalement ou partiellement externalisés représentent un engagement total de 194 609 M€ au 31 décembre 2007 pour des actifs de 115 644 M€.

France

Les engagements en France correspondent notamment aux indemnités de fin de carrière et à des régimes de type médailles du travail.

Au 31 décembre 2007 un test de sensibilité a été effectué sur les indemnités de retraite ainsi que les médailles du travail : une variation de ce taux de -0,50 % entraînerait une variation d'environ 1,2 million d'euros de ces engagements.

En France, la provision constituée au titre des accords de pré-retraite CASA mis en place en 2002 s'élève au 31 décembre 2007 à 78,5 millions d'euros (31 décembre 2006 à 0,5 millions d'euros et au 31 décembre 2005 à 2,9 millions d'euros).

Aux termes de la convention passée avec l'Etat, le dispositif a été fermé depuis le 28 février 2005 qui représente la date limite d'admission des salariés. Au 31 décembre 2007 13 salariés bénéficient de ces mesures, ils étaient 71 l'année précédente et 162 en 2005.

Le 14 septembre 2005, un régime de retraite complémentaire a été institué en faveur de cadres dirigeants avec constitution d'un actif de couverture. A fin 2006 une cotisation de 407 M€ a été décaissée pour externaliser le régime auprès d'une compagnie d'assurance. S'agissant d'un régime à prestations définies, ce plan fait l'objet d'une évaluation actuarielle et d'une comptabilisation selon IAS 19 pour les salariés en activité. Du fait de l'amortissement des coûts des services passés, ce régime fait apparaître un surplus d'environ 406 M€ qui est enregistré au bilan, il représente une économie future réelle pour le Groupe. Le coût des services passés non reconnus s'élève au 31 décembre 2007 à 2 875 M€ et au 31 décembre 2006 à 3 136 M€.

Allemagne

Les salariés du groupe en Allemagne bénéficient de divers dispositifs (retraite, rémunération différée, primes de jubilés, pré-retraite) qui constituent des engagements long terme pour le Groupe.

Un test de sensibilité a été effectué sur les principaux plans de pension allemands : une variation de ce taux de -0,50 % entraînerait une variation d'environ 7,6 millions d'euros de ces engagements.

En 2007, l'un des régimes a été modifié ce qui a eu pour effet une augmentation de l'engagement de 7 866 M€. La plupart de ces engagements correspondent à des droits acquis et ont été reconnus immédiatement pour un montant de 7 575 M€. Le solde sera reconnu sur la durée d'acquisition des droits.

Une cotisation exceptionnelle de 30 millions d'euros a été versée auprès d'un établissement financier pour couvrir les engagements en Allemagne.

Royaume-Uni

Le Groupe participe au financement d'un régime de retraite à prestations définies au profit des salariés du Groupe. Les engagements sont externalisés et gérés par des acteurs reconnus sur les marchés financiers.

Un test de sensibilité a été effectué sur le plan : une variation de ce taux de -0,50 % entraînerait une variation d'environ 9,2 millions d'euros de ces engagements.

Au titre de l'exercice 2007, le rendement constaté des actifs est de 5,6 M€ pour un rendement attendu de 4,8 M€, soit un gain actuariel de 0,8 M€.

En 2007 aucun événement qui aurait pu avoir un impact significatif sur l'engagement n'est survenu.

Brésil

Au Brésil, l'employeur participe au financement d'indemnités de fin de carrière et de primes de jubilés. Les indemnités de fin de carrière sont partiellement externalisées dans un fonds de pension dont le total des actifs s'élève à 689 M€ en 2005, à 501 M€ en 2006 et à 802 M€ en 2007. Le montant versé au fonds s'est élevé en 2005 à 595 M€, en 2006 à 712 M€ et en 2007 à 521 M€.

En 2007 aucun événement qui aurait pu avoir un impact significatif sur l'engagement n'est survenu.

Mexique

Au 31 décembre 2004 le Mexique n'entrait pas dans le périmètre étudié, la norme locale étant considérée comme proche des IFRS, le retraitement était jugé non significatif. En 2005, des évaluations en normes IAS 19 ont été réalisées. Les engagements au Mexique, qui s'élèvent à 513 M€ en 2007, à 483 M€ en 2006 et à 471 M€ en 2005, correspondent principalement à des indemnités de départ en retraite qui sont partiellement financées.

Etats-Unis

Il existe un régime de retraite dont les prestations ne sont pas liées au salaire. Il a été tenu compte en 2005 d'une hypothèse d'augmentation des prestations de 3 % qui a entraîné une augmentation des engagements de l'ordre de 2,7 millions d'euros.

Par ailleurs en 2005, la baisse du taux d'actualisation et une dérive plus importante que prévue des salaires sur un nombre limité des salariés ont entraîné des pertes actuarielles.

Les modifications d'hypothèses sont réputées effectuées au cours de l'année 2005 et la charge de retraite est adaptée en conséquence. L'hypothèse d'augmentation des prestations médicales est dégressive de 2005 à 2012 et fixe au-delà : de 10,4 % à 5,9 % pour les actifs, de 12,2 % à 6,5 % pour les retraités.

En 2006, la charge de retraite est adaptée en tenant compte d'une hypothèse d'augmentation des prestations médicales dégressive de 2006 à 2013 et stable au-delà : de 9 % à 5 % pour les actifs, de 10,5 % à 5,5 % pour les retraités.

Les tables de mortalité ont été modifiées fin 2006 ce qui a entraîné une augmentation des engagements d'environ 1 million d'euros.

Il n'y a pas eu d'événements significatifs courant 2007 qui auraient pu avoir un impact significatif sur l'engagement.

Autres pays

Les engagements des autres pays sont provisionnés selon les normes locales. Ils sont jugés non significatifs au niveau du groupe.

Les charges comptabilisées au cours de l'exercice comprennent les droits supplémentaires acquis au titre d'une année supplémentaire de présence, la variation des droits existants en début d'exercice du fait de l'actualisation financière, les coûts des services passés enregistrés dans la période, le rendement

attendu des actifs de régime, les effets des réductions ou liquidations de plans, l'amortissement des écarts actuariels. La part relative à l'actualisation des droits est désormais enregistrée en résultat financier et le rendement des actifs de régime est enregistré dans les produits financiers.

Ces charges se décomposent comme suit :

Charge de l'exercice	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Au 31/12/2005					
Coût des services rendus	8 944	1 809	1 392	2 033	14 178
Charges d'intérêt sur l'obligation	7 184	1 530	3 261	961	12 936
Rendement attendu des actifs du régime	-	-	-3 510	-267	-3 777
Pertes/Gains actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'exercice	1 537	-183	-	780	2 134
Coût des services passés	-	74	-	5	79
Effet de toute réduction ou liquidation	-	-	-	-169	-169
Charge nette comptabilisée	17 665	3 230	1 143	3 343	25 381
Rendement réel des actifs du régime	-	-	9 341	-63	9 278
Au 31/12/2006					
Coût des services rendus	5 158	1 786	2 319	2 088	11 351
Charges d'intérêt sur l'obligation	7 013	1 488	4 040	1 254	13 795
Rendement attendu des actifs du régime	-	-57	-3 939	-398	-4 394
Pertes/Gains actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'exercice	-523	984	408	615	1 484
Coût des services passés	-	149	-	2	151
Effet de toute réduction ou liquidation	-	-	-	-	-
Charge nette comptabilisée	11 648	4 350	2 828	3 561	22 387
Rendement réel des actifs du régime	-	108	6 533	549	7 190
Au 31/12/2007					
Coût des services rendus	3 400	1 616	2 664	1 880	9 560
Charges d'intérêt sur l'obligation	7 101	1 583	4 666	1 283	14 633
Rendement attendu des actifs du régime	-	-77	-4 755	-582	-5 414
Pertes/Gains actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'exercice	960	-2	212	1 118	2 288
Coût des services passés	7 575	-	-	-	7 575
Effet de toute réduction ou liquidation	-	-9	-	-	-9
Charge nette comptabilisée	19 036	3 111	2 787	3 699	28 633
Rendement réel des actifs du régime	-	81	5 646	483	6 210

Les écarts actuariels s'analysent comme suit :

	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Ecarts actuariels 31/12/2005	20 433	4 324	15 875	5 877	46 509
Ecarts actuariels 31/12/2006	15 110	5 802	13 086	6 027	40 025
Variation	-5 323	1 478	-2 789	150	-6 484
Pertes/Gains actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'exercice	-523	984	408	615	1 484
Ajustements liés à l'expérience	615	-2 244	-7 461	-1 106	-10 196
Ajustements liés aux changements d'hypothèses actuarielles	5 233	-122	10 122	-200	15 033
Ecart de change et autres	-2	-96	-280	541	163
	5 323	-1 478	2 789	-150	6 484

	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Ecarts actuariels 31/12/2006	15 110	5 802	13 086	6 027	40 025
Ecarts actuariels 31/12/2007	5 496	4 325	7 902	4 931	22 654

Variation	-9 614	-1 477	-5 184	-1 096	-17 371
Pertes/Gains actuarielles nettes comptabilisées au cours de l'exercice	960	-2	212	1 118	2 288
Ajustements liés à l'expérience	-3 435	-661	76	477	-3 543
Ajustements liés aux changements d'hypothèses actuarielles	11 447	2 124	4 084		17 655
Ecart de change et autres	642	16	812	-499	971
	9 614	1 477	5 184	1 096	17 371

Les variations de l'actif liées à ces avantages sont les suivantes :

Variations de l'actifs liés	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Valeur de l'actif	n/a	-	48 628	1 969	50 597
Rendement constaté des actifs	n/a		9 341	-63	9 278
Prestations complémentaires	n/a	900	3 045	1 904	5 849
Prestations payées	n/a	-	-2 425	-353	-2 778
Effet des variations de change	n/a	-	1 380	588	1 968
Au 31/12/2005	n/a	900	59 969	4 045	64 914
Valeur de l'actif	n/a	900	59 969	4 045	64 914
Rendement constaté des actifs	n/a	108	6 533	549	7 190
Prestations complémentaires	n/a	407	6 547	3 807	10 761
Prestations payées	n/a	-88	-2 611	-912	-3 611
Acquisitions, cessions, liquidations	n/a	469	-	-	469
Effet des variations de change	n/a	-	1 392	-533	859
Au 31/12/2006	n/a	1 796	71 830	6 956	80 582
Valeur de l'actif		1 796	71 830	6 956	80 582
Rendement constaté des actifs		81	5 646	483	6 210
Prestations complémentaires	30 000	466	7 824	1 763	40 053
Prestations payées		-294	-2 874	-243	-3 411
Acquisitions, cessions, liquidations		29	-	-	29
Effet des variations de change		-	-6 766	-1 053	-7 819
Au 31/12/2007	30 000	2 078	75 660	7 906	115 644

Evolution de l'obligation	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Au 31/12/2005	171 728	42 665	85 834	21 173	321 400
Coût des services rendus	5 158	1 786	2 319	2 088	11 351
Charges d'intérêt sur l'obligation	7 013	1 488	4 040	1 254	13 795
Cotisations du personnel			556		556
Pertes/Gains actuarielles	-5 847	2 415	-66	1 456	-2 042
Acquisitions / cessions		-219			-219
Versement des prestations	-7 896	-5 065	-2 611	-1 031	-16 603
Ecart de change			1 828	-1 692	136
Autres	-	-765	-	-140	-905
Au 31/12/2006	170 156	42 305	91 900	23 108	327 469

Evolution de l'obligation	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Au 31/12/2006	170 156	42 305	91 900	23 108	327 469
Coût des services rendus	3 400	1 616	2 664	1 880	9 560
Charges d'intérêt sur l'obligation	7 101	1 583	4 666	1 283	14 633
Cotisations du personnel	-		633		633

Pertes/Gains actuarielles	-8 012	-1 473	-3 269	-895	-13 649
Acquisitions / cessions	-4 784	-9 941			-14 725
Versement des prestations	-10 060	-2 756	-2 874	-545	-16 235
Modification du régime	7 866	-4			7 862
Ecart de change	-		-7 873	-617	-8 490
Autres	-561	-298		-206	-1 065
Au 31/12/2007	165 106	31 032	85 847	24 008	305 993

Les mouvements au cours de l'exercice du passif net comptabilisé au bilan sont les suivants :

Evolution de la provision	Allemagne	France	Royaume-Uni	Autres	Total
Provision au 31/12/2004	141 074	38 255	11 110	8 441	198 880
Charge totale de l'exercice	17 665	3 230	1 143	3 343	25 381
Prestations ou contributions aux fonds	-7 444	-4 679	-2 587	-1 982	-16 692
Effet des variations de change	-	-	324	1 913	2 237
Autres (reclassements, etc.)	-	-104	-	48	-56
Provision au 31/12/2005	151 295	36 702	9 990	11 763	209 750
Charge totale de l'exercice	11 648	4 350	2 828	3 561	22 387
Prestations ou contributions aux fonds	-7 897	-5 052	-5 991	-3 929	-22 869
Effet des variations de change	-	-	157	-758	-601
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-4 964	-6 658			-11 622
Variation de périmètre et autres	-	-1 293	-	-511	-1 804
Provision au 31/12/2006	150 082	28 049	6 984	10 126	195 241
Charge totale de l'exercice	19 036	3 111	2 787	3 699	28 633
Prestations ou contributions aux fonds	-40 060	-3 225	-7 191	-2 058	-52 534
Effet des variations de change			-295	14	-281
Variation de périmètre et autres	-30	-2 759	-	-27	-2 816
Provision au 31/12/2007	129 028	25 176	2 285	11 754	168 243

Les actifs de couverture se détaillent ainsi :

Royaume-Uni	31/12/2007		31/12/2006		31/12/2005	
	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement
Action (UK et Overseas)	63 %	7,75 %	63 %	7,75 %	61 %	8,00 %
Obligation	12 %	4,87 %	12 %	5,25 %	14 %	4,75 %
Immobilier	0 %	0 %	0 %	0,00 %	0 %	0,00 %
Autres (Cash & Index Linked Gilts)	25 %	4,22 %	25 %	4,25 %	25 %	4,00 %

Etats-Unis	31/12/2007		31/12/2006		31/12/2005	
	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement
Action	50 %	9,00 %	55 %	10,00 %	55 %	10,00 %
Obligation	40 %	5,00 %	34 %	6,00 %	35 %	6,00 %
Immobilier	10 %	9,00 %	11 %	10,00 %	10 %	10,00 %
Autres	0 %	0 %	0 %	0,00 %	0 %	0,00 %

France	31/12/2007		31/12/2006		31/12/2005	
	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement	Part	Taux de rendement
Action	0 %	0 %	0 %	0,00 %	0 %	0,00 %

Obligation	0 %	0 %	0 %	0,00 %	0 %	0,00 %
Immobilier	0 %	0 %	0 %	0,00 %	0 %	0,00 %
Autres	100 %	4,50 %	100 %	4,00 %	100 %	4,00 %

Pour l'Allemagne, la cotisation exceptionnelle de 30 millions d'euros, versée le 27 décembre par V & M Deutschland était placée à la clôture de l'exercice sur des fonds monétaires sans risques .

Montants comptabilisés en charges pour les régimes à cotisations définies	Ouvriers	Direction, cadres et ATAM	Total
Au 31/12/2005			
Part employeur des cotisations de retraite	7 599	9 299	16 898
Assurance vie payée par l'employeur	729	1 099	1 828
Autres cotisations de retraite	29	119	148
Total	8 357	10 517	18 874
Au 31/12/2006			
Part employeur des cotisations de retraite	7 652	11 077	18 729
Assurance vie payée par l'employeur	928	1 385	2 313
Autres cotisations de retraite	462	4	466
Total	9 042	12 466	21 508
Au 31/12/2007			
Part employeur des cotisations de retraite	6 993	10 202	17 195
Assurance vie payée par l'employeur	802	1 206	2 008
Autres cotisations de retraite	478	745	1 223
Total	8 273	12 153	20 426

Autres engagements envers le personnel (options et actions gratuites)

Options de souscription d'actions - attribution du 15 juin 2000

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2000 a autorisé (1ère résolution) le Directoire à attribuer des options de souscription, pendant une durée de cinq ans et dans la limite de 4 % du capital social de Vallourec, aux dirigeants et/ou aux membres du personnel des sociétés du Groupe.

Dans le cadre de cette autorisation des options ont été attribuées le 15 juin 2000. Ses principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

Tous les chiffres ont été recalculés pour tenir compte de la division par 5 du nominal de l'action au 18 juillet 2006 et de la multiplication par 5 consécutive du nombre d'actions

	Plan
Date d'Assemblée	15 juin 2000
Date du Directoire	15 juin 2000
Nombre total d'options attribuées	892 500
Ajustement du nombre d'options suite à l'augmentation de capital du 13 juillet 2005	1 090
Point de départ d'exercice des options	15 juin 2004
Date d'expiration	14 juin 2007

	2005	2006	2007
Dont nombre d'options attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre)	155 000	102 500	82 500
Nombre de dirigeants concernés	7	7	6
Prix d'exercice (*)	7,60 €	7,60 €	7,60 €
Prix d'exercice ajusté après l'augmentation de capital du 13 juillet 2005	7,49 €	7,49 €	7,49 €
Nombre d'options annulées depuis l'attribution (**)	33 750	33 750	33 750
Nombre d'options non exercées			3 810
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre (1 option = 1 action)	818 970	829 180	856 030
(dont nombre d'actions souscrites par les membres du Comité Exécutif)	155 000	102 500	82 500

Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31 décembre	40 870	30 660	
(dont nombre d'options susceptibles d'être exercées par les membres du Comité Exécutif)			

(*) 95 % de la moyenne des 20 séances ayant précédé la date d'attribution.

(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

Options d'achat d'actions - attribution du 15 juin 2003

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 juin 2000 a autorisé (2ème résolution) le Directoire, pendant une durée de cinq ans et dans la limite de 10 % du capital social, à attribuer des options d'achat portant sur des actions anciennes qui seraient préalablement acquises en Bourse dans le cadre des autorisations de rachat d'actions données par l'Assemblée.

Dans le cadre de cette autorisation des options ont été attribuées le 11 juin 2003. Ses principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

Tous les chiffres ont été recalculés pour tenir compte de la division par 5 du nominal de l'action au 18 juillet 2006 et de la multiplication par 5 consécutive du nombre d'actions

	Plan
Date d'Assemblée	15 juin 2000
Date du Directoire	15 juin 2003
Nombre total d'actions pouvant être achetées	965 000
Ajustement du nombre d'options suite à l'augmentation de capital du 13 juillet 2005	14 480
Point de départ d'exercice des options	11 juin 2007
Date d'expiration	10 juin 2010

	2005	2006	2007
Dont nombre d'options attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre)	270 000	195 000	175 000
Ajustement du nombre d'options suite à l'augmentation de capital	4 095	2 965	2 660
Nombre de dirigeants concernés	7	7	6
Prix d'exercice (*)	10,73 €	10,73 €	10,73 €
Prix d'exercice ajusté après l'augmentation de capital du 13 juillet 2005	10,57	10,57 €	10,57 €
Nombre d'options annulées depuis l'attribution (**)	13 750	13 750	13 750
Nombre d'options exercées depuis l'attribution			928 616
(dont nombre d'actions souscrites par les membres du Comité Exécutif)			177 660
Nombre d'actions pouvant être achetées au 31 décembre	965 730	965 730	37 114
(dont nombre d'actions souscrites par les membres du Comité Exécutif)			-

(*) Moyenne des 20 derniers cours des 20 séances ayant précédé la date d'attribution, sans rabais.
(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.

Conformément aux mesures transitoires spécifiquement prévues par les normes IFRS 1 et IFRS 2, le Groupe a comptabilisé et évalué selon IFRS 2 uniquement le plan d'options d'achat d'actions cf. paragraphe 2.16 des principes et méthodes comptables. Ce plan a donné lieu à une charge de personnel s'élevant à 0,9 million d'euros au 31 décembre 2004, 2005 et 2006 et de 0,4 million en 2007 (Note 24).

Plan d'Attribution Gratuite d'Actions (PAGA) du 16 janvier 2006

Le Directoire de la société Vallourec a mis en place lors de sa réunion du 16 janvier 2006 un Plan d'Attribution Gratuite d'Actions (PAGA) approuvé par le Conseil de Surveillance.

Un nombre théorique d'actions gratuites Vallourec a été attribué par le Directoire le 16 janvier 2006 (148 000 après multiplication par 5 du nombre d'actions le 18 juillet 2006 - voir Note 12). L'attribution définitive (en nombre) sera fonction de la performance du RBE (Résultat Brut d'Exploitation) consolidé, réalisée par le Groupe Vallourec en 2006 et 2007. Elle se fera par application d'un coefficient multiplicateur K, représentatif de cette performance, au nombre théorique d'actions attribué par le Directoire le 16 janvier 2006, K pouvant varier entre 0 et 1,33.

Le coefficient K est calculé pour chacune des 2 années 2006 et 2007 et est appliqué sur une moitié de l'attribution théorique initiale au titre de chaque année, la somme du résultat de l'application de chacun des coefficients 2006 et 2007 représentant l'attribution définitive acquise au bénéficiaire le 16 janvier 2008. K est égal à 1,33 en 2006 et 1,23 en 2007.

Le cours de l'action au 16 janvier 2006 est de 93,3 € (après division par 5 du nominal de l'action - voir ci-dessus).

Pour évaluer la juste valeur des actions accordées, le modèle binomial de projection des cours a été utilisé. L'avantage du salarié correspond à la juste valeur de l'action attribuée, diminuée pour tenir compte de l'impossibilité de percevoir les dividendes pendant 2 ans puis du coût pour le salarié induit par l'incessibilité du titre pendant 2 ans.

	2006	2007
Nombre théorique initial d'actions attribuées, si K=1	148 000	148 000

Nombre d'actions annulées depuis l'attribution (**)	350	350
Nombre théorique d'actions attribuées au 31 décembre, si K=1	147 650	147 650
Dont nombre théorique d'actions attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre) si K=1	36 000	32 500
Nombre de dirigeants concernés	7	7
(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.		

La charge comptabilisée en compte de résultat relative au PAGA du 16 janvier 2006 s'élève pour l'année 2006 à 8,3 millions d'euros et à 7,2 millions d'euros en 2007 dont 7 millions d'euros figurent en charges de personnel (Note 24) et 0,2 million d'euros figurent en diminution du résultat de cession (actions gratuites attribuées à des salariés des sociétés cédées).

Options de souscription d'actions - attribution du 3 septembre 2007

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 6 juin 2007 a autorisé (7ème résolution) le Directoire à attribuer des options de souscription d'actions.

Dans le cadre de cette autorisation des options ont été attribuées le 3 septembre 2007 dont les principales caractéristiques figurent dans le tableau ci-dessous.

	Plan
Date d'Assemblée	6 juin 2007
Date du Directoire	3 septembre 2007
Nombre total d'options attribuées	147 300
Point de départ d'exercice des options	3 septembre 2011
Date d'expiration	3 septembre 2014

	2007
Dont nombre d'options attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre)	56 500
Nombre de dirigeants concernés	7
Prix d'exercice (*)	190,60
Nombre d'options annulées depuis l'attribution (**)	-
Nombre d'actions souscrites au 31 décembre (1 option = 1 action)	-
(dont nombre d'actions souscrites par les membres du Comité Exécutif)	-
Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31 décembre	147 300
(dont nombre d'options susceptibles d'être exercées par les membres du Comité Exécutif)	56 500
(*) 95 % de la moyenne des 20 séances ayant précédé la date d'attribution.	
(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.	

Vallourec a comptabilisé et évalué selon IFRS 2 le plan d'options d'achat d'actions cf. paragraphe 2.16 des principes et méthodes comptables. Ce plan a donné lieu à une charge de personnel s'élevant à 0,7 million d'euros au 31 décembre 2007 (Note 24).

Plan d'Attribution Gratuite d'Actions (PAGA) du 3 mai 2007

Le Directoire de la société Vallourec a mis en place lors de sa réunion du 3 mai 2007 un Plan d'Attribution Gratuite d'Actions (PAGA) approuvé par le Conseil de Surveillance.

Un nombre théorique d'actions gratuites Vallourec a été attribué (111 000 actions). L'attribution définitive (en nombre) sera acquise par tiers en 2009, 2010, 2011 et sera fonction pour chaque tiers de la performance du RBE (Résultat Brut d'Exploitation) consolidé, réalisée par le Groupe Vallourec en 2008, 2009 et 2010. Elle se fera par application d'un coefficient multiplicateur K, représentatif de cette performance, au nombre théorique d'actions attribué par le Directoire le 3 mai 2007, K pouvant varier entre 0 et 1,33.

Le coefficient K est calculé pour chacune des années concernées et est appliqué sur le tiers de l'attribution théorique initiale au titre de chaque année, la somme du résultat de l'application de chacun des coefficients 2008, 2009 et 2010 représentant l'attribution définitive acquise au bénéficiaire.

Le cours de l'action au 3 mai 2007 était de 198,5 €.

Pour évaluer la juste valeur des actions accordées, le modèle binomial de projection des cours a été utilisé. L'avantage du salarié correspond à la juste valeur de l'action attribuée, diminuée pour tenir compte de l'impossibilité de percevoir les dividendes pendant 3 ans puis du coût pour le salarié induit par l'incessibilité du titre pendant 2 ans.

La charge comptabilisée en compte de résultat relative à ce plan s'élève pour 2007 à 5,4 millions d'euros dont 4,3 millions d'euros figurent en charges de personnel (Note 24) et 1,1 million d'euros figurent en diminution du résultat de cession (actions gratuites attribuées à des salariés des sociétés cédées).

	2007
Nombre théorique initial d'actions attribuées, si K=1	111 000
Nombre d'actions annulées (**)	600
Nombre théorique d'actions attribuées au 31 décembre, si K=1	110 400
Dont nombre théorique d'actions attribuées aux membres du Comité Exécutif (dans sa composition au 31 décembre) si K=1	8 400

Nombre de dirigeants concernés	7
(**) Bénéficiaires ayant quitté le Groupe.	

Note 18. – Autres passifs courants

	Dettes sociales	Dettes fiscales	Dettes liés à l'acquisition d'actifs	Produits constatés d'avance	Autres dettes courantes	Total
Au 31/12/2004	137 071	48 283	5 274	9 372	18 280	218 280
Effet des variations de change	9 361	2 691	15	5	1 287	13 359
Autres variations	39 621	26 047	4 592	-3 819	1 177	67 618
Au 31/12/2005	186 053	77 021	9 881	5 558	20 744	299 257
Effet des variations de change	-3 590	-449	-18	-2	-733	-4 792
Transfert en passifs destinés à être cédés (Note 11)	-15 145	-1 050	-1 281	-68	-507	-18 051
Autres variations	9 789	-41 274	3 709	8 096	6 667	-13 013
Au 31/12/2006	177 107	34 248	12 291	13 584	26 171	263 401
Effet des variations de change	248	116	-23	-56	-833	-548
Autres variations	15 455	5 451	1 795	-5 452	12 660	29 909
Au 31/12/2007	192 810	39 815	14 063	8 076	37 998	292 762

En 2006, les variations du poste « Dettes fiscales » correspondent principalement à un reclassement de l'actif (Note 9).

Note 19. – Informations relatives aux parties liées

Les opérations suivantes ont été réalisées avec des parties liées :

	Ventes aux parties liées	Achats auprès des parties liées	Créances sur les parties liées	Dettes envers les parties liées
Au 31/12/2005				
Groupe Salzgitter AG	82 556	634 290	6 517	57 449
Rothschild & Cie		750		
Groupe Timet	4 985	23 795	1 497	5 382
Au 31/12/2006				
HKM	396	413 512	29	44 057
Rothschild & Cie		360		398
Groupe Timet	7 333	55 562	856	15 608
Au 31/12/2007				
HKM	501	441 190	30	22 897
Rothschild & Cie		258		

En 2004 et 2005, les montants déclarés vis-à-vis du groupe Salzgitter AG concernent les ventes d'ébauches de tubes destinées à être étirées et les achats de ronds à HKM.

Les achats concernent principalement les achats de ronds d'acier à HKM, qui est détenue à hauteur de 30 % par le groupe Salzgitter AG, produits utilisés comme matières premières dans la fabrication des laminaires européens de V & M Deutschland et V & M France.

Les opérations réalisées en 2005, 2006 et 2007 avec Rothschild & Cie sont liées au mandat de conseil pour assister le Directoire.

En 2005 et 2006, les transactions avec le groupe Timet représentaient principalement des achats des bobines de titane utilisés dans la fabrication des tubes soudés chez Valtimet et ses filiales.

Rémunération des organes de direction et de surveillance

Le montant global des jetons de présence attribués aux membres du Conseil de Surveillance s'est élevé en 2007 à 394 M€, en 2006 à 335 M€ et à 230 M€ en 2005.

Le montant global des rémunérations versées au Comité Exécutif (7 personnes en 2007, 9 personnes en 2006 et 8 personnes en 2005) s'établit comme suit :

	2005	2006	2007
Rémunérations et avantages en nature	2 419	3 410	2 647
Engagement de départ en retraite	550	547	504
Engagement de retraite complémentaire	1 956	1 806	2 988

Options de souscription ou d'achats d'actions (Note 17) attribuées au Comité exécutif dans sa composition au 31 décembre de l'année

	2005	2006	2007
Options de souscription attribuées le 15 juin 2000 exerçables du 15 juin 2004 jusqu'au 14 juin 2007	155 000	102 500	82 500
Options souscrites au 31 décembre (1 option = 1 action) par les membres du Comité Exécutif	155 000	102 500	82 500
Nombre d'actions souscrites durant l'année (1 option = 1 action) par les membres du Comité Exécutif	-	-	-
Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31 décembre	-	-	-
Options d'achats attribuées le 15 juin 2003 exerçables du 11 juin 2007 jusqu'au 10 juin 2010	274 095	197 965	177 660
Options souscrites au 31 décembre (1 option = 1 action) par les membres du Comité Exécutif	-	-	177 660
Nombre d'actions souscrites durant l'année (1 option = 1 action) par les membres du Comité Exécutif	-	-	177 660
Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31 décembre	-	-	-
Options de souscription attribuées le 3 septembre 2007 exerçables du 3 septembre 2011 jusqu'au 3 septembre 2014			56 500
Options souscrites au 31 décembre (1 option = 1 action) par les membres du Comité Exécutif			-
Nombre d'actions souscrites durant l'année (1 option = 1 action) par les membres du Comité Exécutif			-
Nombre d'options susceptibles d'être exercées au 31 décembre			56 500

Actions gratuites (Note 17) attribuées au Comité exécutif dans sa composition au 31 décembre de l'année

	2006	2007
Plan du 16 janvier 2006		
Nombre théorique d'actions attribuées durant l'année, si K=1	36 000	32 500
Plan du 3 mai 2007		
Nombre théorique d'actions attribuées durant l'année, si K=1	-	8 400

S'agissant des engagements de retraite accordés aux dirigeants, il n'existe pas de régime spécifique et ils bénéficient du régime de retraite complémentaire du groupe Vallourec (type article 39) mis en place en 2005 (Note 17).

Il n'y avait au 31 décembre 2007 ni prêt ni caution accordés aux dirigeants par la société-mère Vallourec et ses filiales contrôlées.

Note 20. – Engagements et éventualités

Du fait de son activité, V & M France s'est vue allouer un quota d'émissions de gaz à effet de serre le 24 mai 2005. Pour l'année 2007, ce quota s'élevé à 92 855 tonnes de CO₂ (92 855 tonnes en 2006 et 92 855 tonnes en 2005). La valeur du cours au 31 décembre 2007 est de 0,02 € la tonne (6,45 € la tonne au 31 décembre 2006 et 21,10 € la tonne au 31 décembre 2005). Le reliquat de quotas attribués pour l'exercice 2007 est de 13 865 tonnes (15 799 tonnes en 2006 et 14 859 tonnes en 2005). Les quotas à recevoir au titre de la période de cinq ans à venir de 2008 à 2012 s'élèvent à 530 185 tonnes.

Engagements hors bilan reçus	2005	2006	2007
Cautionnements reçus et engagements reçus	39 824	63 352	43 869
Contrat d'approvisionnement HKM	56 707	47 492	37 775
Autres engagements reçus	19 344	56 474	92 302
Total	115 875	167 318	173 946
Engagements hors bilan donnés (hors instruments financiers)	335 403	398 471	410 214

Engagements donnés par échéance

	2005	< 1 an	> 1 an	> 5 ans
Bilan				

Emprunts et dettes financières à long terme	509 250	39 623	173 831	295 796
Hors bilan				
Cautions de marché	96 010	77 895	18 115	
Autres cautionnements, hypothèques et nantissements donnés	116 461	5 620	34 356	76 485
Contrat de location à long terme	10 913	3 060	6 209	1 644
Contrat d'approvisionnement HKM	56 707	15 144	41 563	
Pensions et indemnités de départ à la retraite	46 508	N/D	N/D	46 508
Autres engagements	8 804	8 804		
Total	335 403	110 523	100 243	124 637

	2006	< 1 an	> 1 an	> 5 ans
Bilan				
Emprunts et dettes financières à long terme	500 250	33 473	186 702	280 075
Hors bilan				
Cautions de marché et lettres de crédit donnés	99 571	67 333	30 546	1 692
Autres cautionnements, hypothèques et nantissements donnés	136 033	19 956	23 576	92 501
Contrat de location à long terme	37 846	6 406	18 704	12 736
Contrat d'approvisionnement HKM	47 492	17 270	30 222	
Pensions et indemnités de départ à la retraite	39 697	N/D	N/D	39 697
Autres engagements	37 832	33 019	292	4 521
Total	398 471	143 984	103 340	151 147

	2007	< 1 an	> 1 an	> 5 ans
Bilan				
Emprunts et dettes financières à long terme	553 666	217 072	323 401	13 193
Hors bilan				
Cautions de marché et lettres de crédit donnés	130 383	96 140	34 028	215
Autres cautionnements, hypothèques et nantissements donnés	35 859	4 748	8 493	22 618
Contrat de location à long terme	34 322	5 393	20 176	8 753
Contrat d'approvisionnement HKM	37 775	21 586	16 189	
Pensions et indemnités de départ à la retraite	23 062	N/D	N/D	23 062
Autres engagements	148 813	58 755	899	89 159
Total	410 214	186 622	79 785	143 807

V & M Tubes et ses filiales bénéficient d'un contrat d'approvisionnement de ronds à tubes en provenance de l'aciérie HKM (entreprise liée). Dans ce cadre, l'engagement de retirer les tonnes convenues sur la durée du contrat, figure en engagement hors-bilan. En contrepartie l'engagement de HKM de livrer les ronds à tubes au Groupe V & MTubes figure en engagements reçus.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion courante de ses activités, le Groupe est sujet à divers litiges ou contentieux dont la Direction estime qu'ils n'entraîneront aucun coût significatif ou n'auront aucune incidence sensible sur sa situation financière, son activité et/ou son résultat.

Informations complémentaires

Dans le cadre de la construction au Brésil par Vallourec & Sumitomo Tubos do Brasil Ltda - Brésil d'une nouvelle tuberie intégrée haut de gamme le contrat de co-entreprise signé par les deux actionnaires, Vallourec et Sumitomo prévoit de bénéficier d'une option d'achat de la participation de l'autre actionnaire en cas de changement de contrôle de celui-ci. Le montant total des investissements est estimé à environ 1,6 milliard de USD, soit 890 millions de USD pour la part à 56 % de Vallourec.

Vallourec a annoncé le 30 octobre 2007 avoir conclu un accord avec Grant Prideco concernant l'acquisition des sociétés Atlas Bradford® Premium Threading & Services, TCA® et Tube-Alloy™ pour un montant de 800 millions de dollars. Cet accord est soumis aux autorisations réglementaires habituelles dont les conditions ne devraient pas entraîner d'effet défavorable significatif. La présentation des engagements hors bilan faite dans cette note n'omet aucun engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur. Les principaux cours de change utilisés sont décrits en Note 12. (la conversion des éléments du compte de résultat se fait au taux moyen).

Note 21. – Chiffre d'affaires

	2005	2006	2007
Ventes en France	406 414	414 049	444 099
Ventes en Allemagne	613 568	763 385	1 101 205
Autres pays de l'Union Européenne	649 982	811 413	882 720
Amérique du Nord (Nafta)	1 118 899	1 445 062	1 144 166
Amérique du sud	496 098	598 798	786 034
Asie	838 103	1 174 443	1 284 169
Reste du monde	184 341	334 651	498 128
Total	4 307 405	5 541 801	6 140 521

Sur l'ensemble de l'année 2007, le chiffre d'affaires atteint le niveau record de 6 140,5 millions d'euros, en augmentation de 10,8 % (+12,5 % à périmètre comparable après retraitement du chiffre d'affaires 2006 pour le rendre comparable à celui de 2007, avec notamment la cession à Salzgitter des activités de tubes de précision).

Note 22. – Autres produits de l'activité

	2005	2006	2007
Redevances pour concessions, brevets	12 449	17 069	19 939
Autres produits et subventions d'exploitation	11 607	12 124	15 276
Total	24 056	29 193	35 215

Les subventions et autres produits correspondent principalement à des subventions et des remboursements reçus de tiers.

Note 23. – Impôts et taxes

	2005	2006	2007
Impôts et taxes sur rémunérations	-7 673	-9 495	-9 061
Taxe professionnelle	-24 488	-27 470	-26 411
Taxe foncière	-6 431	-5 975	-6 394
Autres impôts et taxes	-14 373	-15 820	-14 384
Total	-52 965	-58 760	-56 250

Note 24. – Charges de personnel et effectif moyen des sociétés intégrées

	2005	2006	2007
Charges de personnel			
Salaires et traitements	-482 949	-539 959	-543 787
Intéressement et participation	-55 524	-57 344	-61 420
Charges liées aux stocks options et aux actions gratuites	-912	-9 163	-12 522
Plan d'option d'achats d'actions 15 juin 2003		-912	-406
PAGA 16 janvier 2006		-8 251	-7 048
PAGA 3 mai 2007		0	-4 363
Plan d'option de souscription 3 septembre 2007		0	-705
Charges sociales	-177 039	-206 228	-209 311
Total	-716 424	-812 694	-827 040

Le Groupe a estimé, et pris en compte, les charges qui pourraient être engagées dans le cadre du Droit Individuel à la Formation (D.I.F.) et concernant l'ensemble des sociétés françaises,

Le montant des charges liées au plan d'options d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites et celui relatif aux charges de retraite est donné en Note 17.

Effectif moyen des sociétés intégrées			
Cadres	1 163	1 273	1 310
Atam	3 452	3 652	3 710
Ouvriers	12 670	13 081	12 751
Total	17 285	18 006	17 771

Les effectifs du groupe au 31 décembre 2007 sont de 16 835 personnes contre 18 217 personnes au 31 décembre 2006.

Note 25. – Autres charges d'exploitation

	2005	2006	2007
Achats non stockés, sous-traitance	-241 906	-330 178	-426 985
Energie	-161 655	-205 161	-211 930
Entretien	-133 812	-174 098	-184 716
Commissions agents, frais de transport	-239 105	-307 909	-329 941
Services, honoraires et autres	-171 982	-203 133	-186 203
Total	-948 460	-1 220 479	-1 339 775

Note 26. – Dotations aux provisions nettes de reprises

	2005	2006	2007
Dotations aux provisions pour risques & charges d'exploitation	-45 454	-45 646	-57 925
Dotations aux provisions sur actifs circulants	-19 412	-25 568	-41 313
Reprises sur provisions pour risques & charges d'exploitation	41 063	49 552	48 650
Reprises sur provisions sur actifs circulants	22 307	18 480	16 585
Total	-1 496	-3 182	-34 003

Note 27. – Amortissements

	2005	2006	2007
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (voir Note 1)	-5 077	-11 774	-7 351
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles (voir Note 2)	-94 357	-102 555	-110 622
Reprises sur amortissements et provisions sur immobilisations corporelles	239	0	0
Total	-99 195	-114 329	-117 973

Note 28. – Cessions d'actifs et frais de restructuration

	2005	2006	2007
Mesures d'adaptation (net des dépenses et provisions)	-1 175	-632	-133
Cessions d'actifs et frais de restructuration			
Résultats de cessions d'actif immobilisés	4 900	-4 138	11 066
Total	3 725	-4 770	10 933

En 2005, les plus-values de cession correspondent principalement à la cession de participations consolidées (10 % de HKM et la totalité de Vallourec do Brasil Autopeças ainsi qu'à la cession d'immobilisations.

En 2006 le résultat de cession d'actifs correspond principalement à la cession de participations consolidées (Escofier Technologie, Spécitubes et Cerec), à l'encaissement d'une indemnité d'assurance consécutive à un sinistre survenu dans la société VPE ainsi qu'à la cession ou la destruction d'immobilisations.

En 2007 les résultats de cession d'actifs correspondent principalement à la cession de participations consolidées (VPE) et à l'encaissement d'un complément d'indemnité d'assurance consécutive à un sinistre survenu dans la société VPE en 2006. La cession des sociétés VPS et VCAV a dégagé un résultat nul, les actifs de ces sociétés ayant fait l'objet d'une dépréciation au 30 juin 2007.

Dépréciation d'actifs et d'écarts d'acquisition

	2005	2006	2007
Dépréciation d'actifs et d'écarts d'acquisition	173	-1 499	-21 169
	173	-1 499	-21 169

Au 30 juin 2007, les actifs des sociétés VPS et VCAV destinées à être cédées ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 20 058 M€.

Note 29. – Résultat financier

	2005	2006	2007
Produits financiers			
Revenus de valeurs mobilières de placement	13 422	21 972	17 348
Produits sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 905	12 158	18 956
Total	19 327	34 130	36 304
Charges d'intérêts	-23 637	-36 747	-40 619
Autres charges et produits financiers			
Revenu des titres	938	1 900	1 825
Revenu des prêts et créances	2 847	2 236	1 082
Pertes (-) ou profits (+) de change et variation du report / déport	-8 990	-27 819	-18 138
Dotations aux provisions, nettes de reprises	-205	-1 981	2 189
Actualisation du "put" sur les 45 % V & M Tubes (jusqu'au 23/06/05) - (voir Note 14)	-5 347	0	0
Intérêts perçus sur un litige fiscal au Brésil (1)	-	39 584	0
Subvention financière accordée à HKM	-	-7 000	0
Autres charges et produits financiers	-2 676	-626	-1 894
Total	-13 433	6 294	-14 936
Autres charges d'actualisation			
Charges financières d'actualisation sur retraites (voir Note 17)	-13 306	-15 245	-16 144
Produits financiers d'actualisation des éléments d'actifs et de passifs	310	74	769
Produits financiers sur actifs des régimes de retraites (voir Note 17)	4 150	4 875	5 618
Total	-8 846	-10 296	-9 757
Résultat financier	-26 589	-6 619	-29 008

(1) En 2006, suite au dénouement favorable d'un litige avec l'administration fiscale Brésilienne, V & M do Brasil a comptabilisé, en résultat financier, des intérêts sur des sommes versées de 1991 à 2001.

Note 30. – Rapprochement impôt théorique et impôt réel

Ventilation de la charge d'impôt	2005	2006	2007
Charge courante d'impôt	-296 874	-539 846	-557 052
Impôts différés (voir Note 5)	-10 576	-4 943	-18 292
Charge nette	-307 450	-544 789	-575 344
Résultat des sociétés intégrées	631 227	993 428	1 018 222
Charge d'impôts	-307 450	-544 789	-575 344
Résultat des sociétés intégrées avant impôts	938 677	1 538 217	1 593 566
Taux d'imposition légal société consolidante (voir Note 5)	34,93 %	34,43 %	34,43 %
Impôt théorique	-327 880	-529 608	-548 665
Impact des principaux déficits reportables	12 736	1 000	116
Impact des plus ou moins values à long terme	5 579	-344	0

Impact des différences permanentes	20 944	17 127	-2 703
Autres impacts	-	-22	-121
Impact des différences de taux d'imposition	-18 829	-32 942	-23 971
	-307 450	-544 789	-575 344
Taux d'imposition réel	32,75 %	35,42 %	36,10 %

Les différences permanentes s'analysent principalement par le résultat des minoritaires, par les retenues à la source, par la quote-part de frais et charges sur les distributions de dividendes et par les résultats dégagés lors de la cession de VPS, VCAV et VPE en France.

Les différences de taux d'imposition reflètent principalement la diversité des taux d'impôt appliqués dans chaque pays (France 34,43 %, Allemagne 39,90 %, Etats-Unis 38 % et Brésil 34 %).

Le taux effectif d'impôt 2007 retraité des éléments non récurrents s'élèverait à 35,5 %, niveau comparable à celui de 2006.

Note 31. – Information sectorielle

Secteurs d'activité

Les tableaux suivants présentent, pour chaque secteur d'activité, des informations sur les produits et les résultats ainsi que certaines informations relatives aux actifs et aux passifs et aux investissements pour les exercices 2005, 2006 et 2007.

Le 31 décembre 2006 a été finalisée la restructuration interne du groupe Vallourec visant à rationaliser l'organisation et l'organigramme après les opérations, en 2005, ayant permis à Vallourec de détenir la totalité des titres de V&M Tubes. A l'issue de cette opération les secteurs d'activité ont été redéfinis et renommés (voir A - Principes de consolidation paragraphe 3) et les sociétés holdings V&M Tubes et ValTubes (fusionnées en 2006) ont été présentées dans le secteur « Holdings et divers » en 2005 pour être comparables à 2006.

Premier niveau : par secteurs d'activité

2007	Tubes sans soudure	Automobile & « Speciality products »	Holdings & divers (*)	Opérations inter-secteurs	Total
Compte de résultat					
Chiffre d'affaires					
Ventes à des clients externes	5 405 111	659 934	75 476		6 140 521
Ventes inter-secteurs	171 146	27 692	31 907	-230 745	0
Total	5 576 257	687 626	107 383	-230 745	6 140 521
Dotations aux amortissements	-106 737	-9 234	-2 194	192	-117 973
Résultats d'exploitation	1 588 060	45 865	2 883	-14 235	1 622 573
Bilan					
Actifs non courants	1 402 591	72 581	908 060	-891 060	1 492 172
Actifs courants	2 296 558	222 717	291 978	-292 976	2 518 277
Trésorerie	626 312	32 952	821 632	-568 418	912 478
Total actif	4 325 461	328 250	2 021 670	-1 752 454	4 922 927
Capitaux propres	2 091 390	140 019	1 356 647	-880 287	2 707 769
Intérêts des minoritaires	70 732	11 187	-	-27	81 892
Passifs long terme	342 839	11 860	264 320	-4 404	614 615
Passifs courants	1 820 502	165 186	400 268	-867 305	1 518 651
Total passif	4 325 463	328 252	2 021 235	-1 752 023	4 922 927
Flux					
Investissements incorporels et corporels	410 370	26 091	8 338		444 799
Autres informations					
Effectifs moyens	15 206	2 426	139		17 771
Charges de personnel	692 930	98 767	35 343		827 040

2006	Tubes sans soudure	Automobile & « Speciality products »	Holdings & divers (*)	Opérations inter-secteurs	Total
Compte de résultat					
Chiffre d'affaires					

Ventes à des clients externes	4 770 765	675 630	95 406		5 541 801
Ventes inter-secteurs	217 461	36 105	28 009	-281 575	0
Total	4 988 226	711 735	123 415	-281 575	5 541 801
Dotations aux amortissements	-96 293	-17 267	-1 241	472	-114 329
Résultats d'exploitation	1 499 449	69 364	-17 360	-6 618	1 544 835
Bilan					
Actifs non courants	1 106 439	98 893	946 074	-933 159	1 218 247
Actifs courants	2 030 914	204 872	277 453	-268 265	2 244 974
Trésorerie	691 802	43 973	153 548		889 323
Actifs destinés à être cédés	34 672	140 906			175 578
Total actif	3 863 827	488 644	1 377 075	-1 201 424	4 528 122
Capitaux propres	1 934 685	221 056	846 010	-871 349	2 130 402
Intérêts des minoritaires	81 319	11 549		-49	92 819
Passifs long terme	350 551	26 342	413 772	-49 362	741 303
Passifs courants	1 490 552	158 535	117 293	-280 664	1 485 716
Passifs destinés à être cédés	6 720	71 162			77 882
Total passif	3 863 827	488 644	1 377 075	-1 201 424	4 528 122
Flux					
Investissements incorporels et corporels	263 400	21 357	411		285 168
Autres informations					
Effectifs moyens	14 651	3 227	128		18 006
Charges de personnel	651 479	129 072	32 143		812 694

(*) Vallourec, V & M Tubes et les filiales de commercialisation Vallourec Tubes Canada et Vallourec Inc.

2005	Tubes sans soudure	Automobile & « Speciality products »	Holdings & divers (*)	Opérations inter-secteurs	Total
Compte de résultat					
Chiffre d'affaires					
Ventes à des clients externes	3 570 173	671 267	65 965		4 307 405
Ventes inter-secteurs	191 947	27 436	373	-219 756	0
Total	3 762 120	698 703	66 338	-219 756	4 307 405
Dotations aux amortissements	-80 492	-18 023	-1 102	422	-99 195
Résultats d'exploitation	907 246	57 533	1 519	-1 032	965 266
Bilan					
Actifs non courants	995 896	145 770	1 012 107	-996 857	1 156 916
Actifs courants	1 617 285	291 979	64 069	-87 253	1 886 080
Trésorerie	402 475	36 448	102 355	-	541 278
Total actif	3 015 656	474 197	1 178 531	-1 084 110	3 584 274
Capitaux propres	1 286 736	200 741	653 983	-750 517	1 390 943
Intérêts des minoritaires	81 813	30 376	-	-36	112 153
Passifs long terme	499 202	35 517	431 538	-228 592	737 665
Passifs courants	1 147 905	207 563	93 010	-104 965	1 343 513
Total passif	3 015 656	474 197	1 178 531	-1 084 110	3 584 274
Flux					
Investissements incorporels et corporels	204 359	17 716	38		222 113
Autres informations					
Effectifs moyens	13 787	3 391	107		17 285

Charges de personnel	565 118	134 271	17 035		716 424
----------------------	---------	---------	--------	--	---------

(*) Vallourec, V & M Tubes et les filiales de commercialisation Vallourec Tubes Canada et Vallourec Inc.

2005 (publié)	V & M tubes	ValTubes	Vallourec et divers (*)	Opérations inter- secteurs	Total
Compte de résultat					
Chiffre d'affaires					
Ventes à des clients externes	3 568 842	671 267	67 296		4 307 405
Ventes inter-secteurs	172 655	27 436	41 306	-241 397	0
Total	3 741 497	698 703	108 602	-241 397	4 307 405
Dotations aux amortissements	-79 739	-17 624	-765	-1 067	-99 195
Résultats d'exploitation	909 603	59 019	-2 835	-521	965 266
Bilan					
Actifs non courants	994 933	144 475	1 079 720	-1 062 212	1 156 916
Actifs courants	1 610 336	292 501	37 749	-54 506	1 886 080
Trésorerie	432 617	94 534	14 127	-	541 278
Total actif	3 037 886	531 510	1 131 596	-1 116 718	3 584 274
Capitaux propres	1 542 768	257 339	614 917	-1 024 081	1 390 943
Intérêts des minoritaires	81 813	30 376	-	-36	112 153
Passifs long terme	295 349	31 516	431 122	-20 322	737 665
Passifs courants	1 117 956	212 279	85 557	-72 279	1 343 513
Total passif	3 037 886	531 510	1 131 596	-1 116 718	3 584 274
Flux					
Investissements incorporels et corporels	203 354	17 716	1 043		222 113
Autres informations					
Effectifs moyens	13 604	3 391	290		17 285
Charges de personnel	552 898	134 271	29 255		716 424

(*) Vallourec, Setval (Services et Etudes du Groupe Vallourec) et les filiales de commercialisation Vallourec Tubes Canada et Vallourec Inc.

Secteurs géographiques

Les tableaux suivants présentent, par secteur géographique, des informations sur le chiffre d'affaires (par zones géographiques d'implantation des clients), les investissements ainsi que certaines informations relatives aux actifs (par zones d'implantation des sociétés).

Deuxième niveau : par secteurs géographique

2007	Europe	Amérique du Nord et Mexique	Amérique du Sud	Asie	Reste du Monde	Total
Chiffre d'affaires						
Ventes à des clients externes	2 428 024	1 144 166	786 034	1 284 169	498 128	6 140 521
Bilan						
Immobilisations incorporelles et corporelles (nettes)	628 243	258 103	354 003	47 275	53	1 287 677
Flux						
Investissements corporels et incorporels (*)	278 536	57 147	93 665	15 398	53	444 799
Autres informations						
Effectifs moyens	10 314	1 675	5 304	478		17 771
Charges de personnel	596 012	102 588	125 230	3 201	9	827 040

2006	Europe	Amérique du Nord et Mexique	Amérique du Sud	Asie	Reste du Monde	Total
Chiffre d'affaires						
Ventes à des clients externes	1 988 847	1 445 062	598 798	1 174 443	334 651	5 541 801
Bilan						
Immobilisations incorporelles et corporelles (nettes)	468 080	250 697	262 346	36 085		1 017 208
Flux						
Investissements corporels et incorporels (*)	156 956	42 676	59 192	26 344		285 168
Autres informations						
Effectifs moyens	10 846	1 561	5 268	331		18 006
Charges de personnel	589 398	109 117	112 258	1 921		812 694

2005	Europe	Amérique du Nord et Mexique	Amérique du Sud	Asie	Reste du Monde	Total
Chiffre d'affaires						
Ventes à des clients externes	1 669 964	1 118 899	496 098	838 103	184 341	4 307 405
Bilan						
Immobilisations incorporelles et corporelles (nettes)	442 713	258 207	228 990	11 209		941 119
Flux						
Investissements corporels et incorporels (*)	96 946	44 777	73 867	6 523		222 113
Autres informations						
Effectifs moyens	10 478	1 317	5 322	168		17 285
Charges de personnel	518 880	100 843	95 570	1 131		716 424

(*) Les flux d'investissements du secteur "Amérique du Nord et Mexique" comprennent l'acquisition des actifs de VAM Drilling USA (anc. Omsco inc.), qui dans le tableau de trésorerie sont présentés en variation de périmètre.

Note 32. – Evénements postérieurs à la clôture

Il a été décidé de soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale convoquée le 4 juin 2008 le versement d'un dividende ordinaire de 11 € par action au titre de l'exercice 2007 (contre 6 € en 2006). Compte-tenu du versement exceptionnel de 4 € par action déjà distribué le 4 juillet 2007 et qui s'analyse juridiquement comme un acompte sur le résultat 2007, le solde s'élève à 7 € par action. Ce solde sera mis en paiement le 18 juin 2008.

0803457